

Recueil des avis issus de la consultation auprès des ministères et organismes

Projet : Agrandissement du lieu d'enfouissement technique de Lachenaie sur le territoire de la ville de Terrebonne par Complexe Enviro Connexions Ltée

Numéro de dossier : 3211-23-095

Liste par ministère ou organisme

No.	Ministères ou organismes	Direction ou service	Signataire	Date	Nbre pages
1.	Ministère des Ressources naturelles et des Forêts	Secteur du territoire et des affaires stratégiques, Secteur des opérations régionales, Secteur des forêts et Direction générale du territoire public	Lucie Ste-Croix	2025-09-04	5
2.	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	Direction régionale de Montréal-Laval-Lanaudière	Hela Chourabi et Mathieu Gingras	2025-08-29	3
3.	Ministère des Transports et de la Mobilité durable	Direction de l'environnement, Direction générale principale de la région métropolitaine de Montréal et Direction générale de la sécurité et du camionnage	Marie-Michelle Vézina	2025-08-28	3
4.	Ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie	Énergie - Capitale-Nationale	David Hébert et Dominique Deschênes	2025-08-29	4
5.	Ministère de la Sécurité publique	Direction régionale de la sécurité civile et de la sécurité incendie Laurentides-Lanaudière et Direction générale de la prévention et de la planification	Caroline Boisvert et Éric Doney	2025-08-21	3
6.	Ministère de la Santé et des Services sociaux	Direction de santé publique de Lanaudière	Alexis Dufour-Mailhot et Élyse Brais	2025-09-10	6
7.	Société québécoise de récupération et de recyclage	Opérations et développement	Sophie Taillefer et Francis Vermette	2025-08-13	3
8.	Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs	Direction régionale de l'analyse et de l'expertise de Lanaudière	Josiane Reynolds, Salima Khereddine, Cédric Vo et Éric Arseneault	2025-09-15	14
9.	Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs	Direction de la gestion de la faune de Lanaudière	Émilie Chalifour et Donald Jean	2025-09-05	5
10.	Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs	Direction des espèces floristiques menacées et vulnérables	Olivier Deshaies et Sonia Néron	2025-08-27	7
11.	Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs	Direction de l'analyse des impacts des contaminants sur les milieux aquatiques	Jacinthe Guillot et Antoine Caron	2025-08-14	2
12.	Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs	Direction principale de l'expertise hydrique	Christian Boyaud et Jean Francoeur	2025-09-04	7
13.	Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs	Direction de l'eau potable, des eaux souterraines et de surface	Philippe Ferron et Pierre Ladevèze	2025-09-11	7
14.	Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs	Direction principale des eaux usées	Rino Dubé et Benoit Rigaud	2025-09-05	8
15.	Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs	Direction des politiques de l'atmosphère - Émissions	Benjamin Boyer et Michel Gélinas	2025-09-03	10

16.	Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs	Direction des politiques de l'atmosphère - Climat sonore	Hamed Chaabouni et Michel Gélinas	2025-08-20	3
17.	Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs	Direction de l'expertise en valorisation et en élimination	Nicolas Tremblay et Natacha Voljanouski	2025-08-26	6
18.	Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs	Direction de l'expertise en décarbonation et efficacité énergétique	Elizabeth Côtes et Carl Dufour	2025-08-26	4
19.	Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs	Direction générale de l'évaluation environnementale et stratégique - Pôle d'expertise sur les impacts sociaux	Lydia Tremblay-Gendron et Ian Courtemanche	2025-09-09	4
				Total des pages	104

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Présentation du projet		MARCHE À SUIVRE
Nom du projet	Agrandissement du Lieu d'enfouissement technique (LET) de Lachenaie sur le territoire de la ville de Terrebonne	
Initiateur de projet	Complexe Enviro Connexions Itée	
Numéro de dossier	3211-23-0950	
Dépôt de l'étude d'impact	2024/07/24	
Présentation du projet : Complexe Enviro Connexions Itée (CEC) exploite actuellement un LET situé au nord de l'autoroute 640, dans le secteur Lachenaie de la ville de Terrebonne. Ce lieu d'enfouissement accepte les matières résiduelles provenant entre autres de la grande région de Montréal, de Laval et de villes et municipalités des couronnes Nord et Sud. L'agrandissement projeté du LET sera réalisé sur le secteur Ouest de la propriété de CEC à partir de 2027. Deux zones de dépôt des matières résiduelles distinctes sont prévues dans la zone d'agrandissement. La zone A a une superficie de 31,6 ha et une capacité de 8,4 millions m³. La zone B a une superficie de 69,9 ha et une capacité de 17,7 millions de m³. Les matières résiduelles qui seront enfouies dans les nouvelles cellules du LET de Lachenaie seront issues des secteurs résidentiel, industriel, commercial et institutionnel (ICI) ainsi que du secteur de la construction, de la rénovation et de la démolition (CRD). La capacité annuelle d'enfouissement de la première année d'opération de l'agrandissement (2027) a été établie à 1 230 000 t.m. et celle de la dernière année complète d'opération à 1 150 000 t.m. (2043). La durée de vie projetée du projet d'agrandissement est de 18 ans.		
Présentation du répondant		
Ministère ou organisme	Ministère des Ressources naturelles et des Forêts	
Direction ou secteur	Secteur du territoire et des affaires stratégiques	
Avis conjoint	Secteur des opérations régionales, Secteur des forêts, Direction générale du territoire public	
Région	14 - Lanaudière	
Numéro de référence	20240813-13	

RECEVABILITÉ DE L'ÉTUDE D'IMPACT

Cette étape a pour but de vérifier si tous les éléments nécessaires à l'analyse environnementale des enjeux du projet ont été présentés de manière satisfaisante dans l'étude d'impact. L'étude d'impact doit être cohérente avec les éléments de la Directive. Il s'agit de déterminer si les renseignements requis pour apprécier la qualité et la pertinence des données sont correctement présentés, si la description du milieu, du projet et de ses impacts est complète et si les différentes méthodes utilisées sont appropriées.

1

Avis de recevabilité à la suite du dépôt de l'étude d'impact

Est-ce que vous jugez l'étude d'impact recevable? C'est-à-dire qu'elle traite de façon satisfaisante, selon le champ d'expertise de votre direction, les éléments essentiels à l'analyse environnementale subséquente et à la prise de décision par le gouvernement.

L'étude d'impact ne traite pas de manière satisfaisante des sujets qu'elle doit aborder, l'initiateur doit répondre aux questions suivantes

Si l'étude d'impact n'est pas recevable, quels sont les éléments manquants essentiels à l'analyse environnementale subséquente ?

• Thématiques abordées :

• Référence à l'étude d'impact :

• Texte du commentaire :

Déboisement et activités connexes

4.3.2.1 Végétation terrestre et 8.2.1 Végétation terrestre

Un engagement portant sur les impacts du projet sur la ressource forestière en forêt privée doit être pris par l'initiateur envers le ministère des Ressources naturelles et des Forêts (MRNF). Ainsi, dans la mesure où le projet engendre du déboisement, de la déforestation ou de la destruction d'arbres sur un site qui a fait l'objet de travaux sylvicoles soutenus par de l'aide financière provenant de fonds publics, l'initiateur doit confirmer au MRNF, avant le début des travaux, que les engagements quant à la sécurisation, et au remboursement le cas échéant, des investissements sylvicoles que le propriétaire forestier aurait pu contractés auprès de l'agence de mise en valeur des forêts privées concernée, sont honorés.

• Thématiques abordées :

• Référence à l'étude d'impact :

• Texte du commentaire :

Mesures d'atténuation et impact résiduel sur la végétation

Volume 1, Rapport principal, 8.2 Impacts sur le milieu biologique, p.162 et 163

On mentionne que la préparation du site engendrera la perte de superficie forestière (incluant les friches arbustives et arborescentes) totalisant 17,49 ha. Selon l'initiateur du projet, l'impact résiduel lié à la perte de la végétation terrestre est jugé « négatif faible ». Dans un contexte de faible

boisement, soit 25,6 % à Terrebonne (CMM, 2020), toutes les superficies forestières productives ont une valeur écologique à préserver, peu importe leur stade de développement, leur composition et leur qualité. Il est reconnu scientifiquement qu'un seuil critique de 30 % de boisement est à ne pas dépasser, car il y a perte significative de biodiversité. Il serait pertinent de réévaluer l'impact résiduel lié à la perte de la végétation à la suite de ces commentaires.

Bien que la revégétalisation (ensemencement) des cellules soit prévue, cette mesure ne permettra pas de maintenir ou d'augmenter le couvert forestier à la suite du projet. Le MRNF recommande le reboisement d'une superficie équivalente à celle perdue pour la végétation forestière au site du projet. Cette mesure est importante à mettre en place, particulièrement dans un contexte de faible boisement dans les basses-terres du Saint-Laurent, d'autant plus que cette mesure aura, à notre avis, des répercussions positives sur l'environnement. Les écosystèmes des basses-terres font face à un phénomène de perte de superficie forestière; le maintien de zones boisées et de milieux naturels est un élément essentiel à considérer pour permettre un développement durable, car ces milieux rendent de nombreux services écosystémiques.

- Le MRNF recommande les balises suivantes :
- la plantation en massifs dans un ratio minimal de 1 pour 1. Par exemple, consolider les massifs existants, planter en quinconce et éviter les lignes;
 - le reboisement d'espèces indigènes, soit au moins trois en mélange;
 - l'utilisation d'un paillis ou d'un plastique ainsi que la protection contre les rongeurs;
 - un suivi sur dix ans (un, quatre et dix ans) avec un objectif de 80 % de plants survivants libres de croître (avec entretien et remplacement des arbres morts, si requis, durant ce temps).

À cet effet, le Ministère fournit en annexe l'ensemble des critères à considérer dans l'établissement du plan de reboisement. À ce sujet, la superficie à reboiser devrait totaliser au minimum 17,49 ha pour inclure les friches arbustives et arborescentes, puisque ces superficies ont le potentiel d'évoluer vers une forêt. Il est demandé de signifier si ces recommandations seront appliquées pour éviter les pertes et favoriser les gains de superficies forestières selon la séquence éviter-minimiser-compenser.

- Thématiques abordées :
- Référence à l'étude d'impact :
- Texte du commentaire :

Signature(s)			
Nom	Titre	Signature	Date
Lucie Ste-Croix	Sous-ministre associée au Territoire et aux Affaires stratégiques	ORIGINAL SIGNÉ	2024/09/19
Lucie Ste-Croix	Sous-ministre associée au Territoire et aux Affaires stratégiques		2024/09/30
Clause(s) particulière(s) :			

2

Avis de recevabilité à la suite du dépôt du document de réponses aux questions et commentaires

Considérant les éléments présentés par l'initiateur dans le document de réponses aux questions et commentaires, est-ce que vous jugez maintenant l'étude d'impact recevable? C'est-à-dire qu'elle traite de façon satisfaisante, selon le champ d'expertise de votre direction, les éléments essentiels à l'analyse environnementale subséquente et à la prise de décision par le gouvernement?	L'étude d'impact est recevable
Si l'étude d'impact n'est pas recevable, quels sont les éléments manquants essentiels à l'analyse environnementale subséquente ?	
<div><div>Thématiques abordées :</div><div>Reboisement</div><div>Référence à l'addenda :</div><div>7.4, Perte de superficie forestière RQC-59</div></div>	

- Texte du commentaire :

À titre de rappel, dans la section 1 du présent avis, le ministère des Ressources naturelles et des Forêts (MRNF) avait demandé à l'initiateur du projet de s'engager à reboiser une superficie équivalente à celle affectée par la perte de couvert forestier.

À la page 68, l'initiateur du projet indique qu'aucune mesure de reboisement n'est prévue pour compenser les pertes forestières associées à la présente phase d'agrandissement du lieu d'enfouissement technique. Il précise que des mesures compensatoires ont déjà été réalisées dans le cadre de la précédente autorisation, incluant un engagement à planter 2 500 arbres sur une période de cinq ans pour compenser la perte de 1,19 ha de couvert forestier. Toutefois, cette compensation était liée à des pertes antérieures et n'est pas rattachée au projet actuel. Or, la perte de couvert forestier liée à la phase actuelle est nettement plus importante, totalisant 17,49 ha. Le MRNF prend acte de la position de l'initiateur quant à l'absence de nouvelles mesures compensatoires.

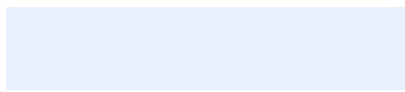
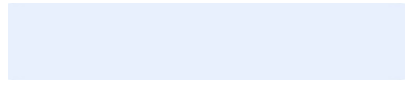
Signature(s)			
Nom	Titre	Signature	Date
Lucie Ste-Croix	Sous-ministre associée au Territoire et aux Affaires stratégiques		2025/09/04
Cliquez ici pour entrer du texte.	Cliquez ici pour entrer du texte.		Cliquez ici pour entrer une date.
Clause(s) particulière(s) :			

ANALYSE DE L'ACCEPTABILITÉ ENVIRONNEMENTALE DU PROJET

Cette étape vise à évaluer la raison d’être du projet, les impacts appréhendés de ce projet sur les milieux biologique, physique et humain et à se prononcer sur l’acceptabilité du projet. Elle permet de déterminer si les impacts du projet sont acceptables et de prévoir, le cas échéant, des modifications au projet, des mesures d’atténuation ou de suivi.

3

Avis d'acceptabilité environnementale du projet

Selon les renseignements déposés par l'initiateur et en fonction de votre champ de compétence, le projet est-il acceptable sur le plan environnemental, tel que présenté?	Choisissez une réponse		
Justification :			
Signature(s)			
Nom	Titre	Signature	Date
Cliquez ici pour entrer du texte.	Cliquez ici pour entrer du texte.		Cliquez ici pour entrer une date.
Cliquez ici pour entrer du texte.	Cliquez ici pour entrer du texte.		Cliquez ici pour entrer une date.
Clause(s) particulière(s) :			

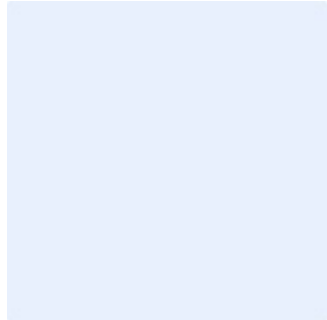
Recommandations pour les projets de reboisement

Ministère des Ressources naturelles et des Forêts (MRNF)

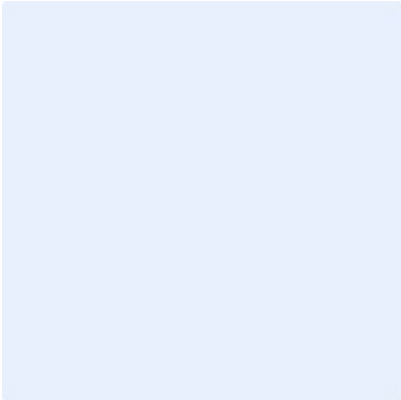
Objectifs du projet	Maintenir ou augmenter le couvert d'arbres	Pour tout type de perte, dans un ratio un pour un ou plus : créer de nouveaux boisés, consolider les massifs boisés, planter dans les bandes riveraines de cours d'eau, etc.	
	Rechercher des partenariats	Auprès des municipalités, MRC, CMM, agences de mise en valeur des forêts privées, organismes oeuvrant dans ce type de projet, ministères, etc. Collaborer avec toutes les parties (autorités gouvernementales et intervenants concernés) pour obtenir un accord sur le choix des projets et leurs principales étapes de conception	
	Choisir le bon terrain	Parcelle localisée à proximité de l'impact. Dans l'ordre : dans la même municipalité, même MRC, même sous-bassin versant, même région administrative, dans les basses-terres du Saint-Laurent Non boisé (notamment en fonction de la carte écoforestière, avec vérification au terrain), qui ne font pas l'objet d'une obligation de reboisement Exempt d'espèces végétales exotiques envahissantes, sinon il faudra les contrôler	
	Favoriser la connectivité écologique	En développant un projet qui renforce ou crée un corridor écologique qui inclut les milieux humides, friches et autres (Résolution 40-3; Connectivité écologique, adaptation aux changements climatiques et conservation de la biodiversité)	
	Assurer la pérennité des plantations	Par une option de conservation comme l'acquisition, le don, la servitude de conservation forestière, la politique de protection des investissements des agences de mise en valeur des forêts privées	
	Caractéristiques du reboisement	Choisir des essences diversifiées	Indigènes (feuillus nobles et résineux méridionaux) et climatiques pour gagner des stades de succession. Tolérantes aux changements climatiques (https://mfnp.gouv.qc.ca/publications/forets/connaissances/recherche/Perle-Catherine/Memoire173.pdf) Adaptées à la station et en accord avec les objectifs et les principes de la compensation (la production de matière ligneuse étant compatible), conformément aux indications des Guides sylvicoles du Québec (Tome 1 et 2) et selon l'évaluation de l'ingénieur forestier au terrain. Au moins trois essences climatiques, en mélange, avec des groupes de plants de dimensions différentes pour assurer une diversité des espèces et des fonctions qu'elles remplissent, et réduire la susceptibilité des arbres aux insectes et aux maladies. Donner priorité aux plants de fortes dimensions. Envisager l'utilisation de semences (selon les recommandations du MELCC), la transplantation ou le reboisement d'essences forestières rares ⁴ , si susceptibles d'être perdues à cause du projet.
Préparer le terrain		Afin de créer un environnement favorable à l'établissement et à la croissance de la régénération (herseur, scarifier, labourer, etc.)	
Planter selon une certaine densité		En ville ou en rive : densités variables Feuillus nobles : minimum 800 plants/ha, selon les essences, la qualité des stations et les prescriptions de l'ingénieur forestier au terrain visant la création d'une forêt à maturité Plantation mixte (feuillus et résineux) : minimum 1000 plants/ha Résineux méridionaux : minimum 1200 plants/ha	
Considérer les besoins des espèces fauniques et forestières		Adapter le projet de plantation (ex. la densité de plantation, le choix des essences). Pour ce faire, se référer à un biologiste en la matière Envisager la protection à perpétuité de la superficie intacte de forêt rare au même titre que le reboisement. Prévoir un arrosage approprié durant les premières semaines suivant la plantation.	
Rechercher la naturalité		Répartir les arbres de manière à rechercher la naturalité. Selon le modèle de plantation choisi, favoriser une répartition naturelle des arbres.	
Utiliser un paillis		Afin de contrôler la végétation concurrente herbacée et favoriser la croissance des plants	
Protéger les plants		Du brouillage par les rongeurs, cerf de Virginie (chevreuil), lapin, lièvre, etc. (Ex. protecteurs cylindriques, à gaine grillagée, ou de plastique en spirale; répulsifs; exclos)	
Entretien et suivi des plantations		Entretien	Par dégagement, nettoiement, éclaircies précommerciales, redressement, taille de formation et autres travaux nécessaires afin d'assurer le succès de la plantation
		Regarnir	Planter des arbres afin de combler les vides (individus plantés moribonds ou morts) et effectuer les autres travaux nécessaires pour atteindre la densité ou le coefficient de distribution visés
		Inventorier	Évaluer le succès de la plantation et l'atteinte des objectifs en fonction des années de suivi entendues (Minimalement à 1 an, 4 ans et 10 ans) et soumettre des rapports aux autorités ministérielles concernées
	Atteindre ou dépasser	La cible de 80 % de plants survivants en essences désirées ⁴ , libres de croître après 10 ans (au-dessus de la compétition herbacée et arbustive et de la dent du chevreuil)	

^{*1} Essences rares à offrir

^{*2} Une essence désirée, est une espèce d'arbre dont la présence est souhaitée dans le peuplement pour satisfaire aux objectifs recherchés. La régénération naturelle en essences désirées peut contribuer à la mesure du taux de succès à 10 ans. Les essences non commerciales (érable à épi, cerisier de Pennsylvanie, etc.) et les essences non désirées (par ex. : peuplier faux-tremble et bouleau gris) sont exclues de la mesure du succès de la plantation à 10 ans.



Titre de la figure



Titre de la figure

Titre de la figure

Au besoin, utilisez l'emplacement ci-dessous pour ajouter des tableaux

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Présentation du projet		MARCHE À SUIVRE
Nom du projet	Agrandissement du Lieu d'enfouissement technique de Lachenaie sur le territoire de la ville de Terrebonne	
Initiateur de projet	Complexe Enviro Connexions Ltée	
Numéro de dossier	3211-23-0950	
Dépôt de l'étude d'impact	2024/07/24	
<p>Présentation du projet : Complexe Enviro Connexions Ltée (CEC) exploite actuellement un LET situé au nord de l'autoroute 640, dans le secteur Lachenaie de la ville de Terrebonne. Ce lieu d'enfouissement accepte les matières résiduelles provenant entre autres de la grande région de Montréal, de Laval et de villes et municipalités des couronnes Nord et Sud. L'agrandissement projeté du LET sera réalisé sur le secteur Ouest de la propriété de CEC à partir de 2027. Deux zones de dépôt des matières résiduelles distinctes sont prévues dans la zone d'agrandissement. La zone A a une superficie de 31,6 ha et une capacité de 8,4 millions m³. La zone B a une superficie de 69,9 ha et une capacité de 17,7 millions de m³. Les matières résiduelles qui seront enfouies dans les nouvelles cellules du LET de Lachenaie seront issues des secteurs résidentiel, industriel, commercial et institutionnel (ICI) ainsi que du secteur de la construction, de la rénovation et de la démolition (CRD). La capacité annuelle d'enfouissement de la première année d'opération de l'agrandissement (2027) a été établie à 1 230 000 t.m. et celle de la dernière année complète d'opération à 1 150 000 t.m. (2043). La durée de vie projetée du projet d'agrandissement est de 18 ans.</p>		
Présentation du répondant		
Ministère ou organisme	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	
Direction ou secteur	Direction régionale de Montréal, Laval, Lanaudière (DRMLL)	
Avis conjoint	À compléter uniquement si l'avis provient de plus d'une direction ou d'un secteur.	
Région	14 - Lanaudière	
Numéro de référence	Cliquez ici pour entrer du texte.	

RECEVABILITÉ DE L'ÉTUDE D'IMPACT

Cette étape a pour but de vérifier si tous les éléments nécessaires à l'analyse environnementale des enjeux du projet ont été présentés de manière satisfaisante dans l'étude d'impact. L'étude d'impact doit être cohérente avec les éléments de la Directive. Il s'agit de déterminer si les renseignements requis pour apprécier la qualité et la pertinence des données sont correctement présentés, si la description du milieu, du projet et de ses impacts est complète et si les différentes méthodes utilisées sont appropriées.

1 Avis de recevabilité à la suite du dépôt de l'étude d'impact	
Est-ce que vous jugez l'étude d'impact recevable? C'est-à-dire qu'elle traite de façon satisfaisante, selon le champ d'expertise de votre direction, les éléments essentiels à l'analyse environnementale subséquente et à la prise de décision par le gouvernement.	L'étude d'impact ne traite pas de manière satisfaisante des sujets qu'elle doit aborder, l'initiateur doit répondre aux questions suivantes
Si l'étude d'impact n'est pas recevable, quels sont les éléments manquants essentiels à l'analyse environnementale subséquente ?	
<ul style="list-style-type: none"> • Thématiques abordées : <ol style="list-style-type: none"> 1) Absence de portrait spécifique des entreprises et activités agricoles dans la zone d'étude « Milieu humain ». 2) Données acéricoles erronées ex. (« On retrouvait quatre exploitations d'acériculture dans Lanaudière en 2010... » • Référence à l'étude d'impact : Les sections suivantes communiquent de l'information générale sur les entreprises et les activités agricoles des MRC : Utilisation des sols (p.92), 	

Secteur primaire (p.101), Agriculture et acériculture (p.105).

• **Texte du commentaire :**

1) L'information sur le milieu agricole est à trop haut niveau. Il est demandé de répertorier et de localiser (cartographie) les lots qui comptent les activités suivantes dans la zone d'étude « milieu humain » : a) Lots avec présence d'animaux (types de productions animales), b) Lots sur lesquels il se réalise des activités agrotouristiques (repas à la ferme, hébergement à la ferme, interprétation, animation et visite à la ferme) c) Lots avec cultures destinées à la consommation humaine (maraîchères), d) Lots avec présence d'activités d'autocueillette ou comptant un kiosque de vente.

2) Retravailler l'information concernant le secteur acéricole de la p.105. Le MAPAQ pourra vous accompagner.

Signature(s)

Nom	Titre	Signature	Date
Alex Pelletier	Conseiller en aménagement du territoire et développement rural		2024/09/06
Mathieu Gingras	Directeur régional (DRMLL)		2024/09/09

Clause(s) particulière(s) :

2

Avis de recevabilité à la suite du dépôt du document de réponses aux questions et commentaires

Considérant les éléments présentés par l'initiateur dans le document de réponses aux questions et commentaires, est-ce que vous jugez maintenant l'étude d'impact recevable? C'est-à-dire qu'elle traite de façon satisfaisante, selon le champ d'expertise de votre direction, les éléments essentiels à l'analyse environnementale subséquente et à la prise de décision par le gouvernement?

L'étude d'impact est recevable

Si l'étude d'impact n'est pas recevable, quels sont les éléments manquants essentiels à l'analyse environnementale subséquente ?

- Thématiques abordées :
- Référence à l'addenda :
- Texte du commentaire :

Signature(s)

Nom	Titre	Signature	Date
Hela Chourabi	Conseillère en développement régional et en aménagement du territoire	<div>Chourabi Hela (DRMLL) (L'Assomption)</div> <div>Signature numérique de Chourabi Hela (DRMLL) (L'Assomption) Date : 2025.08.29 10:21:12 -04'00'</div>	2025/08/29
Mathieu Gingras	Directeur régional	<div>Gingras Mathieu (DRMLL) (L'Assomption)</div> <div>Signature numérique de Gingras Mathieu (DRMLL) (L'Assomption) Date : 2025.08.29 11:26:50 -04'00'</div>	2025/08/29
Clause(s) particulière(s) :			
À cette étape de recevabilité, les réponses fournies par l'initiateur du projet semblent satisfaisantes aux yeux du MAPAQ, qui souhaite toutefois être consulté pour les étapes subséquentes.			

ANALYSE DE L'ACCEPTABILITÉ ENVIRONNEMENTALE DU PROJET

Cette étape vise à évaluer la raison d'être du projet, les impacts appréhendés de ce projet sur les milieux biologique, physique et humain et à se prononcer sur l'acceptabilité du projet. Elle permet de déterminer si les impacts du projet sont acceptables et de prévoir, le cas échéant, des modifications au projet, des mesures d'atténuation ou de suivi.

3

Avis d'acceptabilité environnementale du projet

Selon les renseignements déposés par l'initiateur et en fonction de votre champ de compétence, le projet est-il acceptable sur le plan environnemental, tel que présenté?

Choisissez une réponse

Justification :

Signature(s)

Nom	Titre	Signature	Date
Cliquez ici pour entrer du texte.	Cliquez ici pour entrer du texte.		Cliquez ici pour entrer une date.
Cliquez ici pour entrer du texte.	Cliquez ici pour entrer du texte.		Cliquez ici pour entrer une date.

Clause(s) particulière(s) :

Au besoin, utilisez l'emplacement ci-dessous pour ajouter des figures
Au besoin, utilisez l'emplacement ci-dessous pour ajouter des tableaux

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Présentation du projet		MARCHE À SUIVRE
Nom du projet	Agrandissement du Lieu d'enfouissement technique de Lachenaie sur le territoire de la ville de Terrebonne	
Initiateur de projet	Complexe Enviro Connexions Itée	
Numéro de dossier	3211-23-0950	
Dépôt de l'étude d'impact	2024/07/24	
Présentation du projet : Complexe Enviro Connexions Itée (CEC) exploite actuellement un LET situé au nord de l'autoroute 640, dans le secteur Lachenaie de la ville de Terrebonne. Ce lieu d'enfouissement accepte les matières résiduelles provenant entre autres de la grande région de Montréal, de Laval et de villes et municipalités des couronnes Nord et Sud. L'agrandissement projeté du LET sera réalisé sur le secteur Ouest de la propriété de CEC à partir de 2027. Deux zones de dépôt des matières résiduelles distinctes sont prévues dans la zone d'agrandissement. La zone A a une superficie de 31,6 ha et une capacité de 8,4 millions m³. La zone B a une superficie de 69,9 ha et une capacité de 17,7 millions de m³. Les matières résiduelles qui seront enfouies dans les nouvelles cellules du LET de Lachenaie seront issues des secteurs résidentiel, industriel, commercial et institutionnel (ICI) ainsi que du secteur de la construction, de la rénovation et de la démolition (CRD). La capacité annuelle d'enfouissement de la première année d'opération de l'agrandissement (2027) a été établie à 1 230 000 t.m. et celle de la dernière année complète d'opération à 1 150 000 t.m. (2043). La durée de vie projetée du projet d'agrandissement est de 18 ans.		
Présentation du répondant		
Ministère ou organisme	Ministère des Transports et de la Mobilité durable (MTMD)	
Direction ou secteur	Direction de l'environnement	
Avis conjoint	Direction générale principale de la région métropolitaine de Montréal et Direction générale de la sécurité et du camionnage	
Région	14 - Lanaudière	
Numéro de référence	Cliquez ici pour entrer du texte.	

RECEVABILITÉ DE L'ÉTUDE D'IMPACT

Cette étape a pour but de vérifier si tous les éléments nécessaires à l'analyse environnementale des enjeux du projet ont été présentés de manière satisfaisante dans l'étude d'impact. L'étude d'impact doit être cohérente avec les éléments de la Directive. Il s'agit de déterminer si les renseignements requis pour apprécier la qualité et la pertinence des données sont correctement présentés, si la description du milieu, du projet et de ses impacts est complète et si les différentes méthodes utilisées sont appropriées.

1

Avis de recevabilité à la suite du dépôt de l'étude d'impact

Est-ce que vous jugez l'étude d'impact recevable? C'est-à-dire qu'elle traite de façon satisfaisante, selon le champ d'expertise de votre direction, les éléments essentiels à l'analyse environnementale subséquente et à la prise de décision par le gouvernement.

L'étude d'impact ne traite pas de manière satisfaisante des sujets qu'elle doit aborder, l'initiateur doit répondre aux questions suivantes

Si l'étude d'impact n'est pas recevable, quels sont les éléments manquants essentiels à l'analyse environnementale subséquente ?

• Thématiques abordées :

• Référence à l'étude d'impact :

• Texte du commentaire :

Circulation routière

4.4.10 Services publics et infrastructures / 4.4.12 Circulation routière

En plus de l'entrée officielle du lieu d'enfouissement technique, plusieurs accès secondaires du réseau municipal existent vers le lieu de l'agrandissement. L'étude d'impact ne traite pas des conséquences possibles de l'utilisation par les camions de ce réseau et ne précise pas de quelle manière ces accès seront gérés. Il y a donc lieu de mieux définir le cheminement des camions lorsque l'agrandissement sera en activité. Advenant une modification au cheminement des camions ou à la fréquence d'utilisation du réseau municipal par rapport à la condition actuelle, il serait requis d'évaluer les impacts anticipés, notamment sur les infrastructures et les nuisances, et de présenter les mesures d'atténuation applicables, le cas échéant.

Concernant ces accès secondaires, par vue satellitaire de Google Maps, il semble y avoir plusieurs : Les sables Thouin à l'ouest, servitude nord HQ, HQ poste Pierre Le Gardeur au sud-ouest.



Est-ce que d'autres camions peuvent circuler par ces accès ? Si oui, est-ce que ces camions sont inclus dans les 307382 passages annuels de camions comme indiqué sous le tableau 4-31 ?

Pour mieux comprendre l'augmentation ou la diminution de la circulation des camions, est-ce que l'initiateur peut mettre sous un même tableau, le nombre de passages de camions journalier, de 2020-2021 à 2024 et la projection pour 2026 et plus ?

Signature(s)

Nom	Titre	Signature	Date
Julie Milot	Directrice, Direction de l'environnement		2024/09/05
Cliquez ici pour entrer du texte.	Cliquez ici pour entrer du texte.		Cliquez ici pour entrer une date.

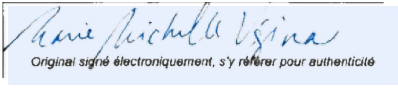
Clause(s) particulière(s) :

Cet avis est un avis conjoint de la Direction générale principale de la région métropolitaine de Montréal et Direction générale de la sécurité et du camionnage. Bien que compilé par la Direction de l'environnement, le contenu de cet avis reste sous la responsabilité ces unités, selon leurs mandats respectifs.

2

Avis de recevabilité à la suite du dépôt du document de réponses aux questions et commentaires

Considérant les éléments présentés par l'initiateur dans le document de réponses aux questions et commentaires, est-ce que vous jugez maintenant l'étude d'impact recevable? C'est-à-dire qu'elle traite de façon satisfaisante, selon le champ d'expertise de votre direction, les éléments essentiels à l'analyse environnementale subséquente et à la prise de décision par le gouvernement?	L'étude d'impact est recevable
Si l'étude d'impact n'est pas recevable, quels sont les éléments manquants essentiels à l'analyse environnementale subséquente ?	
<div><div>• Thématiques abordées :</div><div>• Référence à l'addenda :</div><div>• Texte du commentaire :</div></div>	

Signature(s)			
Nom	Titre	Signature	Date
Marie-Michelle Vézina	Directrice par intérim, Direction de l'environnement		2025/08/28
Cliquez ici pour entrer du texte.	Cliquez ici pour entrer du texte.		Cliquez ici pour entrer une date.
Clause(s) particulière(s) :			
Cet avis est un avis conjoint de la Direction générale principale de la région métropolitaine de Montréal et Direction générale de la sécurité et du camionnage. Bien que compilé par la Direction de l'environnement, le contenu de cet avis reste sous la responsabilité ces unités, selon leurs mandats respectifs.			

ANALYSE DE L'ACCEPTABILITÉ ENVIRONNEMENTALE DU PROJET

Cette étape vise à évaluer la raison d’être du projet, les impacts appréhendés de ce projet sur les milieux biologique, physique et humain et à se prononcer sur l’acceptabilité du projet. Elle permet de déterminer si les impacts du projet sont acceptables et de prévoir, le cas échéant, des modifications au projet, des mesures d’atténuation ou de suivi.

3

Avis d'acceptabilité environnementale du projet

Selon les renseignements déposés par l’initiateur et en fonction de votre champ de compétence, le projet est-il acceptable sur le plan environnemental, tel que présenté?		Choisissez une réponse	
Justification :			
Signature(s)			
Nom	Titre	Signature	Date
Cliquez ici pour entrer du texte.	Cliquez ici pour entrer du texte.		Cliquez ici pour entrer une date.
Cliquez ici pour entrer du texte.	Cliquez ici pour entrer du texte.		Cliquez ici pour entrer une date.
Clause(s) particulière(s) :			

Au besoin, utilisez l’emplacement ci-dessous pour ajouter des figures

Au besoin, utilisez l’emplacement ci-dessous pour ajouter des tableaux

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Présentation du projet		MARCHE À SUIVRE
Nom du projet	Agrandissement du Lieu d'enfouissement technique de Lachenaie sur le territoire de la ville de Terrebonne	
Initiateur de projet	Complexe Enviro Connexions Itée	
Numéro de dossier	3211-23-0950	
Dépôt de l'étude d'impact	2024/07/24	
Présentation du projet : Complexe Enviro Connexions Itée (CEC) exploite actuellement un LET situé au nord de l'autoroute 640, dans le secteur Lachenaie de la ville de Terrebonne. Ce lieu d'enfouissement accepte les matières résiduelles provenant entre autres de la grande région de Montréal, de Laval et de villes et municipalités des couronnes Nord et Sud. L'agrandissement projeté du LET sera réalisé sur le secteur Ouest de la propriété de CEC à partir de 2027. Deux zones de dépôt des matières résiduelles distinctes sont prévues dans la zone d'agrandissement. La zone A a une superficie de 31,6 ha et une capacité de 8,4 millions m³. La zone B a une superficie de 69,9 ha et une capacité de 17,7 millions de m³. Les matières résiduelles qui seront enfouies dans les nouvelles cellules du LET de Lachenaie seront issues des secteurs résidentiel, industriel, commercial et institutionnel (ICI) ainsi que du secteur de la construction, de la rénovation et de la démolition (CRD). La capacité annuelle d'enfouissement de la première année d'opération de l'agrandissement (2027) a été établie à 1 230 000 t.m. et celle de la dernière année complète d'opération à 1 150 000 t.m. (2043). La durée de vie projetée du projet d'agrandissement est de 18 ans.		
Présentation du répondant		
Ministère ou organisme	Ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie	
Direction ou secteur	Énergie	
Avis conjoint	À compléter uniquement si l'avis provient de plus d'une direction ou d'un secteur.	
Région	03 - Capitale-Nationale	
Numéro de référence	Cliquez ici pour entrer du texte.	

RECEVABILITÉ DE L'ÉTUDE D'IMPACT

Cette étape a pour but de vérifier si tous les éléments nécessaires à l'analyse environnementale des enjeux du projet ont été présentés de manière satisfaisante dans l'étude d'impact. L'étude d'impact doit être cohérente avec les éléments de la Directive. Il s'agit de déterminer si les renseignements requis pour apprécier la qualité et la pertinence des données sont correctement présentés, si la description du milieu, du projet et de ses impacts est complète et si les différentes méthodes utilisées sont appropriées.

1

Avis de recevabilité à la suite du dépôt de l'étude d'impact

Est-ce que vous jugez l'étude d'impact recevable? C'est-à-dire qu'elle traite de façon satisfaisante, selon le champ d'expertise de votre direction, les éléments essentiels à l'analyse environnementale subséquente et à la prise de décision par le gouvernement.

L'étude d'impact ne traite pas de manière satisfaisante des sujets qu'elle doit aborder, l'initiateur doit répondre aux questions suivantes

Si l'étude d'impact n'est pas recevable, quels sont les éléments manquants essentiels à l'analyse environnementale subséquente ?

• Thématiques abordées :

• Référence à l'étude d'impact :

Émissions de GES liés à la vente du gaz naturel renouvelable

Étude d'impact volet 1 – Rapport principal (3211-23-095-7)

Page 110

4.4.10.3. Gazoduc

Géré par TC Énergie, le réseau Gazoduc Trans Québec et Maritime (TQM) est raccordé au réseau principal au Canada de TransCanada PipeLines Limited (TCPL) entre les municipalités de Saint-Clément et Saint-Lazare-de-Vaudreuil, en Montérégie à l'ouest de l'Île de Montréal (Régie de l'Énergie du Canada, 2022). Gazoduc TQM traverse trois des quatre municipalités de la zone d'étude, soit Mascouche, Terrebonne et Repentigny. Le réseau d'environ 649 km au total, traverse 83 municipalités et le terrain d'environ 1 900 propriétaires (TC Énergie, 2023). Un point de livraison se trouve à proximité de la zone d'étude à Mascouche ainsi que la station de compression SC Lachenaie à Terrebonne (Gazoduc TQM, 2022).

CEC compte poursuivre la valorisation du biogaz généré suite à l'enfouissement des matières résiduelles, alors que 99 % du biogaz capté au LET est déjà valorisé dans son usine de

biométhanisation. Dans le cadre de l'agrandissement du site, le système de collecte sera raccordé au réseau existant pour être injecté dans le gazoduc de TQM (BAPE, 2021).

Page 160

8.1.9. Gaz à effet de serre (GES)

Description de l'impact

...

En contrepartie, CEC valorise le biogaz capté au lieu de le brûler aux torchères. Le méthane du biogaz est ainsi récupéré et est injecté au réseau de TQM et est donc disponible pour être utilisé comme combustible en substitution au gaz naturel fossile. Cette substitution de gaz naturel fossile par du méthane venant du biogaz engendre des réductions d'émissions de GES au LET.

Une estimation des émissions de GES qui seront émis par le projet a été réalisée. Une note technique qui présente toutes les hypothèses et les résultats est jointe sous pli séparé (WSP, 2024).

Note technique – WSP (3211-23-095-32)

Pages 10-11

3.8 VALORISATION DU BIOGAZ

Les résultats du calcul des émissions de GES générées et évitées par l'injection du biométhane purifié dans le réseau de TQM sont présentés au tableau 15. Les émissions de CO2 issues de la combustion du biogaz valorisé sont considérées comme biogéniques et sont typiquement exclues des quantifications des émissions de GES.

Par rapport à la situation sans projet, la valorisation du biométhane au site du LET de CEC à Terrebonne entraîne une réduction annuelle d'environ 174 kT de CO2eq en 2027, diminuant à partir de 2029 par la suite jusqu'à 153 kT de CO2eq en 2044.


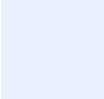
- Texte du commentaire :

Comme l'indique votre documentation, votre projet permettra d'augmenter la quantité de biogaz produit sur le site. Vos installations permettront de transformer ce biogaz en gaz naturel renouvelable (GNR) qui sera acheminé ensuite dans le réseau de TQM pour être vendu.

Comme vous l'indiquez, l'utilisation de GNR produit sur le site permet de remplacer du gaz naturel d'origine fossile et ainsi réduire les émissions de GES. Pour que les réductions de GES soient comptabilisées au Québec, le GNR doit être vendu à des consommateurs québécois. S'il est vendu à l'extérieur du Québec, les réductions de GES seront comptabilisées dans ces mêmes régions. Ainsi, la consommation du GNR dans la province permettrait de réduire de façon importante les émissions de GES de votre projet au Québec, et ainsi réduire son impact environnemental.

Questions

- Prévoyez-vous vendre le GNR produit sur le site à des consommateurs québécois?
 - Si oui, quels seront les volumes de GNR vendus à des consommateurs québécois?
 - Quelles seront les émissions de GES évitées par la vente de GNR au Québec?

Signature(s)			
Nom	Titre	Signature	Date
David Hébert	Conseiller expert en politiques de développement bioénergies		2024/09/12
Dominique Deschênes	SMA		2024/09/18
Clause(s) particulière(s) :			

2

Avis de recevabilité à la suite du dépôt du document de réponses aux questions et commentaires

Considérant les éléments présentés par l'initiateur dans le document de réponses aux questions et commentaires, est-ce que vous jugez maintenant l'étude d'impact recevable? C'est-à-dire qu'elle traite de façon satisfaisante, selon le champ d'expertise de votre direction, les éléments essentiels à l'analyse environnementale subséquente et à la prise de décision par le gouvernement?

L'étude d'impact est recevable



Si l'étude d'impact n'est pas recevable, quels sont les éléments manquants essentiels à l'analyse environnementale subséquente ?

• Thématiques abordées :

• Référence à l'addenda :

• Texte du commentaire :

Signature(s)

Nom	Titre	Signature	Date
David Hébert	Conseiller expert en politiques de développement bioénergies		2025/08/27
Dominique Deschênes	Sous-ministre adjointe à l'énergie		2025/08/29

Clause(s) particulière(s) :

ANALYSE DE L'ACCEPTABILITÉ ENVIRONNEMENTALE DU PROJET

Cette étape vise à évaluer la raison d'être du projet, les impacts appréhendés de ce projet sur les milieux biologique, physique et humain et à se prononcer sur l'acceptabilité du projet. Elle permet de déterminer si les impacts du projet sont acceptables et de prévoir, le cas échéant, des modifications au projet, des mesures d'atténuation ou de suivi.

3

Avis d'acceptabilité environnementale du projet

Selon les renseignements déposés par l'initiateur et en fonction de votre champ de compétence, le projet est-il acceptable sur le plan environnemental, tel que présenté?

Choisissez une réponse

Justification :

Signature(s)

Nom	Titre	Signature	Date
Cliquez ici pour entrer du texte.	Cliquez ici pour entrer du texte.		Cliquez ici pour entrer une date.
Cliquez ici pour entrer du texte.	Cliquez ici pour entrer du texte.		Cliquez ici pour entrer une date.

Clause(s) particulière(s) :

Au besoin, utilisez l'emplacement ci-dessous pour ajouter des tableaux

ORENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Présentation du projet		MARCHE À SUIVRE
Nom du projet	Agrandissement du Lieu d'enfouissement technique de Lachenaie sur le territoire de la ville de Terrebonne	
Initiateur de projet	Complexe Enviro Connexions Itée	
Numéro de dossier	3211-23-0950	
Dépôt de l'étude d'impact	2024/07/24	
Présentation du projet : Complexe Enviro Connexions Itée (CEC) exploite actuellement un LET situé au nord de l'autoroute 640, dans le secteur Lachenaie de la ville de Terrebonne. Ce lieu d'enfouissement accepte les matières résiduelles provenant entre autres de la grande région de Montréal, de Laval et de villes et municipalités des couronnes Nord et Sud. L'agrandissement projeté du LET sera réalisé sur le secteur Ouest de la propriété de CEC à partir de 2027. Deux zones de dépôt des matières résiduelles distinctes sont prévues dans la zone d'agrandissement. La zone A a une superficie de 31,6 ha et une capacité de 8,4 millions m³. La zone B a une superficie de 69,9 ha et une capacité de 17,7 millions de m³. Les matières résiduelles qui seront enfouies dans les nouvelles cellules du LET de Lachenaie seront issues des secteurs résidentiel, industriel, commercial et institutionnel (ICI) ainsi que du secteur de la construction, de la rénovation et de la démolition (CRD). La capacité annuelle d'enfouissement de la première année d'opération de l'agrandissement (2027) a été établie à 1 230 000 t.m. et celle de la dernière année complète d'opération à 1 150 000 t.m. (2043). La durée de vie projetée du projet d'agrandissement est de 18 ans.		
Présentation du répondant		
Ministère ou organisme	Ministère de la Sécurité publique	
Direction ou secteur	Direction régionale de la sécurité civile et de la sécurité incendie Laurentides-Lanaudière	
Avis conjoint	Direction générale de la prévention et de la planification	
Région	14 - Lanaudière	
Numéro de référence	Cliquez ici pour entrer du texte.	

RECEVABILITÉ DE L'ÉTUDE D'IMPACT


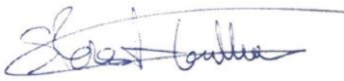
Cette étape a pour but de vérifier si tous les éléments nécessaires à l'analyse environnementale des enjeux du projet ont été présentés de manière satisfaisante dans l'étude d'impact. L'étude d'impact doit être cohérente avec les éléments de la Directive. Il s'agit de déterminer si les renseignements requis pour apprécier la qualité et la pertinence des données sont correctement présentés, si la description du milieu, du projet et de ses impacts est complète et si les différentes méthodes utilisées sont appropriées.

1

Avis de recevabilité à la suite du dépôt de l'étude d'impact


Est-ce que vous jugez l'étude d'impact recevable? C'est-à-dire qu'elle traite de façon satisfaisante, selon le champ d'expertise de votre direction, les éléments essentiels à l'analyse environnementale subséquente et à la prise de décision par le gouvernement.	L'étude d'impact ne traite pas de manière satisfaisante des sujets qu'elle doit aborder, l'initiateur doit répondre aux questions suivantes
Si l'étude d'impact n'est pas recevable, quels sont les éléments manquants essentiels à l'analyse environnementale subséquente ?	
<div><div></div><div>• Thématiques abordées :</div><div>• Référence à l'étude d'impact :</div><div>• Texte du commentaire :</div></div>	<div><div></div><div>Plan préliminaire des mesures d'urgence</div><div>Annexe C – à l'annexe C : Coordonnateurs des mesures d'urgence</div><div>Absence des coordonnées des personnes responsables en cas d'urgence</div></div>
<div><div></div><div>• Thématiques abordées :</div><div>• Référence à l'étude d'impact :</div><div>• Texte du commentaire :</div></div>	<div><div></div><div>Plan préliminaire des mesures d'urgence</div><div>Annexe C – 3.6.3 Ressources externes</div><div>Absence de la structure d'intervention en cas d'urgence et les modes de communication avec l'organisation de sécurité civile externe selon les bonnes pratiques établies au Québec.</div></div>
<div><div></div><div>• Thématiques abordées :</div><div>• Référence à l'étude d'impact :</div><div>• Texte du commentaire :</div></div>	<div><div></div><div>Plan préliminaire des mesures d'urgence</div><div>Annexe C – à l'annexe H : organismes externes d'intervention en cas d'urgence</div><div>Modifier Sécurité publique pour : Ministère de la Sécurité publique - Centre d'opération gouvernemental (COG) 24/7 Conserver seulement le numéro suivant : 1 866-776-8345</div></div>


• Thématiques abordées :	Plan préliminaire des mesures d'urgence
• Référence à l'étude d'impact :	Annexe C – à la section 3.9 et Annexe C – à l'annexe F : Plan de prévention des accidents environnementaux
• Texte du commentaire :	Programme de formation et d'exercice afin d'améliorer la préparation des divers intervenants interpellés lors d'un sinistre : Prévoir la consultation de la ville de Terrebonne afin d'inclure leurs services d'urgence dans la formation générale sur le PMU ainsi que lors de la mise à l'essai du PMU dans le cadre du programme d'exercice qui sera établi dans la version finale du PMU.
• Thématiques abordées :	Plan préliminaire des mesures d'urgence
• Référence à l'étude d'impact :	Annexe C – à la section 3.10
• Texte du commentaire :	Ce plan préliminaire devra comprendre les engagements de l'initiateur quant au dépôt du plan final qui sera complété à la suite de l'autorisation du projet par le gouvernement, le cas échéant, auprès des autorités municipales concernées afin d'assurer l'arrimage avec le plan de sécurité civile et les schémas en sécurité incendie existants de la ville de Terrebonne.
• Thématiques abordées :	Connaissance des risques et de la prévention des sinistres
• Référence à l'étude d'impact :	
• Texte du commentaire :	Il est recommandé à l'initiateur d'intégrer le Comité municipal mixte de résilience collective avec la ville de Terrebonne afin de favoriser une concertation et une collaboration avec l'ensemble des parties prenantes.
	.

Signature(s)			
Nom	Titre	Signature	Date
Véronique Dugré	Conseillère en gestion de risque		2024/09/06
Stéphanie Forest-Lanthier	Directrice régionale par intérim		2024/09/06
Clause(s) particulière(s) :			

2

Avis de recevabilité à la suite du dépôt du document de réponses aux questions et commentaires

Considérant les éléments présentés par l'initiateur dans le document de réponses aux questions et commentaires, est-ce que vous jugez maintenant l'étude d'impact recevable? C'est-à-dire qu'elle traite de façon satisfaisante, selon le champ d'expertise de votre direction, les éléments essentiels à l'analyse environnementale subséquente et à la prise de décision par le gouvernement?	L'étude d'impact est recevable		
Si l'étude d'impact n'est pas recevable, quels sont les éléments manquants essentiels à l'analyse environnementale subséquente ?			
<div><div>• Thématiques abordées :</div><div>• Référence à l'addenda :</div><div>• Texte du commentaire :</div></div>			
Signature(s)			
Nom	Titre	Signature	Date
Caroline Boisvert	Conseillère en sécurité civile		2025/08/21

Éric Doneys	Directeur régional par intérim		2025/08/21
Clause(s) particulière(s) :			
En lien avec les éléments soulevés par le MSP en matière de mesures d'urgence, le promoteur a répondu de façon satisfaisante à cette étape-ci. Il sera important de s'assurer que les réponses fournies et les engagements émis par ce dernier seront intégrés dans le plan des mesures d'urgence final.			
Le promoteur aura l'obligation de déposer son plan de mesures d'urgence définitif auprès des autorités locales concernées, soit au Bureau de la sécurité civile de la ville de Terrebonne, avant la mise en exploitation de leurs installations afin que l'arrimage avec le plan municipal de sécurité civile de la ville de Terrebonne soit réalisé.			

ANALYSE DE L'ACCEPTABILITÉ ENVIRONNEMENTALE DU PROJET

Cette étape vise à évaluer la raison d'être du projet, les impacts appréhendés de ce projet sur les milieux biologique, physique et humain et à se prononcer sur l'acceptabilité du projet. Elle permet de déterminer si les impacts du projet sont acceptables et de prévoir, le cas échéant, des modifications au projet, des mesures d'atténuation ou de suivi.

3

Avis d'acceptabilité environnementale du projet

Selon les renseignements déposés par l'initiateur et en fonction de votre champ de compétence, le projet est-il acceptable sur le plan environnemental, tel que présenté?

Choisissez une réponse

Justification :

Signature(s)

Nom	Titre	Signature	Date
Cliquez ici pour entrer du texte.	Cliquez ici pour entrer du texte.		Cliquez ici pour entrer une date.
Cliquez ici pour entrer du texte.	Cliquez ici pour entrer du texte.		Cliquez ici pour entrer une date.

Clause(s) particulière(s) :

Au besoin, utilisez l'emplacement ci-dessous pour ajouter des figures

Au besoin, utilisez l'emplacement ci-dessous pour ajouter des tableaux

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Présentation du projet		MARCHE À SUIVRE
Nom du projet	Agrandissement du Lieu d'enfouissement technique de Lachenaie sur le territoire de la ville de Terrebonne	
Initiateur de projet	Complexe Enviro Connexions Itée	
Numéro de dossier	3211-23-0950	
Dépôt de l'étude d'impact	2024/07/24	
Présentation du projet : Complexe Enviro Connexions Itée (CEC) exploite actuellement un LET situé au nord de l'autoroute 640, dans le secteur Lachenaie de la ville de Terrebonne. Ce lieu d'enfouissement accepte les matières résiduelles provenant entre autres de la grande région de Montréal, de Laval et de villes et municipalités des couronnes Nord et Sud. L'agrandissement projeté du LET sera réalisé sur le secteur Ouest de la propriété de CEC à partir de 2027. Deux zones de dépôt des matières résiduelles distinctes sont prévues dans la zone d'agrandissement. La zone A a une superficie de 31,6 ha et une capacité de 8,4 millions m³. La zone B a une superficie de 69,9 ha et une capacité de 17,7 millions de m³. Les matières résiduelles qui seront enfouies dans les nouvelles cellules du LET de Lachenaie seront issues des secteurs résidentiel, industriel, commercial et institutionnel (ICI) ainsi que du secteur de la construction, de la rénovation et de la démolition (CRD). La capacité annuelle d'enfouissement de la première année d'opération de l'agrandissement (2027) a été établie à 1 230 000 t.m. et celle de la dernière année complète d'opération à 1 150 000 t.m. (2043). La durée de vie projetée du projet d'agrandissement est de 18 ans.		
Présentation du répondant		
Ministère ou organisme	Ministère de la Santé et des Services sociaux	
Direction ou secteur	Direction de santé publique	
Avis conjoint	À compléter uniquement si l'avis provient de plus d'une direction ou d'un secteur.	
Région	14 - Lanaudière	
Numéro de référence	Cliquez ici pour entrer du texte.	

RECEVABILITÉ DE L'ÉTUDE D'IMPACT

Cette étape a pour but de vérifier si tous les éléments nécessaires à l'analyse environnementale des enjeux du projet ont été présentés de manière satisfaisante dans l'étude d'impact. L'étude d'impact doit être cohérente avec les éléments de la Directive. Il s'agit de déterminer si les renseignements requis pour apprécier la qualité et la pertinence des données sont correctement présentés, si la description du milieu, du projet et de ses impacts est complète et si les différentes méthodes utilisées sont appropriées.

1

Avis de recevabilité à la suite du dépôt de l'étude d'impact

Est-ce que vous jugez l'étude d'impact recevable? C'est-à-dire qu'elle traite de façon satisfaisante, selon le champ d'expertise de votre direction, les éléments essentiels à l'analyse environnementale subséquente et à la prise de décision par le gouvernement.	L'étude d'impact ne traite pas de manière satisfaisante des sujets qu'elle doit aborder, l'initiateur doit répondre aux questions suivantes
Si l'étude d'impact n'est pas recevable, quels sont les éléments manquants essentiels à l'analyse environnementale subséquente ?	
<div><div><div>• Thématiques abordées : Santé et risques toxicologiques</div><div>• Référence à l'étude d'impact : PR3.1-CEC Étude d'impact, volume I — Rapport principal, PR3.15-CEC Étude du climat sonore, PR3.10-CEC Étude de conception du secteur ouest, PR3.9-CEC — Rapport de modélisation de la dispersion atmosphérique.</div><div>• Texte du commentaire :</div></div><div><p>Le rapport d'étude d'impact de Tetra Tech mentionne que l'évaluation des risques pour la santé humaine de la population résidant en périphérie du LET est en cours de réalisation (PR3.1-CEC p. 190). Cette évaluation à paraître sera analysée dans le cadre du processus de recevabilité de l'étude d'impact. Ainsi, dans son état actuel, l'étude d'impact ne peut être jugée recevable.</p><p>L'analyse effectuée dans le rapport sur l'étude d'impact aborde certains impacts sur la santé psychologique et mentionne une atteinte possible à la qualité de vie (PR3.1-CEC pp. 104, 192). La nature des impacts sociaux ainsi que de leurs conséquences sur le capital social et la qualité de vie mériteraient d'être abordées avec plus</p></div></div>	

de détails dans l'étude d'impact.

L'étude sur le climat sonore d'AtkinsRéalis fait état du niveau sonore engendré par les sources de bruit mobiles, plus spécifiquement par le camionnage hors du site du LET. Cependant, AtkinsRéalis ont utilisé le niveau Ldn (PR3.15-CEC p.34), ce qui ne permet pas d'effectuer la comparaison avec le niveau Lden utilisé par l'OMS (1). De plus, l'OMS propose aussi des limites pour le bruit de trafic routier pendant la nuit seulement (1). AtkinsRéalis devraient donc présenter les niveaux de bruit associés au camionnage nocturne hors du site du LET.

De plus, la modélisation du climat sonore d'AtkinsRéalis en provenance de source fixe, donc du site du LET, prévoit une atteinte des limites du MELCCFP pour certains secteurs et ce, après l'application de mesures d'atténuation. Bien que le niveau de 40 dBA atteint pendant la nuit à certains endroits (PR3.15-CEC p.36-37) respecte les limites du MELCCFP (2) et la limite proposée par l'OMS (3), c'est aussi le niveau auquel des impacts négatifs sur la santé et le sommeil sont susceptibles de survenir (3). Puisque cette valeur issue de modélisation est tout juste sur la limite, l'initiateur devrait discuter de l'utilisation possible de mesures d'atténuation supplémentaires. Il devrait également présenter comment les plaintes à ce sujet seraient reçues et traitées par CEC.

Par ailleurs, l'initiateur mentionne que le projet a une durée de vie estimée de 18 ans. Toutefois, la période s'étalant de 2027, c'est-à-dire la première année d'opération de la zone d'agrandissement, à 2043, c'est-à-dire la dernière année complète d'opération, n'est que d'une durée de 17 ans. Le raisonnement derrière cet écart devrait être expliqué.

Dans l'étude de conception du secteur ouest réalisée par Alphard, il est mentionné que le suivi de l'éthylmercaptan et du méthylmercaptan seront mis en place à la station Nord (PR3.10-CEC p.32). Il est aussi mentionné que le projet d'ajout d'une nouvelle station d'échantillonnage du H₂S dans le quartier de la Presqu'île est en cours (PR3.10-CEC p.30). Or, ces éléments font pourtant partie du décret 759-2021 du Gouvernement du Québec (4). L'initiateur doit proposer un échéancier pour la réalisation de ces éléments.

Comme décrit dans le rapport de modélisation de la dispersion atmosphérique, les valeurs limites préconisées par le MELCCFP sont dépassées aux récepteurs sensibles au scénario 0 pour les odeurs et le H₂S et uniquement pour les odeurs au scénario 1 et 2 (PR3.9-CEC, p.44). CEC doit préciser si les mesures d'atténuation proposées à la section 8.1.8.3— Émission de composés soufrés, d'odeur et de COV (PR3.1-CEC, p. 157-158) seront suffisantes ou devront être ajustées pour la réduction des odeurs et de H₂S durant les années de dépassement projetées.

1. World Health Organization. Chapter 11. Environmental noise. In: Compendium of WHO and other UN guidance on health and environment, 2022 update [Internet]. Geneva : World Health Organization; 2022. Disponible sur : https://cdn.who.int/media/docs/default-source/who-compendium-on-health-and-environment/who_compendium_noise_01042022.pdf?sfvrsn=bc371498_3

2. Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs. Note d'instructions 98-01 sur le bruit [Internet]. 2006. Disponible sur : <https://www.environnement.gouv.qc.ca/publications/note-instructions/98-01.htm>

3. World Health Organization. Regional Office for Europe. Night noise guidelines for Europe [Internet]. Copenhagen: World Health Organization. Regional Office for Europe; 2009. Disponible sur : <https://iris.who.int/handle/10665/326486>

4. Gazette Officielle du Québec. Gazette Officielle du Québec, 23 juin 2021, 153e année, n 125. Décret 759-2021, 2 juin 2021 [Internet]. 2021. Disponible sur : https://www.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/fileadmin/gazette/pdf_encrypte/gaz_entiere/2125-F.pdf

Signature(s)

Nom	Titre	Signature	Date
Roxane Laurent	Agente de planification, de programmation et de recherche et CIP.	L'original a été signé par Roxane Laurent.	2024/09/06
Élyse Brais	Chef de l'administration des programmes de santé environnementale	L'original a été signé par Élyse Brais.	2024/09/06

Clause(s) particulière(s) :

2

Avis de recevabilité à la suite du dépôt du document de réponses aux questions et commentaires

Considérant les éléments présentés par l'initiateur dans le document de réponses aux questions et commentaires, est-ce que vous jugez maintenant l'étude d'impact recevable ? C'est-à-dire qu'elle traite de façon satisfaisante, selon le champ d'expertise de votre direction, les éléments essentiels à l'analyse environnementale subséquente et à la prise de décision par le gouvernement ?

L'étude d'impact ne traite pas de manière satisfaisante des sujets qu'elle doit aborder, l'initiateur doit répondre aux questions suivantes.

Si l'étude d'impact n'est pas recevable, quels sont les éléments manquants essentiels à l'analyse environnementale subséquente ?

- Thématiques abordées :

• Référence à l'addenda :

• Texte du commentaire :

Risques toxicologiques

PR5.3 - CEC Rep QC1_Addenda

L'initiateur mentionne que les résultats obtenus lors de la mise à jour de l'étude de dispersion ont été transmis à Sanexen pour la réalisation de l'étude des risques pour la santé humaine (PR5.3-CEC p. 153). Cette étude sera analysée dans le cadre du processus de recevabilité de l'étude d'impact, de même que les constats issus de l'étude de dispersion. Ainsi, dans son état actuel, l'étude d'impact ne peut pas être jugée recevable.
- Thématiques abordées :

• Référence à l'addenda :

• Texte du commentaire :

Climat sonore

PR5.3 – CEC Rep QC1_Addenda

L'initiateur affirme qu'en cas de plaintes relatives aux nuisances sonores, « [...] des mesures du climat sonore pourront être effectuées afin de déterminer la ou les sources de ces plaintes » (PR5.3-CEC p. 83). L'initiateur devrait s'engager à documenter les causes de l'impact sur le climat sonore, notamment en échangeant avec les plaignants et en récoltant les données sonométriques pour appliquer les meilleures mesures d'atténuation dans les circonstances. L'efficacité des mesures d'atténuation mises en place devrait faire l'objet d'un suivi auprès du comité de vigilance.
- Thématiques abordées :

• Référence à l'addenda :

• Texte du commentaire :

Qualité de l'air

PR5.3 – CEC Rep QC1_Addenda

PR5.10 – CEC Rep QC1_Addenda - Annexe QC-112_Model atmospherique

PR3.1 – CEC Étude d'impact, volume I — Rapport principal

L'initiateur mentionne en réponse à la question QC-188 que certains secteurs du champ 4 du LET ont reçu des résidus fins de CRD, ce qui expliquerait, en partie, les concentrations de H₂S en périphérie du LET (PR5.3-CEC p. 153). Il est aussi mentionné que les résidus fins de CRD seront dans le futur acheminés en totalité vers l'usine de tri dédiée aux CRD, et que les nouvelles cellules du secteur ouest ne recevront aucun résidu de CRD (PR5.3-CEC p. 153). Toutefois, l'initiateur a précédemment mentionné que les matières résiduelles enfouies dans les nouvelles cellules proviendraient, entre autres, du secteur CRD (PR3.1-CEC p. 8). Considérant que le centre de tri dédié n'est pas encore construit (PR5.10-CEC p. 18), l'initiateur s'engage-t-il à ce que le centre de tri soit en fonction avant l'exploitation des cellules du secteur ouest ?

Par ailleurs, les données présentées au tableau 31 – Résultats de modélisation pour les odeurs et le H₂S (PR5.10-CEC p.55) présentent encore des dépassements des valeurs limites du MELCCFP pour le H₂S (maximum sur quatre minutes). L'initiateur prévoit-il ajuster ses méthodes de communication avec la population en fonction des conditions météorologiques favorables à la dispersion afin d'informer la population d'épisodes de mauvaise odeur attendue ?

Signature(s)			
Nom	Titre	Signature	Date
Alexis Dufour-Mailhot	Agent de planification, de programmation et de recherche	Alexis Dufour-Mailhot	2025/09/10
Élyse Brais	Chef d'administration des programmes de santé environnementale	Élyse Brais	2025/09/10
Clause(s) particulière(s) :			

ANALYSE DE L'ACCEPTABILITÉ ENVIRONNEMENTALE DU PROJET

Cette étape vise à évaluer la raison d'être du projet, les impacts appréhendés de ce projet sur les milieux biologique, physique et humain et à se prononcer sur l'acceptabilité du projet. Elle permet de déterminer si les impacts du projet sont acceptables et de prévoir, le cas échéant, des modifications au projet, des mesures d'atténuation ou de suivi.

3

Avis d'acceptabilité environnementale du projet

Selon les renseignements déposés par l'initiateur et en fonction de votre champ de compétence, le projet est-il acceptable sur le plan environnemental, tel que présenté ?

Choisissez une réponse

Justification :

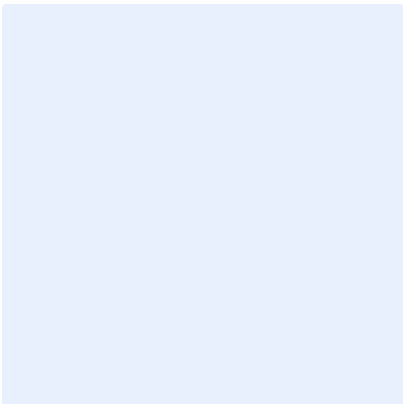
Signature(s)

Nom	Titre	Signature	Date
Cliquez ici pour entrer du texte.	Cliquez ici pour entrer du texte.		Cliquez ici pour entrer une date.
Cliquez ici pour entrer du texte.	Cliquez ici pour entrer du texte.		Cliquez ici pour entrer une date.

Clause(s) particulière(s) :

Au besoin, utilisez l’emplacement ci-dessous pour ajouter des figures

Titre de la figure



Titre de la figure

Titre de la figure

Titre de la figure

Titre de la figure

Au besoin, utilisez l'emplacement ci-dessous pour ajouter des tableaux

Titre du tableau

AVIS D'EXPERT
PROCÉDURE D'ÉVALUATION ET D'EXAMEN DES IMPACTS SUR L'ENVIRONNEMENT

Insérer un tableau au besoin en format image.

Titre du tableau

Insérer un tableau au besoin en format image.

Titre du tableau

Insérer un tableau au besoin en format image.

Titre du tableau

Insérer un tableau au besoin en format image.

Titre du tableau

Insérer un tableau au besoin en format image.

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Présentation du projet		MARCHE À SUIVRE
Nom du projet	Agrandissement du Lieu d'enfouissement technique de Lachenaie sur le territoire de la ville de Terrebonne	
Initiateur de projet	Complexe Enviro Connexions Ltée	
Numéro de dossier	3211-23-0950	
Dépôt de l'étude d'impact	2024/07/24	
Présentation du projet : Complexe Enviro Connexions Ltée (CEC) exploite actuellement un LET situé au nord de l'autoroute 640, dans le secteur Lachenaie de la ville de Terrebonne. Ce lieu d'enfouissement accepte les matières résiduelles provenant entre autres de la grande région de Montréal, de Laval et de villes et municipalités des couronnes Nord et Sud. L'agrandissement projeté du LET sera réalisé sur le secteur Ouest de la propriété de CEC à partir de 2027. Deux zones de dépôt des matières résiduelles distinctes sont prévues dans la zone d'agrandissement. La zone A a une superficie de 31,6 ha et une capacité de 8,4 millions m³. La zone B a une superficie de 69,9 ha et une capacité de 17,7 millions de m³. Les matières résiduelles qui seront enfouies dans les nouvelles cellules du LET de Lachenaie seront issues des secteurs résidentiel, industriel, commercial et institutionnel (ICI) ainsi que du secteur de la construction, de la rénovation et de la démolition (CRD). La capacité annuelle d'enfouissement de la première année d'opération de l'agrandissement (2027) a été établie à 1 230 000 t.m. et celle de la dernière année complète d'opération à 1 150 000 t.m. (2043). La durée de vie projetée du projet d'agrandissement est de 18 ans.		
Présentation du répondant		
Ministère ou organisme	Société québécoise de récupération et de recyclage	
Direction ou secteur	Opérations et développement	
Avis conjoint	À compléter uniquement si l'avis provient de plus d'une direction ou d'un secteur.	
Région	Vous devez choisir une région administrative	
Numéro de référence	Cliquez ici pour entrer du texte.	

RECEVABILITÉ DE L'ÉTUDE D'IMPACT

Cette étape a pour but de vérifier si tous les éléments nécessaires à l'analyse environnementale des enjeux du projet ont été présentés de manière satisfaisante dans l'étude d'impact. L'étude d'impact doit être cohérente avec les éléments de la Directive. Il s'agit de déterminer si les renseignements requis pour apprécier la qualité et la pertinence des données sont correctement présentés, si la description du milieu, du projet et de ses impacts est complète et si les différentes méthodes utilisées sont appropriées.

1

Avis de recevabilité à la suite du dépôt de l'étude d'impact

Est-ce que vous jugez l'étude d'impact recevable? C'est-à-dire qu'elle traite de façon satisfaisante, selon le champ d'expertise de votre direction, les éléments essentiels à l'analyse environnementale subséquente et à la prise de décision par le gouvernement.

L'étude d'impact ne traite pas de manière satisfaisante des sujets qu'elle doit aborder, l'initiateur doit répondre aux questions suivantes

Si l'étude d'impact n'est pas recevable, quels sont les éléments manquants essentiels à l'analyse environnementale subséquente ?

• Thématiques abordées :

Contexte et raison d'être du projet

• Référence à l'étude d'impact :

2.0 Mise en contexte
3.0 Démarches d'information et de consultation
5.0 Description des variantes de réalisation et description du projet

• Texte du commentaire :

Section 2.0 Mise en contexte - 2.1 Description sommaire du projet

À la section 2.1 Description sommaire du projet, la capacité globale de la zone Ouest faisant l'objet de la présente demande d'agrandissement est établie à 26,1 millions de m3. Dans le même paragraphe, la capacité annuelle d'enfouissement anticipée basée entre autres, sur la réduction du tonnage annuel maximal d'enfouissement identifié dans l'autorisation actuelle pour l'exploitation du LET de CEC est présentée. Considérant que le volume total faisant l'objet de la demande d'agrandissement comprend les quantités de matières résiduelles utilisées en recouvrement journalier ou autre usage comme la fondation de routes à l'intérieur de la zone de dépôt (WSP, 2018. Étude d'impact sur l'environnement déposée au ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques – Exploitation de la section sud-

ouest du secteur nord du lieu d'enfouissement technique, Ville de Terrebonne – Secteur Lachenaie), le promoteur doit identifier dans la justification du projet, les types et les quantités anticipées de matières résiduelles destinées à ces fins.



Section 3.0 Démarches d'information et de consultation - 3.3.2 Organismes gouvernementaux
Et Section 5.0 Description des variantes de réalisation et description du projet – 5.5.2 Registre annuel d'exploitation

Dans la section 3.3.2 Organismes gouvernementaux, on mentionne que les autorités provinciales consultées avaient exprimé le désir d'obtenir de plus amples informations sur les options envisagées pour trier les matières reçues au site avant l'enfouissement afin d'optimiser la diversion vers d'autres modes de valorisation. De plus, à la section 5.5.2 Registre annuel d'exploitation, on mentionne que les apports de matières résiduelles au site destinés notamment à tout autre usage de valorisation sur le site seront consignés dans le registre d'exploitation. Quelles sont ces options envisagées pour trier les matières résiduelles reçues au site avant l'enfouissement et quels sont les autres usages de valorisation sur le site? Le cas échéant, comment ces activités pourraient-elles influencer les tonnages projetés de matières résiduelles à enfouir?

Signature(s)			
Nom	Titre	Signature	Date
Sophie Taillefer	Cheffe d'équipe Opérations		2024/09/09
Francis Vermette	Vice-président Opérations et développement		2024/09/09
Clause(s) particulière(s) :			

2

Avis de recevabilité à la suite du dépôt du document de réponses aux questions et commentaires

Considérant les éléments présentés par l'initiateur dans le document de réponses aux questions et commentaires, est-ce que vous jugez maintenant l'étude d'impact recevable? C'est-à-dire qu'elle traite de façon satisfaisante, selon le champ d'expertise de votre direction, les éléments essentiels à l'analyse environnementale subséquente et à la prise de décision par le gouvernement?	L'étude d'impact est recevable		
Si l'étude d'impact n'est pas recevable, quels sont les éléments manquants essentiels à l'analyse environnementale subséquente ?			
<ul style="list-style-type: none">Thématiques abordées :Référence à l'addenda :Texte du commentaire :			
Signature(s)			
Nom	Titre	Signature	Date
Sophie Taillefer	Cheffe d'équipe Opérations		2025/08/13
Francis Vermette	Vice-président Opérations et développement		2025/08/13
Clause(s) particulière(s) :			

ANALYSE DE L'ACCEPTABILITÉ ENVIRONNEMENTALE DU PROJET

Cette étape vise à évaluer la raison d'être du projet, les impacts appréhendés de ce projet sur les milieux biologique, physique et humain et à se prononcer sur l'acceptabilité du projet. Elle permet de déterminer si les impacts du projet sont acceptables et de prévoir, le cas échéant, des modifications au projet, des mesures d'atténuation ou de suivi.

3

Avis d'acceptabilité environnementale du projet

Selon les renseignements déposés par l'initiateur et en fonction de votre champ de compétence, le projet est-il acceptable sur le plan environnemental, tel que présenté?

Choisissez une réponse

Justification :

Signature(s)

Nom	Titre	Signature	Date
Cliquez ici pour entrer du texte.	Cliquez ici pour entrer du texte.		Cliquez ici pour entrer une date.
Cliquez ici pour entrer du texte.	Cliquez ici pour entrer du texte.		Cliquez ici pour entrer une date.

Clause(s) particulière(s) :

Au besoin, utilisez l'emplacement ci-dessous pour ajouter des figures

Au besoin, utilisez l'emplacement ci-dessous pour ajouter des tableaux

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Présentation du projet		MARCHE À SUIVRE
Nom du projet	Agrandissement du Lieu d'enfouissement technique de Lachenaie sur le territoire de la ville de Terrebonne	
Initiateur de projet	Complexe Enviro Connexions Itée	
Numéro de dossier	3211-23-0950	
Dépôt de l'étude d'impact	2024/07/24	
Présentation du projet : Complexe Enviro Connexions Itée (CEC) exploite actuellement un LET situé au nord de l'autoroute 640, dans le secteur Lachenaie de la ville de Terrebonne. Ce lieu d'enfouissement accepte les matières résiduelles provenant entre autres de la grande région de Montréal, de Laval et de villes et municipalités des couronnes Nord et Sud. L'agrandissement projeté du LET sera réalisé sur le secteur Ouest de la propriété de CEC à partir de 2027. Deux zones de dépôt des matières résiduelles distinctes sont prévues dans la zone d'agrandissement. La zone A a une superficie de 31,6 ha et une capacité de 8,4 millions m³. La zone B a une superficie de 69,9 ha et une capacité de 17,7 millions de m³. Les matières résiduelles qui seront enfouies dans les nouvelles cellules du LET de Lachenaie seront issues des secteurs résidentiel, industriel, commercial et institutionnel (ICI) ainsi que du secteur de la construction, de la rénovation et de la démolition (CRD). La capacité annuelle d'enfouissement de la première année d'opération de l'agrandissement (2027) a été établie à 1 230 000 t.m. et celle de la dernière année complète d'opération à 1 150 000 t.m. (2043). La durée de vie projetée du projet d'agrandissement est de 18 ans.		
Présentation du répondant		
Ministère ou organisme	Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs	
Direction ou secteur	Direction régionale de l'analyse et de l'expertise de Lanaudière (DRAE-14)	
Avis conjoint	Oui	
Région	14 - Lanaudière	
Numéro de référence	7522-14-01-00400-49	

RECEVABILITÉ DE L'ÉTUDE D'IMPACT

Cette étape a pour but de vérifier si tous les éléments nécessaires à l'analyse environnementale des enjeux du projet ont été présentés de manière satisfaisante dans l'étude d'impact. L'étude d'impact doit être cohérente avec les éléments de la Directive. Il s'agit de déterminer si les renseignements requis pour apprécier la qualité et la pertinence des données sont correctement présentés, si la description du milieu, du projet et de ses impacts est complète et si les différentes méthodes utilisées sont appropriées.

1 Avis de recevabilité à la suite du dépôt de l'étude d'impact	
Est-ce que vous jugez l'étude d'impact recevable? C'est-à-dire qu'elle traite de façon satisfaisante, selon le champ d'expertise de votre direction, les éléments essentiels à l'analyse environnementale subséquente et à la prise de décision par le gouvernement.	L'étude d'impact ne traite pas de manière satisfaisante des sujets qu'elle doit aborder, l'initiateur doit répondre aux questions suivantes
Si l'étude d'impact n'est pas recevable, quels sont les éléments manquants essentiels à l'analyse environnementale subséquente ?	
<ul style="list-style-type: none"> Thématiques abordées : Référence à l'étude d'impact : Texte du commentaire : 	<p>Études de caractérisation des milieux humides et hydriques incomplètes</p> <p>PR3.19 -CEC. Groupements végétaux de la portion nord de la sablière Thouin et PR3.20 – CEC. Caractérisation des milieux humides et hydriques de la Sablière Thouin</p> <p>Aucune de ces deux études ne répond aux critères exigés en vertu des lois et règlements en vigueur, soit l'article 46.0.3 de la Loi sur la qualité de l'environnement (LQE) et l'article 315 du Règlement sur l'encadrement d'activités en fonction de leur impact sur l'environnement (REAFIE). En effet, il n'y a pas eu caractérisation de l'ensemble du site à l'étude (zones récemment fauchées, régaliées, corridor hydroélectrique et secteurs ennoyés) et donc aucune délimitation de l'ensemble des milieux humides et hydriques affectés ni description des caractéristiques écologiques de ces milieux, notamment des sols et des espèces vivantes ainsi que leur localisation, y compris des espèces menacées ou vulnérables ou susceptibles d'être ainsi désignées en vertu de la Loi sur les espèces menacées et vulnérables (chapitre E-12.01) ni description des fonctions écologiques des milieux qui seront affectés par le projet, en se référant aux différentes fonctions énumérées au deuxième alinéa de l'article 13.1 de la Loi affirmant le caractère collectif des ressources en eau et favorisant une meilleure gouvernance de l'eau et des milieux associés (chapitre C-6.2), dont la connectivité de ces milieux avec d'autres milieux humides et hydriques ou d'autres milieux</p>

	<p>naturels. Finalement, il n'y a pas de fiche d'inventaire terrain ni la localisation, sur une carte, des endroits où les inventaires ont été réalisés (milieux terrestres, humides et hydriques).</p>
<ul style="list-style-type: none"> Thématiques abordées : Référence à l'étude d'impact : Texte du commentaire : 	<p>Dispositions générales du REAFIE</p> <p>PR3.19 -CEC. Groupements végétaux de la portion nord de la sablière Thouin et PR3.20 – CEC. Caractérisation des milieux humides et hydriques de la Sablière Thouin</p> <p>Afin de soustraire à l'autorisation du paragraphe 4 du premier alinéa de l'article 22 de la LQE en fonction des conditions de l'article 2 du REAFIE un ouvrage anthropique ou un milieu humide, il faut démontrer que l'ouvrage correspond ou que les conditions du milieu humide respectent cet article. Dans ce cas-ci, il faut démontrer que les « étendues d'eau » servent bien au pompage pour la sablière (prélèvement d'eau) et que les milieux envahis par du roseau commun n'ont aucune autre espèce dominante et que les sols ne sont pas hydromorphes.</p>
<ul style="list-style-type: none"> Thématiques abordées : Référence à l'étude d'impact : Texte du commentaire : 	<p>Fossés versus cours d'eau</p> <p>PR3.20 – CEC. Caractérisation des milieux humides et hydriques de la Sablière Thouin</p> <p>PR3.1-CEC. Étude d'impact, Volume I - Rapport principal</p> <p>Il n'y a aucune justification sur le statut des lits d'écoulement présents sur le site à l'étude. Il est mentionné qu'il s'agit de fossé en grande partie, mais répondent-ils tous aux critères de fossé définis à l'article 46.0.2 de la LQE. L'initiateur de projet devra en faire la démonstration et fournir des fiches d'inventaire pour les milieux hydriques.</p>
<ul style="list-style-type: none"> Thématiques abordées : Référence à l'étude d'impact : Texte du commentaire : 	<p>Article 18 du Règlement sur l'enfouissement et l'incinération de matières résiduelles (REIMR)</p> <p>PR3.1-CEC. Étude d'impact, Volume I - Rapport principal</p> <p>Comme mentionné dans cette étude, il y a des cours d'eau présents sur le site d'agrandissement et dans la zone tampon alors que l'article 18 du REIMR spécifie : « Une zone tampon ne doit comporter aucun cours ou plan d'eau. ». Le déplacement de cours d'eau indiqué dans la section 8.1.4.1 est une activité qui va à l'encontre d'une interdiction prévue au règlement. Nous recommandons donc de demander à l'initiateur de modifier son projet pour respecter les exigences de l'article 18 du REIMR.</p>
<ul style="list-style-type: none"> Thématiques abordées : Référence à l'étude d'impact : Texte du commentaire : 	<p>Espèces floristiques menacées ou vulnérables</p> <p>PR3.19 -CEC. Groupements végétaux de la portion nord de la sablière Thouin et PR3.20 – CEC. Caractérisation des milieux humides et hydriques de la Sablière Thouin</p> <p>Aucune mention n'a été faite en ce qui concerne les occurrences « informations masquées » présentées à la figure 6 du document <i>PR3.19 Groupements végétaux de la portion nord de la Sablière Thouin</i>. Ces occurrences sont relativement près du site visé par les travaux et leur présence ou leur habitat pourrait se retrouver dans le périmètre immédiat du site visé par les travaux. L'initiateur de projet devra faire une demande au Centre de données sur le patrimoine naturel du Québec (CDPNQ) pour obtenir des renseignements supplémentaires sur les occurrences « informations masquées » et présenter les résultats d'inventaire pour ces espèces et leur habitat potentiel.</p>
<ul style="list-style-type: none"> Thématiques abordées : Référence à l'étude d'impact : Texte du commentaire : 	<p>RCI de la CMM</p> <p>PR3.1-CEC. Étude d'impact, Volume I - Rapport principal</p> <p>Dans le cadre de l'analyse du dossier, nous avons remarqué que celui-ci se situe sur un territoire visé par le <i>Règlement de contrôle intérimaire de la communauté intérimaire de la communauté métropolitaine de Montréal numéro 2022-96 concernant les milieux naturels</i>, en vigueur depuis le 23 mars 2022.</p> <p>Ce RCI respecte les orientations gouvernementales en matière d'aménagement qui demandent notamment de protéger et de mettre en valeur les milieux naturels, les espèces fauniques et floristiques ainsi que leurs habitats et la biodiversité du territoire. Selon le RCI, il est possible que le projet prévu ne soit pas permis. Il est prévu au point 3.2, qu'une demande de non-assujettissement d'un milieu humide d'intérêt métropolitain puisse être faite par le demandeur sous certaines conditions.</p> <p>Nous recommandons donc d'aviser l'initiateur de projet que le RCI de la CMM s'applique à son projet et qu'il devra faire les vérifications auprès de la Ville de Terrebonne pour voir si le projet est réalisable. En effet, tel que prévu au point 5.7 3) du RCI, c'est l'inspecteur métropolitain local, donc l'inspecteur de la municipalité, qui doit analyser la conformité du projet au RCI.</p>
<ul style="list-style-type: none"> Thématiques abordées : Référence à l'étude d'impact : Texte du commentaire : 	<p>Capacité résiduelle d'enfouissement du LET autorisé au décret 759-2021 du 2 juin 2021 vs besoin d'un nouvel agrandissement du LET dès 2027</p> <p>PR3.1-CEC. Étude d'impact, Volume I - Rapport principal, PR3.10 (« Étude de conception du secteur Ouest », rapport n° BFI-083 Groupe Alphard, juin 2024)</p> <p>Selon la Condition 2 du décret 759-2021 du 2 juin 2021, la capacité maximale d'enfouissement de matières résiduelles dans la superficie du LET autorisée au décret est de 11 200 000 m³ incluant le recouvrement journalier, pour une période d'exploitation d'environ 10 ans, tel qu'envisagé dans le résumé de la précédente ÉIE n° 3211-23-087 d'août 2020 (PR6 : 3211-23-087-26.pdf (gouv.qc.ca)). Tel que mentionné dans la modification d'autorisation ministérielle post-décret n° 402044483 délivrée le 3 septembre 2021, la capacité maximale enfouie entre le 1^{er} août 2021 et le 31 juillet 2026 sera de 6 225 000 t, soit l'équivalent de 7 323 530 m³ après tassement (selon un ratio de 0,85 t/m³ après tassement), et une nouvelle demande de modification d'AM devra être</p>

déposée au plus tard le 31 juillet 2025 pour réaliser la seconde période d'exploitation du LET du 1^{er} août 2026 au 31 juillet 2031.

Or, l'étude d'impact sur l'environnement (ÉIE) présentée par Tetra Tech en juillet 2024 mentionne que le LET actuel autorisé au décret 759-2021 aura atteint sa capacité maximale dès décembre 2026 et que la première année d'opération de l'agrandissement sera 2027 à une capacité maximale d'enfouissement de 1 230 000 t. Aux figures 14.2 et 14.3 de PR3.10, il est indiqué que le décret 759-2021 n'autorise qu'un volume d'enfouissement de 7 325 500 m³ après tassement, ce qui est erroné et incohérent d'après l'avis de projet et l'ÉIE qui ont mené à la délivrance du décret 759-2021 (volume autorisé de 11 200 000 m³ après tassement d'après les Conditions 1 et 2 du décret 759-2021).

Nous recommandons donc de demander à l'initiateur de projet de justifier le besoin d'agrandissement du LET dès 2027, en évaluant quelle est la capacité résiduelle du LET autorisé au décret 759-2021, considérant que selon les données de l'ancienne ÉIE, il devrait y avoir de la place pour y enfouir en théorie jusqu'à près de 3 900 000 m³ après tassement) à partir du 1^{er} août 2026, et en expliquant ce qu'il adviendra de la demande de modification d'AM à déposer au plus tard le 31 juillet 2025 pour réaliser la seconde période d'exploitation du LET du 1^{er} août 2026 au 31 juillet 2031.

- Thématiques abordées :
- Référence à l'étude d'impact :
- Texte du commentaire :

Raison d'avoir consulté les municipalités de Vaudreuil-sur-le-Lac et de Candiac
 PR3.1-CEC. Étude d'impact, Volume I - Rapport principal, p. 36-37 et 219

L'ÉIE mentionne que les maires de Vaudreuil-sur-le-Lac et de Candiac ont été spécifiquement consultés et invités sur le site du LET de CEC le 19 septembre 2023, sans qu'une raison n'ait été fournie.

Nous recommandons donc de demander à l'initiateur de projet de justifier la raison d'avoir consulté spécifiquement les municipalités de Vaudreuil-sur-le-Lac (1363 habitants) et de Candiac (24 097 habitants) situées en Montérégie, alors que ces municipalités sont relativement éloignées du LET de CEC. D'autres villes plus peuplées à l'extérieur des MRC Les Moulins et de L'Assomption, et se trouvant dans la Communauté Métropolitaine de Montréal (CMM), par exemple les villes de Montréal, de Laval ou de Longueuil, auraient-elles pu être consultées à leur place?

- Thématiques abordées :
- Référence à l'étude d'impact :
- Texte du commentaire :

Projet d'acquisition de 62 lots distincts constituant la « Sablière Thouin »

PR3.1-CEC. Étude d'impact, Volume I - Rapport principal, p. 45

L'ÉIE mentionne qu'il y a eu un projet d'acquisition de 62 lots distincts en 2020, qui étaient la propriété de Les Sables Thouin inc. et où sont ou étaient exploitées des sablières. Aucune information n'a été fournie sur la liste des AM délivrées par le MELCCFP, qui est le titulaire légal des AM ainsi que sur l'état d'avancement des travaux d'exploitation et de restauration de chacune des sablières.

Nous recommandons donc de demander à l'initiateur de projet de lister les AM délivrées par le MELCCFP pour l'exploitation de chaque sablière (superficie, coordonnées géographiques des limites de la superficie, désignation cadastrale ancienne et renouvelée, année de cessation définitive de l'exploitation des substances minérales de surface), qui est le titulaire légal des AM (si c'est CEC, fournir l'avis de cession; si c'est Les Sables Thouin inc., fournir la copie du bail de location), et de décrire l'état d'avancement l'échéancier des travaux d'exploitation restants et de restauration de chacune des sablières. À noter que selon l'avis de projet (PR1.1) du 3 mars 2023, le site de l'agrandissement du LET, en l'occurrence « *le Secteur Ouest, contigu au secteur Nord, à l'ouest, est occupé par une ancienne sablière qui a récemment cessé ses activités* ».

- Thématiques abordées :
- Référence à l'étude d'impact :
- Texte du commentaire :

Achat de la propriété de Les Sables Thouin inc. et responsabilité d'exploiter et de restaurer la sablière conformément aux conditions et restrictions de l'autorisation ministérielle

PR3.1-CEC. Étude d'impact, Volume I - Rapport principal, p. 5

L'ÉIE mentionne que CEC a acquis le lot 6 454 846 du cadastre du Québec en 2020, qui était la propriété de Les Sables Thouin inc., où une sablière est en exploitation en vertu d'une autorisation ministérielle qui aurait été délivrée par le MELCCFP.

Or, aucun avis de cession de l'AM n'a été fourni et il n'est pas clair si Les Sables Thouin inc. est encore l'exploitant légal de la sablière ou des sablières, considérant que la superficie du lot 6 454 846 du cadastre du Québec est d'environ 132 ha. Vu que le plan de restauration de la sablière sera modifié pour pouvoir y aménager des ouvrages d'un LET, il est préférable que ce soit CEC d'assumer la responsabilité de respecter les conditions et restrictions prescrites dans l'AM, pour les phases d'exploitation et de restauration de la sablière, en étant titulaire légale de l'AM concernant les activités de la sablière. Ainsi, ce sera CEC qui pourra déposer la demande de modification d'AM pour modifier le plan de restauration de la sablière lorsque les travaux d'exploitation des substances minérales de surface auront cessé définitivement.

Nous recommandons donc de demander à l'initiateur de projet de fournir l'avis de cession de l'AM pour poursuivre l'exploitation légale de la sablière et assumer la responsabilité de respecter les conditions et restrictions prescrites dans l'AM, pour les phases d'exploitation et de restauration de la sablière. À noter que selon l'avis de projet (PR1.1) du 3 mars 2023, le site de l'agrandissement

	<p>du LET, en l'occurrence « <i>le Secteur Ouest, contigu au secteur Nord, à l'ouest, est occupé par une ancienne sablière qui a récemment cessé ses activités</i> ».</p>
<ul style="list-style-type: none"> Thématiques abordées : Référence à l'étude d'impact : Texte du commentaire : 	<p>Prélèvement d'eau par pompage des eaux du bassin de « lavage » drainées d'une roselière et modification du plan de restauration de la sablière Thouin PR3.1 (ÉIE volume 1), p. 71-72</p> <p>L'ÉIE mentionne qu'au centre du site de l'agrandissement envisagé du LET, un bassin servant à accumuler de l'eau pour le lavage des matériaux excavés capte les eaux de toute la zone périphérique occupée par une roselière (milieu humide). L'ÉIE mentionne que « <i>selon le plan de restauration actuel de la sablière, ce bassin est voué à être remblayé lors de la cessation des activités. Le site est par ailleurs occupé de quelques zones opérationnelles envoyées en attente de drainage. [...] Il est acquis que le bassin de lavage ainsi que les secteurs envoyés seront condamnés, drainés et remblayés avant les travaux d'agrandissement du LET.</i> » Or, aucune information n'a été fournie sur l'AM autorisant l'exploitation et le plan de restauration de cette sablière où se trouve le bassin de lavage des agrégats ni sur les modalités envisagées de l'activité de prélèvement d'eau aux fins de dénoyage de ce bassin (débit maximal journalier prélevé, durée, équipements nécessaires au pompage, etc.), de sorte que l'initiateur de projet n'a pas démontré que l'activité de prélèvement est exemptée de l'obligation d'obtenir une AM pour réaliser l'activité de prélèvement d'eau en vertu de l'article 22 (al. 1, par. 2) de la LQE (voir notamment articles 166 à 173 du Règlement sur l'encadrement d'activités en fonction de leur impact sur l'environnement (REAFIE)). De plus, l'initiateur de projet n'a pas confirmé qu'il déposera une demande de modification d'AM en vertu de l'article 30 de la LQE pour la modification du plan de restauration de la sablière (voir article 114, par. 2 du REAFIE), vu que le couvert végétal des superficies entamées ne sera pas restauré et que des ouvrages d'un LET seront construits à la place.</p> <p>Nous recommandons donc de demander à l'initiateur de projet de fournir les documents et renseignements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> l'avis de cession de l'AM autorisant l'exploitation et le plan de restauration de cette sablière où se trouve le bassin de lavage des agrégats; les modalités envisagées de l'activité de prélèvement d'eau aux fins de dénoyage de ce bassin (débit maximal journalier prélevé, durée, équipements nécessaires au pompage, description des modalités du rejet des eaux de dénoyage à l'environnement, etc.) et une démonstration de l'assujettissement ou non à l'obtention d'une AM pour réaliser l'activité de prélèvement d'eau en vertu de l'article 22 (al. 1, par. 2) de la LQE, en se référant notamment aux articles 166 à 173 du REAFIE; une confirmation qu'il déposera une demande de modification d'AM en vertu de l'article 30 de la LQE pour la modification du plan de restauration de la sablière (voir article 114, par. 2 du REAFIE), vu que le couvert végétal des superficies entamées ne sera pas restauré et que des ouvrages d'un LET seront construits à la place.
<ul style="list-style-type: none"> Thématiques abordées : Référence à l'étude d'impact : Texte du commentaire : 	<p>Réalisation d'activités de biométhanisation PR3.1 (ÉIE volume 1), p. 114</p> <p>L'ÉIE ne mentionne pas si des activités de biométhanisation, présentement réalisées dans deux cellules « BAAS » en vertu d'une autorisation ministérielle, continueront d'être réalisées au-delà de l'année 2026. Le terme « BAAS » signifie <i>bioréacteur aérobie-anaérobie séquentiel</i>.</p> <p>Nous recommandons donc de demander à l'initiateur de projet de fournir les documents et renseignements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> Confirmer si des activités de biométhanisation continueront d'être réalisées sur le site du LET au-delà de l'année 2026. Dans l'affirmative, fournir des détails sur les modalités de ces activités (localisation, quantité maximale de matières organiques résiduelles (MOR) reçue quotidiennement aux fins de biométhanisation, type de procédé, équipements, date de dépôt de la demande de modification d'AM, date de fin envisagée des activités de biométhanisation, etc.); Le cas échéant, fournir une ÉIE révisée pour tenir compte d'un taux de camionnage révisé avec les entrées et sorties des camions de transport de MOR vouées à la biométhanisation, le mode de gestion (traitement) des débits et charges du biogaz produit et des eaux usées de procédé produites, l'étude prédictive du climat sonore révisée, l'étude de dispersion atmosphérique révisée, etc.
<ul style="list-style-type: none"> Thématiques abordées : Référence à l'étude d'impact : Texte du commentaire : 	<p>Étude de modélisation de la dispersion atmosphérique des émissions de contaminants et d'odeurs en provenance des sources situées sur la propriété du LET PR3.1 (ÉIE volume 1), p. 154-159; PR3.9 (rapport d'étude de modélisation n° 715-40269TTAB)</p> <p>L'étude de modélisation semble contenir plusieurs inexactitudes et elle devrait être révisée afin de démontrer le respect des normes et exigences prescrites aux articles 197 et 202 et aux annexes H et K du Règlement sur l'assainissement de l'atmosphère (RAA), ainsi qu'aux dispositions de l'article 20 de la Loi sur la qualité de l'environnement (LQE) pour les contaminants émis non normés par règlement, dont les odeurs. Voici quelques-uns de nos commentaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> L'étude considère les émissions en provenance d'une ancienne sablière avoisinante pour établir les concentrations initiales; cette hypothèse nous semble inacceptable, car elle est en contradiction avec l'avis de projet (PR1.1) du 3 mars 2023, qui mentionne que le site de l'agrandissement du LET, en l'occurrence « <i>le Secteur Ouest, contigu au secteur Nord, à l'ouest, est occupé par une ancienne sablière qui a récemment cessé ses activités</i> ».

Par conséquent, la modélisation du scénario initial devrait être refaite sans inclure les taux d'émission en provenance de l'ancienne sablière;

- Le modèle AERMOD utilisé est la version 22112. Cette version n'est pas la plus récente publiée par l'US-EPA, donc non-conforme à l'annexe H du RAA, et la modélisation devra être refaite avec la version 23132 (version la plus récente en date du 8 septembre 2024);
- La liste des contaminants considérés est incomplète par rapport au document standard diffusé par le MELCCFP intitulé « *Composition du biogaz à prendre en compte pour l'évaluation des impacts des LET* ». Par souci d'uniformité avec les autres projets de LET autorisés au Québec au cours des dernières années, la modélisation devra être reprise avec les taux d'émission des contaminants manquants;
- Le scénario de référence dans le site du LET tel qu'autorisé ("scénario 0") n'est pas adéquat, il faudra que ce soit la situation initiale de 2024-2026 (avant la construction des futures cellules d'enfouissement), et non pas 2027 (début envisagé de l'exploitation du LET agrandi) comme mentionné dans les tableaux 23 et suivants. En effet, sinon c'est impossible de démontrer la conformité du projet à l'article 197 du RAA. Par conséquent, le scénario de référence et les scénarios futurs devront être révisés;
- Très peu d'information technique a été fournie sur de futures activités connexes à l'enfouissement de matières résiduelles, dont une future usine de compostage de résidus verts et de matières organiques (en remplacement des zones existantes A et B), une future usine de tri de matériaux CRD, une future usine de compostage de résidus fins de CRD, une future centrale thermique à biomasse alimentée par le bois provenant de l'usine de tri de matériaux CRD. En outre, les taux d'émission en provenance des activités de biométhanisation possiblement poursuivies au-delà de 2026 n'ont pas été considérés dans la modélisation, sans justificatifs. Par conséquent, la nature, les sources et les taux d'émission futurs considérés dans la modélisation ne peuvent pas être validés, faute d'information suffisante.

Nous recommandons donc de demander à l'initiateur de projet de fournir une révision de l'étude de modélisation de la dispersion atmosphérique des émissions de contaminants et d'odeurs en provenance des sources situées sur la propriété du LET et de fournir de plus amples informations techniques sur les futures activités envisagées connexes à l'enfouissement de matières résiduelles, afin de démontrer le respect des normes et exigences prescrites aux articles 197 et 202 et aux annexes H et K du Règlement sur l'assainissement de l'atmosphère (RAA), ainsi qu'aux dispositions de l'article 20 de la Loi sur la qualité de l'environnement (LQE) pour les contaminants émis non normés par règlement, dont les odeurs, et conformément à toutes les recommandations formulées par nos experts en modélisation et en évaluation des taux d'émission de contaminants.

- Thématiques abordées :
- Référence à l'étude d'impact :
- Texte du commentaire :

Gestion des eaux de ruissellement superficielles (n'entrant pas en contact avec les matières résiduelles reçues sur le site du LET), cours d'eau à relocaliser et création d'un milieu hydrique PR3.1 (ÉIE volume 1), p. 146-149

L'ÉIE mentionne que « *Actuellement, l'ensemble du site de l'agrandissement du LET se draine par divers fossés vers le sud où ils se déversent dans deux embranchements amont du ruisseau Saint-Charles. Au gré de la progression des aménagements des cellules d'enfouissement, ces fossés se verront régulièrement réaménagés pour continuer à acheminer les eaux pluviales vers le ruisseau Saint-Charles. Ainsi, tout au long du projet, l'apport en eau au ruisseau Saint-Charles devrait être maintenu par le système de gestion des eaux pluviales, drainant l'eau du territoire en attente d'aménagement et l'eau issue des cellules fermées, et protégeant les fonctions écologiques du ruisseau Saint-Charles. [...] Une étude complémentaire actuellement en cours viendra préciser la stratégie finale de gestion des eaux de ruissellement, dont notamment la création d'un cours d'eau d'environ 1400 m de longueur sous la ligne de transmission électrique qui traverse le site d'agrandissement du LET qui acheminera l'eau vers le ruisseau St-Charles. Ce nouveau milieu hydrique représenterait un gain de 29 400 m² (2,9 HA). CEC est également en pourparlers avec la ville de Terrebonne afin de déplacer les tributaires perdus du ruisseau Saint-Charles immédiatement au sud de l'agrandissement du LET (Figure 8-1). Long d'environ 400 m (8400 m²), cette nouvelle section de cours d'eau recueillerait les eaux de surface issues de la Section A et de la portion est de la Section B* ».

Puisque l'étude n'a pas été fournie, il n'y a aucune information détaillée sur la conception des ouvrages de gestion des eaux pluviales (quelle est la récurrence pluviale minimale considérée) et sur les débits et charges en contaminants (notamment en matières en suspension) des eaux qui seront rejetés à l'environnement à la suite des travaux.

Nous recommandons donc de demander à l'initiateur de projet de fournir le rapport technique de l'ingénieur incluant les calculs de conception des ouvrages de gestion des eaux pluviales, accompagné des plans et devis (ou à tout le moins les plans préliminaires), une démonstration que le projet n'augmentera pas d'augmentation des risques d'inondation, d'érosion, de sédimentation excessive ni la contrainte à la circulation des glaces pour le cours d'eau récepteur par rapport à la situation existante au niveau hydrologique et au besoin, au niveau hydraulique.

- Thématiques abordées :
- Référence à l'étude d'impact :
- Texte du commentaire :

Débits et charges maximaux d'eaux de lixiviation prétraitées rejetés à l'égout sanitaire municipal et capacité des ouvrages municipaux, dont l'OMAEU n° 62310-1, à les recevoir et à les traiter PR3.10, PR3.12, PR3.13 et PR3.14

La section 3 du document PR3.14 mentionne qu'une entente industrie-municipalité a été signée entre CEC et la ville de Terrebonne le 15 juin 2021 pour fixer les débits et charges maximaux

pouvant être rejetés à l'égout sanitaire municipal. Il est mentionné que les normes de rejet ont été respectées, mais c'est erroné en ce qui concerne la norme du débit annuel maximal rejeté à l'égout sanitaire municipal qui a été fixé à 457 000 m³/an, mais qui a été dépassé en 2021 (707 697 m³/an), en 2022 (661 454 m³/an) et en 2023 (792 050 m³/an). En outre, il est mentionné que le débit maximal d'eaux de lixiviation à traiter atteindra 632 180 m³/an en 2028, mais cette valeur semble sous-estimée d'après les données historiques de lixiviats et de précipitations observées sur le site, d'autant plus que selon la prise en compte des changements climatiques, le débit des précipitations annuelles est voué à augmenter jusqu'à la fin du projet.

Nous recommandons de demander à l'initiateur de projet de fournir les renseignements et documents suivants :

- Une justification des différences entre les projections antérieures et les volumes réels de lixiviats observés, ainsi qu'une révision des projections futures des débits et charges maximaux de lixiviats à traiter, au besoin;
- Confirmer que les eaux de lixiviation prétraitées continueront d'être rejetées à l'égout sanitaire municipal pour toute la durée du projet et pendant la période de gestion post-fermeture du LET. Dans l'affirmative, fournir une entente industrie-municipalité révisée pour tenir compte de l'augmentation des débits et charges maximaux envisagés rejetés à l'égout sanitaire municipal. Dans la négative, une demande d'objectifs environnementaux de rejet (OER) devra être soumise au MELCCFP en remplissant le formulaire suivant : [OER_industrie.docx \(live.com\)](#) et il faudra démontrer que le projet respectera les normes de rejet réglementaires du REIMR et toute autre norme de rejet fixée par le MELCCFP afin de respecter les dispositions de l'article 20 de la LQE selon la sensibilité du milieu récepteur;
- Une évaluation des impacts du projet sur les charges et concentrations maximales de nitrates (en kg/j et en mg/L) qui seront rejeté à l'égout sanitaire municipal, et une confirmation que ce paramètre continuera d'être suivi sur une base mensuelle;
- Une description des mesures de contrôle et d'atténuation envisagées afin de respecter, en tout temps et pour toute la durée du projet, le débit maximal journalier rejeté (qui est de 2100 m³/j actuellement), le débit maximal annuel alloué par la ville (qui est de 457 000 m³/j actuellement) ainsi que les normes de rejet qualitatives fixées par la ville (en kg/j et en mg/L) pour tous les contaminants. L'ingénieur mandaté par l'initiateur de projet devra justifier en quoi les infrastructures municipales, dont l'OMAEU n° 62310-1, ont la capacité suffisante pour recevoir et traiter adéquatement l'augmentation des débits, charges et concentrations maximaux envisagée dans le cadre de ce projet, notamment en ce qui a trait au traitement des apports additionnels d'azote (azote total Kjeldahl (NTK), azote ammoniacal (NH₄), nitrates) en provenance du LET. En outre, l'impact d'un pH basique et de l'alcalinité des rejets du LET pourrait avoir un effet à la hausse du pH à l'effluent l'OMAEU n° 62310-1 et pourrait rendre l'azote ammoniacal résiduel plus toxique pour la VAF; cet aspect devrait être documenté par l'ingénieur. Éventuellement, les normes de rejet prévues dans l'entente industrie-municipalité (réf. tableau 3.10 de PR3.14) devraient potentiellement devoir être revues pour limiter notamment les apports d'azote provenant du LET. L'ingénieur mandaté pourrait consulter la [Démarche d'évaluation de l'acceptabilité d'un rejet d'eaux usées non domestiques dans un système d'égout municipal \(MELCCFP, 2022\)](#).

- Thématiques abordées :
- Référence à l'étude d'impact :
- Texte du commentaire :

Évaluation environnementale de site phase I

PR3.3 évaluation environnementale de site phase I

Depuis le 1^{er} juin 2024, tous les travaux de terrains (ex. : phases II, III, etc.) ainsi que les recherches réalisées dans le cadre d'une étude de caractérisation environnementale (phase I) devront être conformes à la dernière version du guide de caractérisation des terrains.

La caractérisation du site phase I date de 2020, et selon la nouvelle version du [Guide de caractérisation des terrains \(MELCCFP, version de 2024\)](#), la durée de validité d'une étude de caractérisation phase I est d'une année, au-delà de cette période, une mise à jour s'impose. À cet effet, une mise à jour de l'étude de caractérisation phase I est requise.

- Thématiques abordées :
- Référence à l'étude d'impact :
- Texte du commentaire :

Évaluation environnementale de site phase II

PR3.4 caractérisation environnementale des sols et de l'eau souterraine – phase II

L'évaluation environnementale de site phase II réalisée date de 2020, et le nombre de sondages ne répond pas aux recommandations du guide de caractérisation des terrains, 35 sondages avec 4 puits d'observation pour une superficie d'ordre de 200 ha, tout en sachant que certaines activités susceptibles de contaminer le terrain n'ont pas été situées clairement sur le site, selon vos études de caractérisation (activités d'enfouissement, cimetière automobile, dépôt, matériaux résiduels brûlés et couverts de terre végétale, élimination de résidus pétroliers ...)

De ce fait, veuillez compléter les travaux de caractérisation du site phase II, à défaut veuillez justifier la représentativité de ce nombre restreint de sondages pour refléter l'état du terrain à l'étude tenant compte de sa superficie et de son historique, sinon, indiquez si une étude complémentaire de site phase II sera réalisée.

Noter qu'une nouvelle version du guide de caractérisation des terrains est disponible depuis juin 2024 pour l'application de l'article 31.66 de la LQE : [Guide de caractérisation des terrains \(MELCCFP, version de 2024\)](#).

- Thématiques abordées :

Caractérisation du site phase II- Teneur naturelle des eaux souterraines en manganèse et cuivre

<ul style="list-style-type: none">• Référence à l'étude d'impact :• Texte du commentaire :• Thématiques abordées :• Référence à l'étude d'impact :• Texte du commentaire :• Thématiques abordées :• Référence à l'étude d'impact :• Texte du commentaire :• Thématiques abordées :• Référence à l'étude d'impact :• Texte du commentaire :• Thématiques abordées :• Référence à l'étude d'impact :• Texte du commentaire :	<p>PR3.4 caractérisation environnementale des sols et de l'eau souterraine – phase II</p> <p>Selon l'évaluation environnementale phase II, les concentrations élevées en manganèse et en cuivre observées lors de la caractérisation des eaux souterraines seraient attribuables à des variations naturelles dans l'eau souterraine de l'aquifère interceptée. Veuillez fournir une preuve que ces concentrations relèvent d'une teneur naturelle conformément aux lignes directrices sur l'évaluation des teneurs de fond naturelles dans les sols</p> <p>Caractérisation du site phase II- paramètres analysés.</p> <p>PR3.4 caractérisation environnementale des sols et de l'eau souterraine – phase II</p> <p>Selon l'étude environnementale phase II, il y aurait eu du dépôt de matériaux résiduels brûlés recouvert de terre végétale sur certains lots. Cependant, les dioxines et furanes n'ont pas été inclus dans les paramètres retenus pour analyses des sols et des eaux souterraines. Veuillez justifier la raison d'omission de ces éléments, sinon, indiquer s'il est prévu de les compléter.</p> <p>Caractérisation du site phase II- Matières résiduelles dangereuses</p> <p>PR3.3 évaluation environnementale de site phase I</p> <p>PR3.4 caractérisation environnementale des sols et de l'eau souterraine – phase II</p> <p>Selon l'évaluation environnementale de site phase I, sections 4.1.2 et 4.1.4, il y aurait probablement des matières résiduelles dangereuses sur le terrain à l'étude, mais leurs emplacements précis ne sont pas connus. Par ailleurs, il est mentionné dans l'évaluation environnementale de site phase II que ces matières résiduelles ne doivent pas être considérées comme des matières résiduelles dangereuses, tel qu'entendu par l'article 4 du Règlement sur les matières dangereuses (RMD). Veuillez fournir des détails concernant la présence et le type des matières résiduelles (dangereuses et non dangereuses) présente sur le site, avec le mode de vérification (analyses ...)</p> <p>Gestion des sols et des matières résiduelles excavés</p> <p>PR3.4 caractérisation environnementale des sols et de l'eau souterraine – phase II</p> <p>PR3.2 Étude d'impact Volume II annexes</p> <p>Selon l'évaluation environnementale du site phase II, on lit : Dans l'éventualité où les sols présents dans l'emprise du site devaient être disposés hors du site, la disposition, la réutilisation et/ou la valorisation de ces derniers devra être faites conformément à la grille de gestion des sols contaminés excavés du Guide d'intervention du MELCC et conformément aux dispositions du Règlement sur le stockage et les centres de transferts de sols contaminés. Et selon la même étude, une espèce floristique exotique envahissante (EFEE), notamment le roseau, est omniprésente sur le terrain. Par ailleurs, l'étude d'impact volume II mentionne que les sols organiques de surface seront décapés, puis mis de côté pour les besoins ultérieurs d'aménagement. Une gestion des matériaux de déblais et remblais sera réalisée de façon à équilibrer le plus possible les quantités et éviter d'importer du nouveau matériel. Les surplus pourraient également être mis de côté et être utilisés comme matériaux de recouvrement journalier, pour la construction des cellules ou encore, être sortis du site. Dans ce contexte, veuillez détailler le mode de gestion (stockage, transport, valorisation, élimination ...) des sols (avec ou sans EFEE) et matières résiduelles excavés tout en respectant la réglementation en vigueur : Règlement concernant la traçabilité des sols contaminés excavés (RCTSCE), Règlement sur le stockage et les centres de transfert de sols contaminés, Règlement concernant la valorisation de matières résiduelles (RVMR), Règlement sur l'enfouissement et l'incinération de matières résiduelles (REIMR) et le guide d'intervention-Protection des sols et réhabilitation des terrains contaminés.</p>		
Signature(s)			
Nom	Titre	Signature	Date
Josiane Reynolds, biol.	Analyste	Original signé par	2024/09/13
Cédric Vo, ing.	Analyste	Original signé par	2024/09/13
Salima Khereddine, B.Sc.	Analyste	Original signé par	2024/09/13

Eric Arseneault	Directeur régional	<i>Original signé par</i>	2024/09/13
Clause(s) particulière(s) :			

2

Avis de recevabilité à la suite du dépôt du document de réponses aux questions et commentaires

Considérant les éléments présentés par l'initiateur dans le document de réponses aux questions et commentaires, est-ce que vous jugez maintenant l'étude d'impact recevable? C'est-à-dire qu'elle traite de façon satisfaisante, selon le champ d'expertise de votre direction, les éléments essentiels à l'analyse environnementale subséquente et à la prise de décision par le gouvernement?

L'étude d'impact ne traite pas de manière satisfaisante des sujets qu'elle doit aborder, l'initiateur doit répondre aux questions suivantes

Si l'étude d'impact n'est pas recevable, quels sont les éléments manquants essentiels à l'analyse environnementale subséquente ?

- Thématiques abordées : Études de caractérisation des milieux humides et hydriques incomplètes
- Référence à l'addenda : QC-53 PR5.3 - CEC Rep QC1_Addenda
PR5.5 - 1 de 2 - CEC Rep QC1_Addenda - Annexe QC-33B_Carac_Ecolo
- Texte du commentaire : La réponse à la question QC-53 est partiellement acceptable.

L'étude de caractérisation des milieux ne contient pas la délimitation de la portion des milieux humides et hydriques dans laquelle sera réalisée l'activité concernée. De plus, l'étude ne décrit pas les empiétements permanents et temporaires dans les milieux humides et hydriques (rive et littoral séparément) qui seront occasionnés par les travaux prévus dans le cadre de votre projet. Finalement, l'effort d'évitement à même le site n'est pas présenté dans les différents documents et cela ni pour les milieux humides ni pour les milieux hydriques.

Nous vous demandons d'identifier clairement les milieux humides et hydriques qui seront affectés par votre projet, et de détailler, pour chacun d'eux séparément (étang, marais, marécage, tourbière, rives et littoral), les superficies des empiétements permanents et temporaires. L'initiateur de projet devra également fournir une carte ou un plan précisant la localisation du projet par rapport au positionnement des milieux humides et hydriques et démontrer l'effort mis en place pour conserver et protéger des milieux humides et hydriques (par exemple les milieux situés dans la zone tampon et non visés par l'article 18 du REIMR).
- Thématiques abordées : Approche éviter-minimiser-compenser
- Référence à l'addenda : QC-13 PR5.3 - CEC Rep QC1_Addenda
- Texte du commentaire : L'initiateur de projet mentionne qu'un déplacement et/ou une compensation du milieu hydrique situé dans la zone tampon est prévu. Toutefois, aucune carte ne permet de visualiser l'emplacement actuel des cours d'eau par rapport au LET projeté ni de représenter le déplacement anticipé de ces cours d'eau par rapport à ce même LET projeté.

Par conséquent, l'initiateur de projet doit fournir :
1- Une carte représentant le positionnement des cours d'eau actuel par rapport au positionnement projeté du LET;
2- Une carte représentant le déplacement projeté des cours d'eau par rapport au LET projeté.
- Thématiques abordées : Évaluation environnementale de site phase I
- Référence à l'addenda : QC-45 PR5.3 - CEC Rep QC1_Addenda
- Texte du commentaire : La réponse à la question QC-45 est insuffisante.
Selon votre réponse, une évaluation environnementale de site phase I (ÉES phase I), complémentaire, est en cours de réalisation.

[La directive pour la réalisation d'une étude d'impacts sur l'environnement de 2023](#) pour agrandissement du lieu d'enfouissement technique de Lachenaie (secteurs ouest, nord et est) sur le territoire de la ville de Terrebonne, mentionne à sa section 2.3.2 que *l'étude d'impact devra inclure la phase I d'une étude de caractérisation des sols réalisée selon le Guide de caractérisation des terrains du Ministère*, ainsi que

les études de phases II et III, le cas échéant. Les études de caractérisation antérieures doivent être fournies et un résumé de celles-ci doit être présenté dans l'étude d'impact.

À cet effet, nous réitérons la nécessité de déposer une ÉES phase I mise à jour pour l'ensemble du projet d'agrandissement du LET Lachenaie lors de l'étape de la recevabilité de l'étude d'impact. Elle devra être mise à jour par rapport à celle de 2020 qui a été déposée avec l'étude d'impact. Et devra intégrer le modèle conceptuel, entre autres, conformément au [guide de caractérisation des terrains](#).

De plus, une mise à jour de l'ÉES phase I sera également attendue lors des demandes d'autorisation, notamment si des changements sur le terrain sont survenus depuis la précédente ÉES Phase I, et au besoin.

- Thématiques abordées : Évaluation environnementale de site phase II
- Référence à l'addenda : QC-46 PR5.3 - CEC Rep QC1_Addenda
- Texte du commentaire : La réponse à la question QC-46 est acceptable.
Les ÉES phase II complémentaires, seront déposées en séquence, dans le cadre des demandes d'autorisation ministérielle ultérieure, pour le projet d'agrandissement du LET.
- Thématiques abordées : Teneur de l'eau souterraine en manganèse et en cuivre
- Référence à l'addenda : QC-47 PR5.3 - CEC Rep QC1_Addenda
- Texte du commentaire : La réponse à la question QC-47 est acceptable.

Le manganèse est prévu dans le suivi de la qualité des eaux souterraines (ar. 57 REIMR), et le cuivre sera inclus également dans ce programme de suivi.
- Thématiques abordées : Évaluation environnementale de site phase II – paramètre dioxines et furannes
- Référence à l'addenda : QC-48 PR5.3 - CEC Rep QC1_Addenda
- Texte du commentaire : La réponse à la question QC-48 est acceptable.

Selon le consultant, les dioxines et furannes seront analysés si des résidus de brûlage sont rencontrés lors des travaux de caractérisation complémentaire phase II ou ultérieurement au cours des travaux liés à l'agrandissement du LET.
De plus, nous estimons que la mise à jour de l'ÉES de la phase I permettra de mieux orienter le choix des paramètres à étudier, en fournissant des précisions supplémentaires à cet égard.
- Thématiques abordées : Évaluation environnementale de site phase II – matières résiduelles dangereuses
- Référence à l'addenda : QC-49 PR5.3 - CEC Rep QC1_Addenda
- Texte du commentaire : La réponse à la question QC-49 est acceptable.

Selon le consultant, l'ÉES complémentaire de phase II sera réalisée conformément au [guide de caractérisation des terrains](#).
Rappelons que la section 4.3.1.5.A du guide précise que toute matière résiduelle rencontrée doit faire l'objet d'une vérification afin de déterminer si elle est considérée comme dangereuse au sens du Règlement sur les matières dangereuses (RMD).
- Thématiques abordées : Évaluation environnementale de site phase II - Gestion des déblais
- Référence à l'addenda : QC-50 PR5.3 - CEC Rep QC1_Addenda
- Texte du commentaire : La réponse à la question QC-50 est acceptable.

À la lecture de votre réponse à notre question QC – 50, nous comprenons que la gestion des sols et des matières résiduelles sera effectuée conformément à la réglementation en vigueur, notamment selon les orientations du [Guide d'intervention – Protection des sols et réhabilitation des terrains contaminés](#). Ce guide, tel que repris dans votre réponse (figure 12), indique que les matières résiduelles doivent être exemptes d'amiante. De même, la grille de gestion des sols excavés (annexe 5 du même guide) prévoit un mode de gestion spécifique pour les sols contenant de l'amiante.
Nous en déduisons donc que la vérification de la présence ou de l'absence d'amiante sera effectuée préalablement à toute opération de gestion des déblais, qu'il s'agisse de sols ou de matières résiduelles.
- Thématiques abordées : Localisation et avancement des travaux d'exploitation et de restauration des sept sablières de Les Sables Thouin inc. par rapport à la localisation des milieux humides et hydriques caractérisés en juillet 2025
- Référence à l'addenda : QC-2 PR5.3 - CEC Réponses aux questions et commentaires et à l'addenda, juillet 2025
(en lien avec QC-53 PR5.5 - 1 de 2 - CEC Rep QC1_Addenda - Annexe QC-33B_Carac_Ecolo)
- Texte du commentaire : La réponse à la question QC-2 est insuffisante.

Le tableau QC – 2B liste les sept (7) autorisations ministérielles détenues par Les Sables Thouin inc. pour l'exploitation et la restauration de sept (7) sablières **sur une superficie maximale totale autorisée de 38,81 hectares (soit 388 100 m²)** sur d'anciens lots qui ont tous été regroupés dans le lot 6 454 846 du cadastre du Québec à Terrebonne, sans préciser quels sont les taux de production maximaux de granulats autorisés dans chacune des sablières. Il est mentionné que puisque lesdites sablières demeurent en exploitation à ce jour, « *il n'est pas possible de décrire l'état d'avancement ni l'échéancier des travaux d'exploitation restants et de restauration* ». Or, cette affirmation est incohérente avec les exigences des articles 20, 21, 33 à 36 et 59 du *Règlement sur les carrières et sablières* (c. Q-2, r. 7.1), sachant qu'une étude de caractérisation du milieu naturel réalisée par Tetra Tech en juillet 2025 (PR5.5) a montré la présence de milieux hydriques sur une superficie de 165 475 m² et de milieux humides sur une superficie de 618 524 m², pour un total de 783 999 m², notamment dans des parties se trouvant dans les aires d'exploitation autorisées des sablières, ce qui montre que l'activité d'exploitation d'une sablière sur le lot 6 454 846 du cadastre du Québec, jusqu'à la fin de l'année 2026, ne pourra être réalisée que sur une superficie restreinte et bien délimitée, en tenant compte des équipements de production disponibles chez Les Sables Thouin inc. et considérant que l'initiateur désire débiter l'aménagement des nouvelles cellules d'enfouissement dès mars 2026.

Nous vous demandons d'évaluer et de localiser clairement les superficies des sablières qui pourront être exploitées de façon réaliste par Les Sables Thouin inc. sur le lot 6 454 846 du cadastre du Québec jusqu'à la fin de l'année 2026 (superficie en m², épaisseur moyenne et maximale à exploiter en m, référence à l'autorisation ministérielle correspondante, échéancier des travaux d'exploitation), en fournissant un bilan de masse qui tiendra compte des taux de production de granulats autorisés dans chacune des sablières et des restrictions causées par l'emplacement des milieux humides et hydriques caractérisés en juillet 2025. L'initiateur de projet devra également fournir une carte ou un plan précisant la localisation du projet et des superficies restantes des sablières à exploiter par rapport au positionnement des milieux humides et hydriques et démontrer l'effort mis en place pour conserver et protéger les milieux humides et hydriques existants.

- Thématiques abordées : Avis de cession des autorisations ministérielles en vue de la restauration des sept sablières de Les Sables Thouin inc.
- Référence à l'addenda : QC-3 PR5.3 - CEC Réponses aux questions et commentaires et à l'addenda, juillet 2025
- Texte du commentaire : La réponse à la question QC-3 est insuffisante.

L'initiateur mentionne Les Sables Thouin inc. demeure le titulaire de chacune de ces autorisations ministérielles, l'exploitant légal de la sablière et le responsable de sa restauration. L'initiateur CEC mentionne qu'il déposera, à la suite de la complétion de la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement, la demande d'autorisation en vertu de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement (LQE) pour l'établissement et l'exploitation d'un lieu d'enfouissement technique (LET).

Or, cela ne répond que partiellement à la question QC-3. Le plan de restauration autorisé des sept sablières exploitées par Les Sables Thouin inc. sur le lot 6 454 846 du cadastre du Québec prévoit la végétalisation du terrain, avec notamment le sol arable entreposé, soit l'option du paragraphe 1 du 1^{er} alinéa de l'article 42 du RCS. Selon le paragraphe 2 de l'article 114 du Règlement sur l'encadrement d'activités en fonction de leur impact sur l'environnement (REAFIE), est soumis à une modification d'autorisation en vertu du paragraphe 3 du deuxième alinéa de l'article 30 de la Loi, le changement suivant : la modification du plan de réaménagement et de restauration d'une sablière. Dans le cas présent, le réaménagement et la restauration d'une sablière seraient réalisés selon l'option du paragraphe 1 du 1^{er} alinéa de l'article 43 du RCS, soit l'aménagement d'un lieu d'enfouissement de matières résiduelles, et selon le 2^e alinéa de cet article, afin que cette option puisse être mise en œuvre, l'exploitant doit, dans l'année précédant celle de la cessation définitive de l'exploitation des substances minérales de surface de la sablière, obtenir au préalable une modification de son autorisation conformément au paragraphe 2 de l'article 114 du REAFIE.

Faut-il comprendre que, dès la complétion de la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement, ce sera Les Sables Thouin inc. qui soumettra la demande de modification de ses sept autorisations ministérielles afin de modifier le plan de restauration de ses sablières et qui aménagera les cellules d'enfouissement du LET? Dans la négative, prévoyez-vous déposer un avis de cession des sept autorisations ministérielles avant de soumettre les demandes de modification d'AM requises en vertu du paragraphe 2^e de l'article 114 du REAFIE?

- Thématiques abordées : Activité de prélèvement d'eau
- Référence à l'addenda : QC-4 PR5.3 - CEC Réponses aux questions et commentaires et à l'addenda, juillet 2025
- Texte du commentaire : La réponse à la question QC-4 est insuffisante.

L'initiateur mentionne qu'une « étendue d'eau de pompage » a été créée il y a plusieurs années pour le lavage de sable dans une des sablières exploitées par Les Sables Thouin inc. L'initiateur ajoute que « Les Sables Thouin inc. prévoit fermer le bassin de pompage à l'automne 2026, qui sera vidé pour fins de dénoyage de façon gravitaire en retirant progressivement le matériel bloquant le fossé. Il est à noter qu'il ne s'agit pas d'une activité de prélèvement d'eau. Comme mentionné précédemment, le bassin de pompage se situe sur des lots exploités en droits acquis. Aucune modification d'autorisation n'est requise ».

Or, selon l'article 31.74 de la LQE, un « prélèvement d'eau » s'entend de toute action de prendre de l'eau de surface ou de l'eau souterraine par quelque moyen que ce soit, donc l'action de retenir de l'eau à l'aide d'un matériel bloquant, de même que l'action de pompage de cette eau pour le lavage du sable représentent chacune un prélèvement d'eau. L'initiateur n'a fourni ni les modalités envisagées de l'activité de prélèvement d'eau aux fins de dénoyage de cette étendue d'eau (débit maximal journalier prélevé, durée, équipements nécessaires, description des modalités du rejet des eaux de dénoyage à l'environnement, etc.) ni une démonstration de l'assujettissement ou non à l'obtention d'une autorisation ministérielle pour réaliser l'activité de prélèvement d'eau en vertu du paragraphe 2 du premier alinéa de l'article 22 de la LQE, en se référant notamment aux articles 166 à 173 du REAFIE et aux articles 31.74 à 31.75 de la LQE.

Dans le cas où le MELCCFP s'est positionné par écrit sur le « droit acquis » concernant cette activité de prélèvement d'eau réalisée par Les Sables Thouin inc., l'initiateur devra fournir le document du MELCCFP le confirmant. Dans le cas contraire, l'initiateur devra fournir les renseignements exigés à QC-3.

- Thématiques abordées : Activités de biométhanisation versus les scénarios modélisés dans l'étude de dispersion atmosphérique
- Référence à l'addenda : QC-5 PR5.3 - CEC Réponses aux questions et commentaires et à l'addenda, juillet 2025
QC-109 PR5.3 - CEC Réponses aux questions et commentaires et à l'addenda, juillet 2025
QC-110 PR5.3 - CEC Réponses aux questions et commentaires et à l'addenda, juillet 2025
QC-111 PR5.3 - CEC Réponses aux questions et commentaires et à l'addenda, juillet 2025
(en lien avec PR5.10 – CEC Réponses aux questions et commentaires et à l'addenda – Annexe QC-112, juillet 2025)
- Texte du commentaire : Les réponses aux questions QC-5, QC-109 et QC-110 sont insuffisantes.

L'initiateur mentionne qu'une « demande de modification d'autorisation ministérielle a été déposée au début de l'année 2025. Les nouvelles cellules de traitement seront situées au nord-ouest des opérations actuelles, avec une capacité de traitement d'environ 25 000 tonnes métriques de matières organiques résiduelles (MOR). Le procédé utilisé sera identique à celui actuellement en place, et les équipements resteront les mêmes. Les opérations devraient être relocalisées et commencées au courant de l'année 2025, dès la réception des autorisations requises. La fréquence des arrivages de MOR ne changera pas par rapport à la situation actuelle ».

Il est à noter que l'autorisation ministérielle en vigueur, délivrée le 27 septembre 2018 et modifiée le 20 décembre 2021, concerne l'aménagement et l'exploitation de **deux cellules** dédiées à la biométhanisation et au compostage de matières organiques résiduelles (MOR) en vrac, sous forme de projet de démonstration, visant à atteindre une capacité totale de traitement de 40 000 tonnes métriques, avec une **date de fin d'exploitation fixée au 31 décembre 2026**.

Après vérification, la demande de modification d'autorisation ministérielle mentionnée par l'initiateur a bien été déposée au MELCCFP le 22 avril 2025, cependant elle inclut **l'ajout d'une troisième cellule et d'un biofiltre**, donc il ne s'agira pas des mêmes équipements. La demande est en cours d'analyse à la direction régionale du MELCCFP, cependant à la date de réalisation de l'étude de dispersion n° 715-40269TTAB préparée par Tetra Tech le **7 juillet 2025** (PR5.10), le projet n'avait pas été autorisé, donc **il était prématuré de considérer comme des sources existantes** les trois cellules de biométhanisation et le biofiltre associé (sources BAAS_C1, BAAS_C2, BAAS_C3, BAAS_FILTR) voués à être aménagés au nord de la future zone A du secteur Ouest du LET projeté, en non-conformité avec les exigences de l'article 197 du *Règlement sur l'assainissement de l'atmosphère* (RAA). Le scénario de référence de l'étude de dispersion atmosphérique devra être révisé, entre autres, pour que les deux cellules BAAS existantes de biométhanisation à l'emplacement autorisé en 2018 soient considérées.

De plus, en réponse à la question QC-111, l'initiateur a indiqué que les activités de biométhanisation continueront d'être réalisées sur le site du LET au-delà de l'année 2026, et se termineront définitivement à l'année 2030. L'initiateur devrait prendre note que les résultats de modélisation, obtenus pour les scénarios de modélisation pour la situation future considérés dans l'étude de dispersion atmosphérique des contaminants et d'odeurs préparée par Tetra Tech en juillet 2025 (PR5.10), **devront être comparés avec ceux obtenus pour le scénario de référence révisé** qui devra tenir compte, entre autres, des deux cellules BAAS existantes de biométhanisation à l'emplacement autorisé en 2018, et ce, afin d'évaluer si le projet de l'initiateur respectera les normes et exigences des articles 197 et 202 du RAA, ainsi que de l'article 20 de la LQE pour les contaminants émis non normés par règlement du gouvernement québécois.

- Thématiques abordées : Capacité résiduelle d'enfouissement du LET autorisé au décret 759-2021 du 2 juin 2021

- Référence à l'addenda : QC-8 PR5.3 - CEC Réponses aux questions et commentaires et à l'addenda, juillet 2025
- Texte du commentaire : La réponse à la question QC-8 est acceptable.

L'initiateur mentionne que la condition 2 du plus récent décret 759-2021 du 2 juin 2021 « reprend le même volume global disponible de 11,2 Mm³, duquel deux années d'enfouissement supplémentaires avaient été autorisées par le Décret 674-2019. Les volumes autorisés par année ayant été respectés, la limite de la cellule du secteur nord-ouest sera donc atteinte, selon les estimés actuels, au cours du premier quart de l'année 2027 ». L'initiateur ajoute que « Les prévisions du Tableau QC-8 permettent d'estimer que l'enfouissement dans le secteur nord du LET de CEC pourra se poursuivre jusqu'au premier trimestre de 2027. Pour ce faire, et comme édicté à la condition 2 du Décret 759-2021, une demande d'autorisation devra être déposée au plus tard le 31 juillet 2025. Les tonnages estimés visés par cette demande d'autorisation ont été grisés dans le Tableau QC-8, et correspondent à l'équivalent d'environ neuf mois d'opération (entre le 1^{er} juillet 2026 et le 31 mars 2027). [...] C'est pourquoi CEC insiste sur la nécessité d'obtenir les autorisations nécessaires à l'agrandissement de son LET sur un horizon temporel permettant l'aménagement de sa première cellule d'enfouissement (mars 2026), alors même que ses activités se poursuivent dans le secteur nord. La continuité des services de gestion des matières résiduelles par enfouissement de la grande région de Montréal au LET de CEC pourrait ainsi être assurée ». Ces explications sont jugées satisfaisantes.
- Thématiques abordées : Gestion des eaux de lixiviation prétraitées et capacité des ouvrages municipaux
- Référence à l'addenda : QC-20 PR5.3 - CEC Réponses aux questions et commentaires et à l'addenda, juillet 2025
- Texte du commentaire : La réponse fournie à QC-20 est insuffisante.

Concernant le volume annuel des lixiviats à gérer et à prétraiter, l'initiateur mentionne que l'hypothèse voulant que 70% des précipitations annuelles sur les cellules ouvertes génèrent des lixiviats a été acceptée par le passé. Depuis l'acceptation de cette hypothèse, a-t-elle fait l'objet de confirmations par des données réelles prises lors des différentes périodes saisonnières? Est-ce que cette hypothèse est toujours valide du fait que la séquence de remplissage des cellules actuelles s'effectue en forme à cheval, laquelle serait la cause d'apports d'eau supplémentaires dans les zones actives, mais qu'elle ne sera pas utilisée dans la nouvelle zone d'agrandissement ouest? À quelle proportion l'initiateur estime-t-il la diminution des volumes de lixiviats associée à la nouvelle séquence de remplissage? Quels seraient les débits maximaux journaliers et annuels de lixiviats à gérer et à prétraiter (en m³/j), associés à la nouvelle séquence de remplissage, dépendamment des périodes saisonnières durant la durée de réalisation du projet?

Concernant la capacité de l'OMAEU en aval à recevoir et traiter les débits et charges maximaux rejetés par le LET de l'initiateur, nous comprenons tout d'abord qu'il s'agira de l'OMAEU n° 64008-1, constitué d'étangs aérés, exploité par la Régie d'assainissement des eaux de Terrebonne-Mascouche (RAETM), et non l'OMAEU n° 62310-1 exploité par la ville de Terrebonne qui a été mentionnée dans la question Q-20. L'initiateur mentionne que l'OMAEU n° 64008-1 a actuellement une importante capacité résiduelle de traitement. Cependant, d'après les données de suivi disponibles dans SOMAEU, des dépassements de la norme de rejet mensuelle en MES sont survenus en février et mars 2025, tandis que la norme de rejet réglementaire en DBO₅C a aussi été dépassée en février 2025. Considérant que le LET de CEC prévoit atteindre en 2028 un débit rejeté 1,4 fois plus élevé que celui actuellement réservé dans l'entente en vigueur avec la ville, il en ressort que les projections de développement tant pour la municipalité que pour le LET de CEC se répercuteront par une pression accrue sur l'OMAEU dans un horizon à court et moyen terme. Par conséquent, une analyse de la capacité résiduelle devrait être faite par l'initiateur dans le cadre de la demande d'autorisation ministérielle, conformément aux dispositions de la [Démarche d'évaluation de l'acceptabilité d'un rejet d'eaux usées non domestiques dans un système d'égout municipal \(MELCCFP, 2022\)](#). Veuillez indiquer si des travaux seront réalisés à l'OMAEU n° 64008-1 ou si des correctifs seront mis en place par CEC pour s'assurer du respect des normes de rejet réglementaires en DBO₅C et MES à l'effluent de l'OMAEU dans ces conditions de développement futures, en confirmant que ces travaux seront réalisés avant 2028.

Enfin, concernant la future entente industrie-municipalité, il est mentionné en réponse à QC-19 qu'elle « est présentement en cours de renouvellement entre CEC et la Ville de Terrebonne pour y inclure l'agrandissement (du LET) proposé ». Veuillez préciser si le responsable du réseau relié à l'OMAEU n° 64008-1, en l'occurrence la **Régie d'assainissement des eaux de Terrebonne-Mascouche (RAETM)**, est inclus dans les discussions, et non uniquement la ville de Terrebonne. Nous recommandons que le débit maximal journalier des eaux usées non domestiques rejetées (en m³/j) continue de faire partie des clauses de la future entente industrie-municipalité et que des mesures soient mises en place par l'initiateur pour respecter en continu le débit maximal journalier des eaux usées non domestiques rejetées autorisé dans l'entente.
- Thématiques abordées : Lieu de rejet des lixiviats prétraités
- Référence à l'addenda : QC-21 PR5.3 - CEC Réponses aux questions et commentaires et à l'addenda, juillet 2025
- Texte du commentaire : La réponse fournie à QC-21 est partiellement acceptable.

L'initiateur confirme que les lixiviats prétraités continueront d'être rejetés au réseau d'égout sanitaire municipal relié à l'OMAEU n° 64008-1. La demande d'OER a été déposée au MELCCFP le 31 mars 2025 et les calculs des OER sont en cours d'élaboration à la direction centrale appropriée. Cette demande d'OER représente donc un besoin pour évaluer tout scénario alternatif selon l'évolution des négociations en cours avec la *Régie d'assainissement des eaux de Terrebonne-Mascouche* (RAETM).

Selon notre compréhension, des établissements autres que le LET de l'initiateur rejetteraient des effluents dans la même conduite d'égout sanitaire municipal relié à l'OMAEU n° 64008-1. Afin d'éviter le rejet à l'environnement d'effluents parasitaires en dehors du contrôle de l'initiateur, envisage-t-il d'installer une conduite de rejet dédiée à son LET jusqu'à l'émissaire au milieu hydrique récepteur s'il décide de ne plus rejeter son effluent prétraité au réseau d'égout sanitaire municipal relié à l'OMAEU n° 64008-1?





- Thématiques abordées : Lieu(x) de réalisation d'activités de stockage de sols contaminés et autres matières résiduelles servant comme matériaux de recouvrement
- Référence à l'addenda : QC-109, PR5.3 - CEC Réponses aux questions et commentaires et à l'addenda, juillet 2025
QC-110 PR5.3 - CEC Réponses aux questions et commentaires et à l'addenda, juillet 2025
(en lien avec PR5.10 – CEC Réponses aux questions et commentaires et à l'addenda – Annexe QC-112, juillet 2025)
- Texte du commentaire : Les réponses fournies en réponse aux questions QC-109 et QC-110 sont insuffisantes.

Le 12 novembre 2021, l'initiateur a obtenu la modification d'autorisation ministérielle n° 402079513 (N/Réf. : 7522-14-01-00400-49) pour la réalisation du projet suivant : l'aménagement, sur les lots 2 575 160, 2 575 275, 2 575 276, 2 575 277, 4 914 622 et 4 914 624 du cadastre du Québec à Terrebonne, d'une plate-forme de stockage d'une superficie de 59 055 m², permettant d'entreposer un volume maximal de 100 000 m³ de sols contaminés et d'autres matières résiduelles destinés à servir de matériaux de recouvrement pour le LET en exploitation. Or, l'étude de dispersion n° 715-40269TTAB préparée par Tetra Tech le 7 juillet 2025 (PR5.10) ne semble pas considérer les émissions atmosphériques issues des activités réalisées sur cette plate-forme, ni dans le scénario de référence, ni dans les scénarios modélisés pour la situation future envisagée. L'initiateur devra confirmer si le projet autorisé le 12 novembre 2021 a été réalisé et, dans l'affirmative, justifier l'omission de ces émissions, tant dans le scénario de référence, que dans les scénarios modélisés pour la situation future envisagée.

- Thématiques abordées : Version du modèle AERMOD de dispersion atmosphérique
- Référence à l'addenda : QC-163 PR5.3 - CEC Réponses aux questions et commentaires et à l'addenda, juillet 2025
(en lien avec PR5.10 – CEC Réponses aux questions et commentaires et à l'addenda – Annexe QC-112, juillet 2025)
- Texte du commentaire : La réponse fournie en réponse à la question QC-163 est acceptable.

À la section 2.1 de l'étude de dispersion n° 715-40269TTAB préparée par Tetra Tech le 7 juillet 2025 (PR5.10), il est mentionné que le modèle de dispersion AERMOD utilisé est la version 24142. Au moment de la préparation de l'étude, cette version était la plus récente publiée par l'US EPA, comme prescrit à l'annexe H du *Règlement sur l'assainissement de l'atmosphère* (RAA).

Signature(s)

Nom	Titre	Signature	Date
Josiane Reynolds, biol.	Analyste - Biologiste		2025/09/15
Salima Khereddine, B.Sc.	Analyste		2025/09/15
Cédric Vo, ing.	Analyste		2025/09/15
Eric Arseneault	Directeur régional		2025/09/15

Cliquez ici pour entrer du texte.

Clause(s) particulière(s) :

ANALYSE DE L'ACCEPTABILITÉ ENVIRONNEMENTALE DU PROJET

Cette étape vise à évaluer la raison d'être du projet, les impacts appréhendés de ce projet sur les milieux biologique, physique et humain et à se prononcer sur l'acceptabilité du projet. Elle permet de déterminer si les impacts du projet sont acceptables et de prévoir, le cas échéant, des modifications au projet, des mesures d'atténuation ou de suivi.

3

Avis d'acceptabilité environnementale du projet

Selon les renseignements déposés par l'initiateur et en fonction de votre champ de compétence, le projet est-il acceptable sur le plan environnemental, tel que présenté?

Choisissez une réponse

Justification :

Signature(s)

Nom	Titre	Signature	Date
Cliquez ici pour entrer du texte.	Cliquez ici pour entrer du texte.		Cliquez ici pour entrer une date.
Cliquez ici pour entrer du texte.	Cliquez ici pour entrer du texte.		Cliquez ici pour entrer une date.

Clause(s) particulière(s) :

Au besoin, utilisez l'emplacement ci-dessous pour ajouter des figures

Au besoin, utilisez l'emplacement ci-dessous pour ajouter des tableaux

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Présentation du projet		MARCHE À SUIVRE
Nom du projet	Agrandissement du Lieu d'enfouissement technique de Lachenaie sur le territoire de la ville de Terrebonne	
Initiateur de projet	Complexe Enviro Connexions Itée	
Numéro de dossier	3211-23-0950	
Dépôt de l'étude d'impact	2024/07/24	
Présentation du projet : Complexe Enviro Connexions Itée (CEC) exploite actuellement un LET situé au nord de l'autoroute 640, dans le secteur Lachenaie de la ville de Terrebonne. Ce lieu d'enfouissement accepte les matières résiduelles provenant entre autres de la grande région de Montréal, de Laval et de villes et municipalités des couronnes Nord et Sud. L'agrandissement projeté du LET sera réalisé sur le secteur Ouest de la propriété de CEC à partir de 2027. Deux zones de dépôt des matières résiduelles distinctes sont prévues dans la zone d'agrandissement. La zone A a une superficie de 31,6 ha et une capacité de 8,4 millions m³. La zone B a une superficie de 69,9 ha et une capacité de 17,7 millions de m³. Les matières résiduelles qui seront enfouies dans les nouvelles cellules du LET de Lachenaie seront issues des secteurs résidentiel, industriel, commercial et institutionnel (ICI) ainsi que du secteur de la construction, de la rénovation et de la démolition (CRD). La capacité annuelle d'enfouissement de la première année d'opération de l'agrandissement (2027) a été établie à 1 230 000 t.m. et celle de la dernière année complète d'opération à 1 150 000 t.m. (2043). La durée de vie projetée du projet d'agrandissement est de 18 ans.		
Présentation du répondant		
Ministère ou organisme	Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs	
Direction ou secteur	Direction de la gestion de la faune	
Avis conjoint	À compléter uniquement si l'avis provient de plus d'une direction ou d'un secteur.	
Région	14 - Lanaudière	
Numéro de référence	Cliquez ici pour entrer du texte.	

RECEVABILITÉ DE L'ÉTUDE D'IMPACT

Cette étape a pour but de vérifier si tous les éléments nécessaires à l'analyse environnementale des enjeux du projet ont été présentés de manière satisfaisante dans l'étude d'impact. L'étude d'impact doit être cohérente avec les éléments de la Directive. Il s'agit de déterminer si les renseignements requis pour apprécier la qualité et la pertinence des données sont correctement présentés, si la description du milieu, du projet et de ses impacts est complète et si les différentes méthodes utilisées sont appropriées.

1

Avis de recevabilité à la suite du dépôt de l'étude d'impact

Est-ce que vous jugez l'étude d'impact recevable? C'est-à-dire qu'elle traite de façon satisfaisante, selon le champ d'expertise de votre direction, les éléments essentiels à l'analyse environnementale subséquente et à la prise de décision par le gouvernement.

L'étude d'impact ne traite pas de manière satisfaisante des sujets qu'elle doit aborder, l'initiateur doit répondre aux questions suivantes

Si l'étude d'impact n'est pas recevable, quels sont les éléments manquants essentiels à l'analyse environnementale subséquente ?

Thématiques abordées :

Référence à l'étude d'impact :

Texte du commentaire :

Habitat du poisson

Plusieurs documents

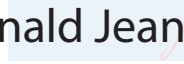
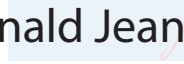
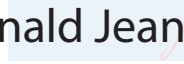
L'EIE ne présente pas de façon claire les informations permettant d'évaluer le potentiel de présence de l'habitat du poisson, ni les tronçons considérés comme étant des habitats du poisson.

- Aucune caractérisation des lits d'écoulements (cours d'eau et fossés) n'est fournie.
- Certains lits d'écoulements, connectés au réseau hydrographique, pourraient abriter du poisson pendant une période de l'année.
- Le milieu humide (MH-1) est-il connecté au réseau hydrographique, que ce soit dans la zone d'agrandissement du LET ou à l'extérieur vers le nord? Si c'est le cas, la présence de poissons devrait être vérifiée et des mesures de mitigation proposées le cas échéant.
- Le plan d'eau nommé « étendue d'eau de pompage » a pu être connecté au réseau hydrographique au fil des remaniements liés à l'exploitation de la sablière et

	<p>des poissons pourraient être présents. La présence de poissons devrait être vérifiée et des mesures de mitigation proposées le cas échéant.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Il est difficile de visualiser la connectivité des lits d'écoulements présents dans la zone d'agrandissement avec ceux situés hors de la zone d'agrandissement. • L'EIE devrait présenter clairement les superficies d'empiètements dans l'habitat du poisson et les localiser sur une carte. • Rappelons que la définition de poisson inclut « tout poisson, les oeufs, et les produits sexuels d'un tel poisson, tout mollusque ou tout crustacé aquatiques » (Art. 1, LCMVF).
<ul style="list-style-type: none"> • Thématiques abordées : • Référence à l'étude d'impact : • Texte du commentaire : 	<p>Mulettes</p> <p>PR3.6 Inventaires fauniques – Poissons et salamandres</p> <p>Ce rapport indique qu'il y a des mulettes dans les cours d'eau mais aucune localisation n'est fournie. Aucune évaluation du potentiel de présence des mulettes n'a été réalisée. En fonction de la localisation des observations de mulettes, de la caractérisation des lits d'écoulements, de l'évaluation du potentiel de présence de mulettes et de la localisation des empiètements prévus en littoral, un inventaire de mulettes pourrait être requis.</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Thématiques abordées : • Référence à l'étude d'impact : • Texte du commentaire : 	<p>Couleuvres</p> <p>PR3.1 – Section 4.3.3.1 Herpétofaune</p> <p>L'EIE ne présente pas de méthodologie, de résultats d'inventaires ou de mesures de mitigation pour les couleuvres, il n'est donc pas possible de vérifier la recevabilité pour ce volet.</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Thématiques abordées : • Référence à l'étude d'impact : 	<p>Avifaune et Hirondelle de rivage</p> <p>PR3.1 - Sections 4.3.3.3 et 8.2.7 : Avifaune</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Texte du commentaire : 	<ul style="list-style-type: none"> • Les heures d'écoute ne respectent pas les standards recommandés par le secteur Faune. Les visites devraient être effectuées entre 30 minutes avant le lever du soleil jusqu'à 5 heures après celui-ci ou au plus tard à 10h. Les oiseaux sont plus difficiles à repérer lorsque la température devient plus chaude. Un minimum de trois visites pour chaque point d'écoute devrait être effectué entre le 22 mai et le 7 juillet. Néanmoins, des inventaires supplémentaires ne sont pas nécessaires si des mesures de mitigation jugées suffisantes sont proposées. • L'hirondelle de rivage possède un statut précaire. Le tableau 4-18 (section 4.3.3.3) identifie cette espèce comme nicheuse confirmée sur le site. L'EIE devrait mieux documenter l'occupation du site par cette espèce. L'habitat préférentiel de cette espèce est-il disponible sur le site? Si oui, l'EIE devrait prévoir des mesures de mitigations appropriées.
<ul style="list-style-type: none"> • Thématiques abordées : • Référence à l'étude d'impact : • Texte du commentaire : 	<p>Anoures</p> <p>PR3.21 Herpétofaune (anoures et urodèles)</p> <p>Les heures d'écoute des chants des anoures ne respectent pas le protocole standardisé recommandé par le secteur Faune. Les inventaires d'écoute de chants des anoures se déroulent généralement à partir de la tombée de la nuit, 30 minutes après le coucher du soleil. Néanmoins, des inventaires supplémentaires ne sont pas nécessaires si des mesures de mitigation jugées adéquates sont proposées.</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Thématiques abordées : • Référence à l'étude d'impact : • Texte du commentaire : 	<p>Mesures d'atténuation et engagements</p> <p>PR3.1 – Section 5.5.5.2</p> <p>Afin que l'EIE soit autoportante, les mesures d'atténuation devraient être incluses dans la présente EIE plutôt que de référer à un document ou des engagements antérieurs. Une liste d'engagements claire et complète serait facilitante pour le lecteur.</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Thématiques abordées : • Référence à l'étude d'impact : • Texte du commentaire : 	<p>Programme préliminaire de surveillance environnementale</p> <p>PR3.1 – Tableau 11-1, section Faune et habitats</p> <p>Plusieurs informations présentes dans le texte ne se retrouvent pas dans le tableau, notamment mais sans s'y restreindre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ligne 22 : La période de nidification des oiseaux se termine au 31 août. À corriger dans le tableau. • Installer des clôtures d'exclusion le long des voies d'accès principales. • Relocaliser les poissons et l'herpétofaune avant le début des travaux.

Signature(s)			
Nom	Titre	Signature	Date
Émilie Chalifour	Biologiste		2024/09/23
Cliquez ici pour entrer du texte.	Cliquez ici pour entrer du texte.		Cliquez ici pour entrer une date.
Clause(s) particulière(s) :			

<h2>2</h2> Avis de recevabilité à la suite du dépôt du document de réponses aux questions et commentaires	
<p>Considérant les éléments présentés par l'initiateur dans le document de réponses aux questions et commentaires, est-ce que vous jugez maintenant l'étude d'impact recevable? C'est-à-dire qu'elle traite de façon satisfaisante, selon le champ d'expertise de votre direction, les éléments essentiels à l'analyse environnementale subséquente et à la prise de décision par le gouvernement?</p>	<p>L'étude d'impact ne traite pas de manière satisfaisante des sujets qu'elle doit aborder, l'initiateur doit répondre aux questions suivantes</p>
<p>Si l'étude d'impact n'est pas recevable, quels sont les éléments manquants essentiels à l'analyse environnementale subséquente ?</p>	
<ul style="list-style-type: none"> Thématiques abordées : Mesures d'atténuation et engagements Référence à l'addenda : Réponse à la QC-7 Texte du commentaire : La réponse est satisfaisante. 	<p>La réponse à la QC-60 ne fournit pas l'information permettant d'actualiser, suite à la caractérisation supplémentaire, les superficies de cours d'eau fréquentés par le poisson qui seront impactées dans le cadre du projet ainsi que leur localisation. Cette information devrait être mise en parallèle avec les superficies qui seront recréées (du moins une superficie préliminaire projetée) ainsi que leur localisation. Ces éléments entrent dans l'analyse des impacts du projet.</p>
<ul style="list-style-type: none"> Thématiques abordées : Mulettes Référence à l'addenda : Réponse à la QC-61 Texte du commentaire : La réponse est satisfaisante. 	<p>La réponse n'est pas satisfaisante puisque le rapport sectoriel (A. Lapointe, 2024d) concernant l'inventaire des couleuvres et des hibernacles ne semble pas avoir été déposé.</p>
<ul style="list-style-type: none"> Thématiques abordées : Couleuvres Référence à l'addenda : Réponse à la QC-62 Texte du commentaire : La réponse n'est pas satisfaisante puisque le rapport sectoriel (A. Lapointe, 2024d) concernant l'inventaire des couleuvres et des hibernacles ne semble pas avoir été déposé. 	<p>Aussi, une coquille semble s'être glissée dans la réponse de l'initiateur : [...] cette clôture devra être installée à la fin de <u>l'été d'automne</u> précédent [...]. Cette réponse devrait être corrigée.</p>
<ul style="list-style-type: none"> Thématiques abordées : Inventaires reptiles Référence à l'addenda : Réponse à la QC-63 Texte du commentaire : Cette question peut être jumelée à la QC-62. 	<p>De plus, la séquence de travail pour une relocalisation n'est pas optimale. Les clôtures d'exclusion doivent être installées peu de temps avant le début d'un programme de relocalisation, et non plusieurs mois à l'avance. Le site de relocalisation doit également présenter les caractéristiques permettant à l'espèce de combler ses besoins tout au long de son cycle de vie. Cette information pourra cependant être reprise au moment de l'analyse sur l'acceptabilité environnementale du projet. Il demeure pertinent d'en informer l'initiateur le plus tôt possible.</p>
<ul style="list-style-type: none"> Thématiques abordées : Hirondelle de rivage Référence à l'addenda : Réponse à la QC-64 	

<ul style="list-style-type: none"> • Texte du commentaire : La réponse est satisfaisante. • Thématiques abordées : Anoures • Référence à l'addenda : Réponse à la QC-65 • Texte du commentaire : La réponse est partiellement satisfaisante. <p>Une coquille semble s'être glissée dans la réponse de l'initiateur : [...] cette clôture devra être installée à la fin de <u>l'été d'automne</u> précédent [...]. Cette réponse devrait être corrigée.</p> <p>De plus, la séquence de travail pour une relocalisation n'est pas optimale. Les clôtures d'exclusion doivent être installées peu de temps avant le début d'un programme de relocalisation, et non plusieurs mois à l'avance. Le site de relocalisation doit également présenter les caractéristiques permettant à l'espèce de combler ses besoins tout au long de son cycle de vie. Cette information pourra cependant être reprise au moment de l'analyse sur l'acceptabilité environnementale du projet. Il demeure pertinent d'en informer l'initiateur le plus tôt possible.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Thématiques abordées : Commentaires généraux • Référence à l'addenda : Réponse à la QC-101 • Texte du commentaire : La réponse est partiellement satisfaisante. <p>Le tableau des mesures d'atténuation devrait être mis à jour et redéposé au fil de l'avancement de la démarche d'évaluation des impacts afin de bien refléter les engagements qui ont été pris.</p>												
Signature(s)												
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Nom</th> <th>Titre</th> <th>Signature</th> <th>Date</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Émilie Chalifour</td> <td>Biologiste</td> <td></td> <td>2025/09/05</td> </tr> <tr> <td>Donald Jean</td> <td>Directeur</td> <td>  <div>Signature numérique de Donald Jean Date : 2025.09.05 11:38:12 -0400</div> </td> <td> <div>Cliquez ici pour entrer une date</div> </td> </tr> </tbody> </table>	Nom	Titre	Signature	Date	Émilie Chalifour	Biologiste		2025/09/05	Donald Jean	Directeur	 <div>Signature numérique de Donald Jean Date : 2025.09.05 11:38:12 -0400</div>	<div>Cliquez ici pour entrer une date</div>
Nom	Titre	Signature	Date									
Émilie Chalifour	Biologiste		2025/09/05									
Donald Jean	Directeur	 <div>Signature numérique de Donald Jean Date : 2025.09.05 11:38:12 -0400</div>	<div>Cliquez ici pour entrer une date</div>									
Clause(s) particulière(s) :												

ANALYSE DE L'ACCEPTABILITÉ ENVIRONNEMENTALE DU PROJET

Cette étape vise à évaluer la raison d'être du projet, les impacts appréhendés de ce projet sur les milieux biologique, physique et humain et à se prononcer sur l'acceptabilité du projet. Elle permet de déterminer si les impacts du projet sont acceptables et de prévoir, le cas échéant, des modifications au projet, des mesures d'atténuation ou de suivi.

<h2>3</h2> <h3>Avis d'acceptabilité environnementale du projet</h3>			
Selon les renseignements déposés par l'initiateur et en fonction de votre champ de compétence, le projet est-il acceptable sur le plan environnemental, tel que présenté?			Choisissez une réponse
Justification :			
Signature(s)			
Nom	Titre	Signature	Date
Cliquez ici pour entrer du texte.	Cliquez ici pour entrer du texte.		Cliquez ici pour entrer une date.
Cliquez ici pour entrer du texte.	Cliquez ici pour entrer du texte.		Cliquez ici pour entrer une date.
Clause(s) particulière(s) :			

Au besoin, utilisez l'emplacement ci-dessous pour ajouter des figures

Au besoin, utilisez l'emplacement ci-dessous pour ajouter des tableaux

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Présentation du projet		MARCHE À SUIVRE
Nom du projet	Agrandissement du Lieu d'enfouissement technique de Lachenaie sur le territoire de la ville de Terrebonne	
Initiateur de projet	Complexe Enviro Connexions Ltée	
Numéro de dossier	3211-23-0950	
Dépôt de l'étude d'impact	2024/07/24	
Présentation du projet : Complexe Enviro Connexions Ltée (CEC) exploite actuellement un LET situé au nord de l'autoroute 640, dans le secteur Lachenaie de la ville de Terrebonne. Ce lieu d'enfouissement accepte les matières résiduelles provenant entre autres de la grande région de Montréal, de Laval et de villes et municipalités des couronnes Nord et Sud. L'agrandissement projeté du LET sera réalisé sur le secteur Ouest de la propriété de CEC à partir de 2027. Deux zones de dépôt des matières résiduelles distinctes sont prévues dans la zone d'agrandissement. La zone A a une superficie de 31,6 ha et une capacité de 8,4 millions m³. La zone B a une superficie de 69,9 ha et une capacité de 17,7 millions de m³. Les matières résiduelles qui seront enfouies dans les nouvelles cellules du LET de Lachenaie seront issues des secteurs résidentiel, industriel, commercial et institutionnel (ICI) ainsi que du secteur de la construction, de la rénovation et de la démolition (CRD). La capacité annuelle d'enfouissement de la première année d'opération de l'agrandissement (2027) a été établie à 1 230 000 t.m. et celle de la dernière année complète d'opération à 1 150 000 t.m. (2043). La durée de vie projetée du projet d'agrandissement est de 18 ans.		
Présentation du répondant		
Ministère ou organisme	Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs	
Direction ou secteur	Direction des espèces floristiques menacées ou vulnérables	
Avis conjoint	À compléter uniquement si l'avis provient de plus d'une direction ou d'un secteur.	
Région	03 - Capitale-Nationale	
Numéro de référence	Cliquez ici pour entrer du texte.	

RECEVABILITÉ DE L'ÉTUDE D'IMPACT

Cette étape a pour but de vérifier si tous les éléments nécessaires à l'analyse environnementale des enjeux du projet ont été présentés de manière satisfaisante dans l'étude d'impact. L'étude d'impact doit être cohérente avec les éléments de la Directive. Il s'agit de déterminer si les renseignements requis pour apprécier la qualité et la pertinence des données sont correctement présentés, si la description du milieu, du projet et de ses impacts est complète et si les différentes méthodes utilisées sont appropriées.

1

Avis de recevabilité à la suite du dépôt de l'étude d'impact

Est-ce que vous jugez l'étude d'impact recevable? C'est-à-dire qu'elle traite de façon satisfaisante, selon le champ d'expertise de votre direction, les éléments essentiels à l'analyse environnementale subséquente et à la prise de décision par le gouvernement.

L'étude d'impact ne traite pas de manière satisfaisante des sujets qu'elle doit aborder, l'initiateur doit répondre aux questions suivantes

Si l'étude d'impact n'est pas recevable, quels sont les éléments manquants essentiels à l'analyse environnementale subséquente ?

• Thématiques abordées :

Espèces floristiques menacées, vulnérables ou susceptibles d'être ainsi désignées (EFLMVS)
Les abréviations suivantes sont ajoutées lors de la première mention de chacune des espèces indiquées dans l'avis :
(M) : espèce désignée menacée en vertu de la Loi sur les espèces menacées ou vulnérables
(V) : espèce désignée vulnérable en vertu de la Loi sur les espèces menacées ou vulnérables
(VR) : espèce désignée vulnérable mais exclue de l'application de l'article 16 de la LEMV (espèce désignée « vulnérable à la récolte »)
(S) : espèce susceptible d'être désignée menacée ou vulnérable

• Référence à l'étude d'impact :

Rapports consultés :

Tetra Tech, 2024. Projet d'agrandissement du lieu d'enfouissement technique de Lachenaie, Ville de Terrebonne – Étude d'impact sur l'environnement – Volume 1 – Rapport principal. Étude déposée au ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les Changements climatiques – Dossier 3211-23-095, 259 pages et annexes

Lapointe, A. 2024. Rapport sectoriel : Groupements végétaux de la portion nord de la Sablière Thouin – Mise à jour du 7 mai 2024. 18 pages et annexes.

Lapointe, A. 2024a. Rapport sectoriel : Caractérisation des milieux humides et hydriques de la portion nord de la Sablière Thouin – Mise à jour du 2 juillet 2024. 19 pages et annexes.

Citations pertinentes :

L'étude d'impact mentionne ces éléments en lien avec la thématique des EFLMVS :

-Zone ayant fait l'objet d'un effort d'inventaire :

« Un inventaire de la flore et des principaux groupements végétaux a été réalisé sur le site de l'agrandissement en 2023 (Lapointe, 2024). L'essentiel du présent chapitre repose sur le contenu de ce rapport sectoriel trouvé sous pli séparé. **Ont été exclus de cet inventaire, les secteurs de la sablière encore en activité, les secteurs récemment fauchés ou régaliés, et le corridor hydroélectrique.** » (Volume 1, page 64)

« Une caractérisation spécifique des milieux humides et hydriques a été réalisée sur le site de l'agrandissement en 2023 et en 2024 (Lapointe, 2024a). L'essentiel du présent chapitre repose sur le contenu de ce rapport sectoriel trouvé sous pli séparé. **Les secteurs ennoyés occasionnés par le remaniement des matériaux de surface n'ont pas été inventoriés en raison de leur caractère éphémère** (Figure 4-16). Ainsi, seules les étendues d'eau persistant durant plusieurs semaines ont été considérées dans le rapport en question. » (Volume 1, page 69)

« On note également au centre du site de l'agrandissement du LET un bassin servant à accumuler de l'eau pour le lavage des matériaux excavés. Ce vaste bassin capte les eaux de toute la zone périphérique occupée par la roselière. Selon le plan de restauration actuel de la sablière, ce bassin est voué à être remblayé lors de la cessation des activités. **Le site est par ailleurs occupé de quelques zones opérationnelles ennoyées en attente de drainage** (Figure 4-19). Le bassin de lavage et les secteurs ennoyés ne constituent pas des milieux humides. La Figure 4-19 ci-dessous illustre **ces secteurs ennoyés.** (...) » (Volume 1, page 72)

-Méthodologie relative à la composante des EFLMVS :

« Le rapport sectoriel sur la végétation trouvée sur le site à l'étude (Lapointe, 2024), **ne comportait pas d'inventaire spécifique aux espèces floristiques à statut précaire.** Une recherche auprès du Centre de données sur le patrimoine naturel du Québec (CDPNQ) révélait néanmoins la présence de trois espèces floristiques à statut précaire dans un rayon d'environ 5 km : la carmantine d'Amérique (*Justicia americana*), le cypripède royal (*Cypripedium reginae*) et le ginseng à cinq folioles (*Panax quinquefolius*). Compte tenu de l'intensité des activités d'exploitation affectant l'ensemble de l'aire d'étude, il est présumé que la probabilité d'occurrence d'une de ces espèces à statut particulier est très faible (Lapointe, 2024).

Il est toutefois noté que la limite nord du site est occupée par une parcelle forestière qui est en continuité avec la Forêt-de-la-Presqu'île qui est reconnue pour abriter une diversité floristique assez élevée. Plusieurs espèces de plantes printanières, dont certaines sont vulnérables à la cueillette, sont présentes dans la Forêt-de-la-Presqu'île, notamment l'asaret du Canada (*Asarum canadense*), le trille blanc (*Trillium grandiflorum*) et l'uvulaire à grandes fleurs (*Uvularia grandiflora*). Notons aussi que le cypripède royal et le ginseng à cinq folioles sont présents dans le même secteur. » (Volume 1, page 72)

-Synthèse des résultats des inventaires d'EFLMVS :

« Bien que le site offre un potentiel pour plusieurs espèces floristiques à statut, aucune de ces espèces n'a été observée lors des différentes visites sur le site (Lapointe, 2024). » (Volume 1, page 165)

-Informations complémentaires relatives à la méthodologie des inventaires de la végétation :

« À la demande d'Enviro-Connexions, un inventaire des principaux groupements végétaux a été réalisé au cours de la saison 2023 dans toute la partie nord de la sablière Thouin. Simultanément, toute la flore a été examinée en égard à la présence possible d'espèces rares ou d'intérêt particulier. » (Lapointe (2024), page 1)

« (...) Les vastes étendues de roseau commun n'ont cependant pas été délimitées parce qu'elles occupent la majeure partie de l'aire d'étude.

Chaque type de groupement végétal a été visité au cours de la saison végétative de manière à identifier les taxons présents. Toutes les espèces vasculaires ayant un pourcentage de recouvrement supérieur à 5% ont été recensées à l'intérieur d'une placette de relevé ayant une superficie d'environ 100 m² et elles ont été classées dans leur strate respective, soit les strates arborescentes, arbustives et herbacées. Les divers groupements ont ensuite été regroupés en fonction de la prédominance du couvert végétal. Un code a été attribué à chaque groupement en fonction de sa zone afin de faciliter son repérage sur les planches cartographiques. » (Lapointe (2024), pages 1 et 2)

-Effort d'inventaire concernant la végétation :

Tableau 1 Date des inventaires et conditions météorologiques

Date	type d'inventaire	activité spécifique	Heure 00:00		Température °C	
			début	fin	début	fin
17 mai	faune/flore	anoures/oiseaux	09:00	14:00	6	10
28 mai	faune/flore	oiseaux/squamates	09:00	13:00	18	25
12 juin	faune/flore	oiseaux/squamates	08:00	14:00	16	25
13 juin	faune/flore	flore	10:00	12:00	15	?
29 juin	faune/flore	groupements for.	09:00	13:00	18	25
14 sept	faune/flore	oiseaux	09:00	11:00	15	?

« Les relevés floristiques ont été réalisés en alternance avec les relevés faunistiques sur les mêmes parcelles de façon à déterminer l'attrait des groupements pour la faune. (...) » (Lapointe (2024), page 2)

-Information complémentaire relative à l'évaluation du potentiel de présence des EFLMVS répertoriées au CDPNQ selon l'initiateur :

« Le Centre de données sur le patrimoine naturel du Québec (CDPNQ) rapporte la présence de trois espèces floristiques à statut précaire dans un rayon d'environ 5 km, soit les occurrences suivantes: la carmantine d'Amérique (*Justicia americana*), le cyripède royal (*Cypripedium reginae*) et le ginseng à cinq folioles (*Panax quinquefolius*).

Compte tenu des activités d'exploitation qui affectent l'ensemble de l'aire d'étude, les probabilités d'occurrence pour une espèce à statut particulier sont très faibles. Le niveau de perturbations, entre autre le remaniement des surfaces, est tel que la qualité des occurrences demeure faible dans tous les groupements végétaux inventoriés à l'exception de la petite parcelle de forêt mature qui est en lien avec la Forêt De-la-Presqu'île. Cette forêt relativement intègre est d'ailleurs reconnue pour abriter une diversité floristique assez élevée. Plusieurs espèces de plantes printanières dont certaines sont vulnérables à la cueillette sont présentes, notamment l'asaret du Canada (*Asarum canadense*), le trille blanc (*Trillium grandiflorum*) et l'uvulaire à grandes fleurs (*Uvularia grandiflora*). Notons aussi que le cyripède royal et le ginseng à cinq folioles sont présents dans le même secteur. » (Lapointe (2024), pages 11-12)

• Texte du commentaire :

La méthodologie utilisée par l'initiateur pour planifier et réaliser les inventaires floristiques visant la recherche des EFLMVS n'est pas conforme aux pratiques actuellement recommandées par le MELCCFP (Gouvernement du Québec, (2022, 2023)). Notamment, l'initiateur n'a pas utilisé l'outil Potentiel (CDPNQ, 2024a) dans sa démarche d'évaluation des EFLMVS potentielles de la zone d'étude. Également, l'initiateur n'a pas produit de liste globale des EFLMVS potentielles de la zone d'étude en fonction des habitats présents, tout comme il n'a pas réalisé de cartographie des habitats potentiels, dans la zone d'étude, pour ces mêmes EFLMVS. Finalement, l'initiateur n'a pas réalisé d'inventaires floristiques conformes aux recommandations du MELCCFP (c'est-à-dire des inventaires systématiques, par balayage, durant les bonnes périodes phénologiques, dans les habitats potentiels précartographiés et ceux qui seraient observés de manière fortuite au terrain) (Gouvernement du Québec (2022, 2023)). À cet égard, de larges portions de la zone d'étude ont tout simplement été exclues de la zone d'inventaire, à savoir les secteurs de la sablière encore en activité, les secteurs récemment fauchés ou régaliés, le corridor hydroélectrique (Volume 1, page 64) et les secteurs ennoyés occasionnés par le remaniement des matériaux de surface (Volume 1, page 69). Quant aux « vastes étendues de roseau commun » qui « (...) occupent la majeure partie de l'aire d'étude », elles n'ont pas été délimitées et leur niveau de caractérisation n'est pas clair à la lecture de la documentation fournie (Lapointe (2024), page 1).

Afin que la DEFLMV puisse juger de la recevabilité de l'étude d'impact en ce qui a trait à la composante des EFLMVS, l'initiateur est invité à répondre aux questions suivantes :

- 1) Veuillez fournir une liste détaillée des EFLMVS pouvant potentiellement pousser dans la zone d'étude, en vous basant notamment, mais sans s'y restreindre, sur l'outil Potentiel (CDPNQ, 2024a) et sur les données d'occurrences du CDPNQ à jour au moment de la réalisation des inventaires (CDPNQ, 2024b), pour un rayon de 8 km autour du centroïde de la zone d'étude;
- 2) La DEFLMV, en fonction des données disponibles, juge que minimalement les EFLMVS suivantes ont un certain potentiel de présence dans la zone d'étude, en raison de la présence importante de sols sablonneux dénudés ou partiellement dénudés, humides ou secs, d'origine anthropique : *Aristida basiramea* (M), *Juncus acuminatus* (M), *Cyperus schweinitzii* (S), *Cyperus houghtonii* (S), *Juncus greenei* (S), *Juncus torreyi* (S), *Persicaria careyi* (S), *Spiranthes casei* (S), *Viola ovata* var. *ovata* (S) (maintenant renommée *Viola fimbriatula*) et *Viola sagittata* var. *sagittata* (S)). La DEFLMV exige que minimalement, ces espèces soient incluses dans l'exercice d'évaluation du potentiel de présence et de cartographie des habitats potentiels des EFLMVS de la zone d'étude et qu'elles fassent partie des espèces ciblées dans les inventaires floristiques complémentaires exigés (voir point 5);
- 3) Veuillez fournir une cartographie des habitats potentiels des EFLMVS de la zone d'étude, en vous basant notamment sur les informations disponibles du gouvernement du Québec (Couillard et coll. (2012), CDPNQ (2024a), Tardif et coll (2016) etc.). La DEFLMV exige

- que les secteurs dénudés ou partiellement dénudés, humides ou secs, d'origine anthropique ou naturelle, fassent partie des habitats potentiels cartographiés;
- 4) Veuillez fournir une méthodologie d'inventaire floristique permettant de respecter les principes suivants (Gouvernement du Québec (2022, 2023)):
- Les inventaires floristiques couvrent minimalement la superficie occupée par les habitats potentiels cartographiés et ceux qui seraient découverts de manière opportuniste au terrain;
 - Les inventaires floristiques sont réalisés par balayage systématique et non par parcelle;
 - Les inventaires floristiques sont réalisés durant les périodes propices à la détection et au dénombrement de l'ensemble des EFLMVS potentielles de la zone d'étude;
- 5) Veuillez réaliser un inventaire floristique estival tardif en septembre 2024 visant minimalement la recherche des taxons indiqués au point 2) dans les habitats potentiels concernés;

La DEFLMV sera disponible pour appuyer et conseiller l'initiateur dans la planification des inventaires complémentaires.

Il est fortement recommandé de vous référer aux documents suivants pour la planification des inventaires complémentaires et pour répondre aux questions soulevées précédemment :

- Gouvernement du Québec, 2022. Inventaire d'espèces floristiques en situation précaire au Québec, Aide-mémoire. MELCCFP, Direction de la protection des espèces et des milieux naturels (DPEMN), 10 p.
- Gouvernement du Québec, 2023. Complément d'information pour la réalisation d'une étude d'impact sur l'environnement - composante : espèces floristiques menacées, vulnérables ou susceptibles d'être ainsi désignées, MELCCFP, Direction de la protection des espèces et des milieux naturels (DPEMN), 4 p.
- Ces documents sont disponibles sur la page Espèces floristiques menacées ou vulnérables du MELCCFP : Espèces floristiques menacées ou vulnérables (gouv.qc.ca)

Références :

Centre de données sur le patrimoine naturel du Québec, 2024A. POTENTIEL version 1.3.3 – outil listant les espèces floristiques menacées, vulnérables, susceptibles de l'être ou candidates basé sur les habitats et régions administratives sélectionnés, Gouvernement du Québec, MELCCFP, Direction des espèces floristiques menacées ou vulnérables


Centre de données sur le patrimoine naturel du Québec, 2024B. Carte des occurrences d'espèces en situation précaire – carte interactive. Gouvernement du Québec, 2024. Accessible à l'adresse suivante : <https://services-mdelcc.maps.arcgis.com/apps/webappviewer/index.html?id=2d32025cac174712a8261b7d94a45ac2>

Couillard L., N. Dignard, P. Petitclerc, D. Bastien, A. Sabourin et J. Labrecque, 2012. Guide de reconnaissance des habitats forestiers des plantes menacées ou vulnérables. Outaouais, Laurentides et Lanaudière. Ministère des Ressources naturelles et de la Faune et ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs. 434 p.

Gouvernement du Québec, 2022. Inventaire d'espèces floristiques en situation précaire au Québec, Aide-mémoire. MELCCFP, Direction de la protection des espèces et des milieux naturels (DPEMN), 10 p.

Gouvernement du Québec, 2023. Complément d'information pour la réalisation d'une étude d'impact sur l'environnement - composante : espèces floristiques menacées, vulnérables ou susceptibles d'être ainsi désignées, MELCCFP, Direction de la protection des espèces et des milieux naturels (DPEMN), 4 p.

Tardif, B., B. Tremblay, G. Jolicoeur et J. Labrecque, 2016. Les plantes vasculaires en situation précaire au Québec. Centre de données sur le patrimoine naturel du Québec (CDPNQ). Gouvernement du Québec, MDDELCC, Direction de l'expertise en biodiversité, Québec, 420 p

Signature(s)			
Nom	Titre	Signature	Date
Olivier Deshaies	Biologiste-botaniste M.Sc.		2024/08/28

Michèle Dupont-Hébert	Directrice p.i.	<i>Michèle Dupont Hébert</i>	2024/09/05
Clause(s) particulière(s) :			

2

Avis de recevabilité à la suite du dépôt du document de réponses aux questions et commentaires

Considérant les éléments présentés par l’initiateur dans le document de réponses aux questions et commentaires, est-ce que vous jugez maintenant l’étude d’impact recevable? C’est-à-dire qu’elle traite de façon satisfaisante, selon le champ d’expertise de votre direction, les éléments essentiels à l’analyse environnementale subséquente et à la prise de décision par le gouvernement?

L’étude d’impact est recevable et le projet est acceptable dans sa forme actuelle, donc je ne souhaite plus être consulté sur ce projet

Si l’étude d’impact n’est pas recevable, quels sont les éléments manquants essentiels à l’analyse environnementale subséquente ?

Thématiques abordées :

Espèces floristiques menacées, vulnérables ou susceptibles d’être ainsi désignées (EFLMVS)

(M) : espèce désignée menacée en vertu de la Loi sur les espèces menacées ou vulnérables

(V) : espèce désignée vulnérable en vertu de la Loi sur les espèces menacées ou vulnérables

(VR) : espèce désignée vulnérable « vulnérable à la récolte »

(S) : espèce susceptible d’être désignée menacée ou vulnérable

Direction des espèces floristiques menacées ou vulnérables (DEFLMV)

Référence à l’addenda :

Rapports consultés :

Tetrattech, 2025a. Étude d’impact sur l’environnement déposée au ministre de l’Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs – Projet d’agrandissement du lieu d’enfouissement technique de Lachenaie, Ville de Terrebonne. *Réponses à la première série de questions et à son addenda (PR5.3)*, présentée à Complexe Enviro Connexions, 280 pages.

Tetrattech, 2025b. Étude d’impact sur l’environnement déposée au ministre de l’Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs – Projet d’agrandissement du lieu d’enfouissement technique de Lachenaie, Ville de Terrebonne. *Rapport d’inventaire des milieux humides et hydriques – sablière Thouin (PR5.5, partie 1 de 2)*, présentée à Complexe Enviro Connexions, 64 pages.

Tetrattech, 2025c. Étude d’impact sur l’environnement déposée au ministre de l’Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs – Projet d’agrandissement du lieu d’enfouissement technique de Lachenaie, Ville de Terrebonne. *Rapport d’inventaire des milieux humides et hydriques – sablière Thouin (PR5.5, partie 2 de 2)*, présentée à Complexe Enviro Connexions, 142 pages et annexes.

Tetrattech, 2025d. Étude d’impact sur l’environnement déposée au ministre de l’Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs – Projet d’agrandissement du lieu d’enfouissement technique de Lachenaie, Ville de Terrebonne. *Rapport d’inventaire floristique d’espèces en situation précaire – Projet d’agrandissement du lieu d’enfouissement technique de Lachenaie, ville de Terrebonne. (PR5.8)*, présentée à Complexe Enviro Connexions, 54 pages et annexes.



Texte du commentaire :

La DEFLMV a pris connaissance de la réponse de l’initiateur à la demande d’informations complémentaires du MELCCFP eu égard à la composante des EFLMVS (Tetrattech, 2025a). Cette réponse était accompagnée d’un rapport d’inventaire d’EFLMVS estival-tardif réalisé en 2024 (Tetrattech, 2025d) et d’une étude écologique complémentaire réalisée en 2025 (Tetrattech, 2025b et c) comprenant un inventaire printanier et un inventaire estival précoce (juin).

En cumulant les résultats de toutes les campagnes d’inventaire réalisées, l’initiateur en arrive à la conclusion suivante : « (...) L’inventaire floristique n’a pas permis de relever la présence d’espèce d’EFMVS identifiée dans la liste fournie par le MELCCFP et par l’outil Potentiel. Cependant, l’ail des bois (*Allium tricoccum*), espèce vulnérable au Québec, a été observé à l’ouest de la zone d’étude. La population est estimée à environ 100 individus (voir Carte 3-1). (...) À noter que la matteuccie-fougère-à-l’autruche d’Amérique (*Matteuccia struthiopteris* var. *pennsylvanica*), une espèce vulnérable à la récolte au Québec, mais sans statut au Canada, a également été observée à trois emplacements lors des visites terrain (voir Carte 3-1). » (Tetrattech, 2025d).

La DEFLMV juge le projet recevable et acceptable eu égard à la composante des EFLMVS, en raison des éléments suivants :

- La méthodologie d'évaluation du potentiel de présence des EFLMVS, la cartographie de leurs habitat potentiels et la réalisation des inventaires floristiques ont été réalisés, en 2024 et 2025, de manière conforme aux recommandations indiquées dans MELCCFP (2022, 2023) et dans les communications avec l'analyste de la DEFLMV (9 octobre 2024);
- Une seule espèce floristique désignée menacée ou vulnérable a été détectée dans la zone d'inventaire (à l'exception des espèces désignées vulnérables à la récolte) et il s'agit de l'ail des bois, une espèce pour laquelle l'article 4 du Règlement sur les espèces floristiques menacées ou vulnérables et leurs habitats prévoit des modalités de gestion particulières pour des projets réalisés conformément à la Loi sur la qualité de l'environnement ([chapitre Q-2](#)) dont la transplantation selon certaines conditions prévues au règlement;
- En ce qui concerne les espèces désignées vulnérables à la récolte, l'article 5 du règlement sur les espèces menacées ou vulnérables et leurs habitats prévoit que les interdictions prévues à l'article 16 de la LEMV ne s'appliquent pas aux espèces désignées vulnérables à la récolte sauf exception. L'article 5 précise également que les interdictions prévues à l'article 16 de la Loi ne s'appliquent pas lorsque les spécimens d'une population sauvage de l'une de ces espèces sont situés dans un milieu devant être irrémédiablement altéré par la mise en oeuvre d'un projet autorisé en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement (LQE) (RLRQ, chapitre Q-2). Ainsi, aucune mesure d'atténuation n'est demandée par la DEFLMV en lien avec la matteuccie fougère-à-l'autruche (VR).

Signature(s)			
Nom	Titre	Signature	Date
Olivier Deshaies	Biol.-botaniste M.Sc.		2025/08/27
Sonia Néron	Directrice		2025/08/27
Clause(s) particulière(s) :			

ANALYSE DE L'ACCEPTABILITÉ ENVIRONNEMENTALE DU PROJET

Cette étape vise à évaluer la raison d'être du projet, les impacts appréhendés de ce projet sur les milieux biologique, physique et humain et à se prononcer sur l'acceptabilité du projet. Elle permet de déterminer si les impacts du projet sont acceptables et de prévoir, le cas échéant, des modifications au projet, des mesures d'atténuation ou de suivi.

3

Avis d'acceptabilité environnementale du projet

Selon les renseignements déposés par l'initiateur et en fonction de votre champ de compétence, le projet est-il acceptable sur le plan environnemental, tel que présenté?	Choisissez une réponse		
Justification :			
Signature(s)			
Nom	Titre	Signature	Date

Cliquez ici pour entrer du texte.	Cliquez ici pour entrer du texte.		Cliquez ici pour entrer une date.
Cliquez ici pour entrer du texte.	Cliquez ici pour entrer du texte.		Cliquez ici pour entrer une date.
Clause(s) particulière(s) :			

Au besoin, utilisez l’emplacement ci-dessous pour ajouter des figures

Au besoin, utilisez l’emplacement ci-dessous pour ajouter des tableaux

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Présentation du projet		MARCHE À SUIVRE
Nom du projet	Agrandissement du Lieu d'enfouissement technique de Lachenaie sur le territoire de la ville de Terrebonne	
Initiateur de projet	Complexe Enviro Connexions ltée	
Numéro de dossier	3211-23-0950	
Dépôt de l'étude d'impact	2024/07/24	
Présentation du projet : Complexe Enviro Connexions ltée (CEC) exploite actuellement un LET situé au nord de l'autoroute 640, dans le secteur Lachenaie de la ville de Terrebonne. Ce lieu d'enfouissement accepte les matières résiduelles provenant entre autres de la grande région de Montréal, de Laval et de villes et municipalités des couronnes Nord et Sud. L'agrandissement projeté du LET sera réalisé sur le secteur Ouest de la propriété de CEC à partir de 2027. Deux zones de dépôt des matières résiduelles distinctes sont prévues dans la zone d'agrandissement. La zone A a une superficie de 31,6 ha et une capacité de 8,4 millions m³. La zone B a une superficie de 69,9 ha et une capacité de 17,7 millions de m³. Les matières résiduelles qui seront enfouies dans les nouvelles cellules du LET de Lachenaie seront issues des secteurs résidentiel, industriel, commercial et institutionnel (ICI) ainsi que du secteur de la construction, de la rénovation et de la démolition (CRD). La capacité annuelle d'enfouissement de la première année d'opération de l'agrandissement (2027) a été établie à 1 230 000 t.m. et celle de la dernière année complète d'opération à 1 150 000 t.m. (2043). La durée de vie projetée du projet d'agrandissement est de 18 ans.		
Présentation du répondant		
Ministère ou organisme	Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs	
Direction ou secteur	DAICMA	
Avis conjoint	À compléter uniquement si l'avis provient de plus d'une direction ou d'un secteur.	
Région	03 - Capitale-Nationale	
Numéro de référence	DAICMA-19983	

RECEVABILITÉ DE L'ÉTUDE D'IMPACT

Cette étape a pour but de vérifier si tous les éléments nécessaires à l'analyse environnementale des enjeux du projet ont été présentés de manière satisfaisante dans l'étude d'impact. L'étude d'impact doit être cohérente avec les éléments de la Directive. Il s'agit de déterminer si les renseignements requis pour apprécier la qualité et la pertinence des données sont correctement présentés, si la description du milieu, du projet et de ses impacts est complète et si les différentes méthodes utilisées sont appropriées.

1

Avis de recevabilité à la suite du dépôt de l'étude d'impact

Est-ce que vous jugez l'étude d'impact recevable? C'est-à-dire qu'elle traite de façon satisfaisante, selon le champ d'expertise de votre direction, les éléments essentiels à l'analyse environnementale subséquente et à la prise de décision par le gouvernement.

L'étude d'impact ne traite pas de manière satisfaisante des sujets qu'elle doit aborder, l'initiateur doit répondre aux questions suivantes

Si l'étude d'impact n'est pas recevable, quels sont les éléments manquants essentiels à l'analyse environnementale subséquente ?

Thématiques abordées :

Localisation du rejet de lixiviat traité

Référence à l'étude d'impact :

TETRA TECH, 2024. *Projet d'agrandissement du lieu d'enfouissement technique de Lachenaie, Volume I- Rapport principal.*
Section 5.4.6




Enfinement, il est également important de mentionner que la qualité des eaux rejetées par CEC vers la station d'épuration de Terrebonne/Mascouche respecte, le plus souvent, les normes de rejet environnemental imposées par l'article 53 du REIMR et que ces eaux pourraient donc éventuellement être rejetées directement à l'émissaire de la station d'épuration de Terrebonne/Mascouche.

Texte du commentaire :

L'initiateur doit confirmer s'il prévoit, pour ce projet, de continuer à rejeter l'effluent final au système de traitement de la station d'épuration municipale ou s'il prévoit de rejeter à l'émissaire de celle-ci, sans passer par le système de traitement municipal.
Si la deuxième option est retenue ou sérieusement envisagée, l'initiateur devra faire une demande de calcul d'objectifs environnementaux de rejet (OER), afin que le Ministère puisse évaluer le risque du rejet pour le milieu aquatique. L'initiateur devra aussi démontrer les concentrations attendues à l'effluent final pour les paramètres visés par les OER et s'engager à traiter son effluent de façon à

respecter ou s'approcher le plus possible de ces OER. Bien que l'effluent final respecte la majorité du temps les normes de l'article 53 du REIMR, les OER représentent une liste plus exhaustive de paramètres et peuvent s'avérer plus restrictifs que les normes puisqu'ils tiennent compte des caractéristiques du milieu récepteur dans lequel l'effluent est rejeté.

Signature(s)

Nom	Titre	Signature	Date
Jacinthe Guillot	Analyste		2024/09/11
Émilie Leclerc	Analyste		2024/09/11
Charles Cauchon	Directeur		2024/09/11

Clause(s) particulière(s) :

2

**Avis de recevabilité à la suite
du dépôt du document de réponses aux questions et commentaires**

Considérant les éléments présentés par l'initiateur dans le document de réponses aux questions et commentaires, est-ce que vous jugez maintenant l'étude d'impact recevable? C'est-à-dire qu'elle traite de façon satisfaisante, selon le champ d'expertise de votre direction, les éléments essentiels à l'analyse environnementale subséquente et à la prise de décision par le gouvernement?

L'étude d'impact ne traite pas de manière satisfaisante des sujets qu'elle doit aborder, l'initiateur doit répondre aux questions suivantes



Si l'étude d'impact n'est pas recevable, quels sont les éléments manquants essentiels à l'analyse environnementale subséquente ?

- Thématiques abordées : Objectifs environnementaux de rejet
- Référence à l'addenda : Réponse à la QC-21
- Texte du commentaire : En effet, une demande d'objectifs environnementaux de rejet (OER) est en cours de traitement et un avis sera transmis sous peu.

Toutefois, lorsque les OER seront fournis à CEC, il devra démontrer, en recevabilité, que l'effluent est en mesure de respecter les OER ou de s'en approcher le plus possible si le rejet est fait à l'environnement, c'est-à-dire s'il ne transite plus par le système d'épuration de Terrebonne/Mascouche.

Les concentrations attendues à l'effluent pour chacun des paramètres visés par les OER doivent être soumises au Ministère, pour pouvoir juger de l'acceptabilité du projet.

Signature(s)

Nom	Titre	Signature	Date
Jacinthe Guillot	Analyste		2025/08/14
Antoine Caron	En remplacement de Charles Cauchon, Directeur		2025/08/14

Clause(s) particulière(s) :

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Présentation du projet		MARCHE À SUIVRE
Nom du projet	Agrandissement du Lieu d'enfouissement technique de Lachenaie sur le territoire de la ville de Terrebonne	
Initiateur de projet	Complexe Enviro Connexions Ltée	
Numéro de dossier	3211-23-0950	
Dépôt de l'étude d'impact	2024/07/24	
Présentation du projet : Complexe Enviro Connexions Ltée (CEC) exploite actuellement un LET situé au nord de l'autoroute 640, dans le secteur Lachenaie de la ville de Terrebonne. Ce lieu d'enfouissement accepte les matières résiduelles provenant entre autres de la grande région de Montréal, de Laval et de villes et municipalités des couronnes Nord et Sud. L'agrandissement projeté du LET sera réalisé sur le secteur Ouest de la propriété de CEC à partir de 2027. Deux zones de dépôt des matières résiduelles distinctes sont prévues dans la zone d'agrandissement. La zone A a une superficie de 31,6 ha et une capacité de 8,4 millions m³. La zone B a une superficie de 69,9 ha et une capacité de 17,7 millions de m³. Les matières résiduelles qui seront enfouies dans les nouvelles cellules du LET de Lachenaie seront issues des secteurs résidentiel, industriel, commercial et institutionnel (ICI) ainsi que du secteur de la construction, de la rénovation et de la démolition (CRD). La capacité annuelle d'enfouissement de la première année d'opération de l'agrandissement (2027) a été établie à 1 230 000 t.m. et celle de la dernière année complète d'opération à 1 150 000 t.m. (2043). La durée de vie projetée du projet d'agrandissement est de 18 ans.		
Présentation du répondant		
Ministère ou organisme	Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs	
Direction ou secteur	Direction principale de l'expertise hydrique	
Avis conjoint	À compléter uniquement si l'avis provient de plus d'une direction ou d'un secteur.	
Région	Vous devez choisir une région administrative	
Numéro de référence	Cliquez ici pour entrer du texte.	

RECEVABILITÉ DE L'ÉTUDE D'IMPACT

Cette étape a pour but de vérifier si tous les éléments nécessaires à l'analyse environnementale des enjeux du projet ont été présentés de manière satisfaisante dans l'étude d'impact. L'étude d'impact doit être cohérente avec les éléments de la Directive. Il s'agit de déterminer si les renseignements requis pour apprécier la qualité et la pertinence des données sont correctement présentés, si la description du milieu, du projet et de ses impacts est complète et si les différentes méthodes utilisées sont appropriées.

1

Avis de recevabilité à la suite du dépôt de l'étude d'impact

Est-ce que vous jugez l'étude d'impact recevable? C'est-à-dire qu'elle traite de façon satisfaisante, selon le champ d'expertise de votre direction, les éléments essentiels à l'analyse environnementale subséquente et à la prise de décision par le gouvernement.	L'étude d'impact ne traite pas de manière satisfaisante des sujets qu'elle doit aborder, l'initiateur doit répondre aux questions
Si l'étude d'impact n'est pas recevable, quels sont les éléments manquants essentiels à l'analyse environnementale subséquente ?	
<div><div><div><div>• Thématiques abordées : Hydrologie et hydraulique des cours d'eau</div><div>• Référence à l'étude d'impact : PR3.1-CEC. Étude d'impact, Volume I – Rapport principal</div><div>• Texte du commentaire :</div></div><div>Section 4.2.4 pages 46-47.: Les éléments suivants sont manquants et sont jugés requis afin de caractériser adéquatement l'hydrographie et l'hydrologie du secteur visé par le projet, désigné « site » à la suite, ainsi qu'à l'aval de celui-ci:</div><div>Caractérisation des cours d'eau</div><div><div>• Identification de tous les segments de cours d'eau qui recueilleront des eaux en provenance du site visé par le projet, de façon directe ou par l'entremise de fossés intermédiaires, sur une carte. Également identification sur cette même carte de tous les segments de cours d'eau dont le bassin versant sera amputé, en raison du projet;</div><div>• Distinction entre segments de cours d'eau intermittents et permanents, jusqu'à l'intersection du ruisseau Saint-Charles avec le chemin des Quarante-arpen, sur une carte. Y présenter également les fossés existants;</div><div>• Critères employés pour distinguer les cours d'eau des fossés;</div></div></div></div>	

- Délimitation actuelle des bassins versants des segments de cours d'eau récepteurs, aux points où ils cesseront de recevoir des eaux en provenance du site, sur une carte. Également, délimitation actuelle des bassins versants qui seront amputés, pour tous les segments de cours d'eau concernés;
- Cartographie des zones sensibles à l'érosion ou aux mouvements de terrain et des zones d'inondation de récurrence de 100 ans, au droit du site et à l'aval de celui-ci, jusqu'à l'intersection du ruisseau Saint-Charles avec le chemin des Quarante-arpenes;
- Détermination des débits d'étiage actuels de chaque segment de cours d'eau récepteur, au point où il cessera de recevoir des eaux en provenance du site. Également, détermination des débits d'étiage actuels de chaque segment de cours d'eau dont le bassin versant sera amputé. Dans les deux cas, ces débits doivent être validés à l'aide de données de débit d'étiage mesurées au site ou en aval, si de telles données existent;
- Détermination des débits de crue actuels de chaque segment de cours d'eau récepteur, au point où il cessera de recevoir des eaux en provenance du site. Également, détermination des débits de crue actuels de chaque segment de cours d'eau dont le bassin versant sera amputé. Dans les deux cas, ces débits doivent être comparées aux données de débit de crue mesurées au site ou en aval, si de telles données existent;
- Caractérisation hydrosédimentaire du ruisseau Saint-Charles et des affluents recevant les eaux du site, jusqu'à l'intersection du ruisseau Saint-Charles avec le chemin des Quarante-arpenes, pour documenter la nature et l'état du lit et des berges ainsi que les zones d'érosion et de sédimentation. Également, caractérisation hydrosédimentaire des segments de cours d'eau dont le bassin versant sera amputé;
- Présentation des données de débit acquises au LET existant ou à l'aval de celui-ci depuis son ouverture, si de telles données existent. Le cas échéant, synthèse des données indicatives de conditions de crue et d'étiage, incluant les informations sur la position relevée, le moment de l'enregistrement, l'aire de bassin versant et le stade de développement associés du LET.
- Drainage en phase de construction

Section 4.2.4 pages 145-147.: La question de l'évacuation des eaux issues du drainage des unités de sable ou de silt et de remblai en surface du site, des étendues d'eau (incluant l'« étendue d'eau de pompage », telle que désignée dans Lapointe (2024)¹) et des fossés semble avoir été éludée par l'initiateur. Pourtant, ce drainage sera intimement lié aux opérations d'excavation et de nivellement requises à la construction. Le rejet des eaux de drainage dans le(s) cours d'eau récepteur(s) va nécessairement augmenter les débits drainés par ce(s) cours d'eau, ce qui pourrait avoir des impacts hydrauliques et hydrosédimentaires significatifs au sein de ceux-ci (érosion, débordement/inondation, surcharge de ponceau(x), etc.). L'initiateur doit donc fournir ces informations :

- Description détaillée de la façon dont sera effectué le drainage des dépôts meubles, des étendues d'eau et des éléments de drainage de surface, préalablement ou parallèlement aux travaux de construction : mode(s) de soutirage et d'évacuation, séquences temporelle et spatiale, rétention ou traitement préalable au rejet si applicable, position du(des) point(s) de rejet pour les eaux issues des différentes composantes à drainer, aménagements particuliers au(x) point(s) de rejet, etc;
- Évaluation des débits de pointe qui seront rejeté(s) au(x) cours d'eau récepteur(s) et comparaison avec les débits de pointe actuels de ce(s) cours d'eau;
- Évaluation des impacts hydrauliques et hydrosédimentaires sur le(s) cours d'eau récepteur(s), associé au rejet des eaux de drainage (érosion, débordement/inondation, surcharge de ponceau(x), etc.);
- Mesures d'atténuation qui seront mises en place pour prévenir ou limiter les impacts hydrauliques et hydrosédimentaires sur le(s) cours d'eau récepteur(s).
- Impact de la gestion des eaux au site en phases d'exploitation et de fermeture/post-fermeture

Section 4.2.4 pages 145-150.: L'initiateur présente une description sommaire de la gestion des eaux de ruissellement et des infrastructures associées prévues. Il mentionne par ailleurs qu'une étude complémentaire en cours viendra préciser la stratégie finale de gestion. Le dépôt de cette étude complémentaire sera requis, avant que l'étude d'impact ne puisse être jugée recevable. Les éléments suivants sont actuellement manquants et sont jugés requis afin de documenter adéquatement les impacts hydrologiques et hydrauliques qui seront associés à la gestion des eaux au site, durant l'exploitation et à sa fermeture:

- Détails de la gestion des eaux de ruissellement, aux étapes d'exploitation minimisant et maximisant le ruissellement retourné au ruisseau ainsi qu'à l'étape post-fermeture, incluant une vue en plan montrant les infrastructures et les directions d'écoulement pour chacune de ces étapes, ainsi que les segments de cours d'eau récepteurs;
- Détermination des débits d'étiage et de pointe rejetés aux segments de cours d'eau récepteurs, pour les étapes d'exploitation minimisant et maximisant le ruissellement retourné au ruisseau, ainsi que pour l'étape post-fermeture. Également, détermination des débits d'étiage et de pointe des segments de cours d'eau dont le bassin versant sera amputé, pour les étapes d'exploitation minimisant et maximisant le ruissellement retourné au ruisseau, ainsi que pour l'étape post-fermeture;
- Évaluation quantitative des impacts hydrologiques du projet sur les segments de cours d'eau récepteurs, ainsi que sur les segments de cours d'eau dont le bassin versant sera amputé, en phases d'exploitation et de fermeture/post-fermeture :

¹ Lapointe, A., 2024. *Caractérisation des milieux humides et hydriques de la portion nord de la Sablière Thouin. Rapport sectoriel*. 26 juin 2024.

- Quantification des variations des débits d'étiage, de crue et moyen, entre les états actuel et les étapes d'exploitation minimisant/maximisant le ruissellement retourné au ruisseau et en post-fermeture;
- Évaluation des impacts hydrauliques et hydrosédimentaires sur les segments de cours d'eau récepteurs, ainsi que sur les segments de cours d'eau dont le bassin versant sera amputé, en phases d'exploitation et de fermeture/post-fermeture :
 - Variation du potentiel d'érosion et de sédimentation;
 - Variation du potentiel d'inondation;
 - Conséquences possibles sur les infrastructures de drainage existantes situées en aval du site.
- Mesures d'atténuation qui seront mises en place pour limiter les impacts hydrauliques et hydrosédimentaires sur le(s) cours d'eau récepteur(s) et éventuellement, sur les segments de cours d'eau dont le bassin versant sera amputé.
- Aménagement de cours d'eau

Section 4.2.4 pages 146. : L'initiateur prévoit la création d'un cours d'eau d'environ 1400 m de longueur sous la ligne de transmission électrique pour acheminer l'eau d'une partie du site vers le ruisseau Saint-Charles (dénommé « cours d'eau à créer » ci-après). Il prévoit également de déplacer les tributaires du ruisseau Saint-Charles circulant dans la partie sud-est du site, vers un secteur situé au-delà du coin sud-est du site. Des détails additionnels concernant ces aménagements de cours d'eau sont demandés afin de pouvoir juger adéquatement de leur fonctionnalité et de leur impact sur le milieu. Entre autres, la DPEH est préoccupée par le futur régime hydrologique du cours d'eau projeté sous la ligne de transmission électrique, et en particulier par la faiblesse ou l'absence éventuelle de l'écoulement entre les épisodes de pluie, ainsi qu'en conditions hivernales, dans un contexte où ce cours d'eau serait aménagé dans un objectif de création de milieu hydrique. Ainsi, l'initiateur doit donc fournir ces informations :

- Critères de conception (crue de conception, morphologie de la section d'écoulement, morphologie en plan, nature du substrat, vitesse critique, relation éventuelle entre la profondeur du chenal et celle de la nappe d'eau présente dans les dépôts de surface, végétalisation, etc.);
- Calendrier de construction;
- Détails d'insertion dans le réseau de drainage du LET et interactions hydrologiques avec les autres ouvrages de drainage (fossés longeant les zones A et B, bassin de rétention), incluant vue(s) en plan;
- Données existantes de profondeur de la nappe d'eau souterraine présente dans les dépôts de surface (sable ou silt, remblai) à l'état actuel, au droit ou dans les environs de la servitude d'Hydro-Québec à l'intérieur de laquelle le cours d'eau à créer sera aménagé;
- Définition de l'interaction anticipée entre le cours d'eau à créer qui sera créé sous la ligne de transmission électrique (= « cours d'eau à créer ») et la nappe d'eau souterraine des dépôts de surface;
- Superficie du bassin versant tributaire du cours d'eau à créer, excluant les empreintes des cellules d'enfouissement, considérant que celles-ci ne participeront pas au maintien d'un débit de base dans ce cours d'eau;
- Estimation du débit moyen annuel dans le cours d'eau à créer, aux étapes d'exploitation minimisant et maximisant le ruissellement vers celui-ci ainsi qu'à l'étape post-fermeture;
- Estimation de la fréquence et de la durée des épisodes où le débit sera non-significatif/nul, et qu'il n'y aura plus d'écoulement dans le cours d'eau à créer, pour une année hydrologique considérée « moyenne »;
- Quantification des débits de crue de conception dans les aménagements de cours d'eau projetés;
- Modification(s) éventuelle(s) des aires de bassin versant actuellement drainées vers les exutoires du LET actuel et du(des) point(s) de rejet de l'agrandissement projeté, due(s) aux aménagements de cours d'eau;
- Évaluation des impacts hydrologiques, hydrauliques et hydrosédimentaires (incluant le potentiel d'érosion, de sédimentation, d'inondation et de surcharge des ouvrages de drainage en aval) dans les segments de cours d'eau récepteurs, associés à ces aménagements de cours d'eau;
- Mesures de suivi qui seront mises en place pour vérifier la fonctionnalité hydrologique et hydraulique ainsi que l'intégrité des aménagements de cours d'eau, suite à leur mise en service.

Signature(s)

Nom	Titre	Signature	Date
Christian Boyaud, ing. M.Sc.	# OIQ 127429		2024/09/11
Cliquez ici pour entrer du texte.	Cliquez ici pour entrer du texte.		Cliquez ici pour entrer une date.

Clause(s) particulière(s) :

2 Avis de recevabilité à la suite du dépôt du document de réponses aux questions et commentaires	
Considérant les éléments présentés par l'initiateur dans le document de réponses aux questions et commentaires, est-ce que vous jugez maintenant l'étude d'impact recevable? C'est-à-dire qu'elle traite de façon satisfaisante, selon le champ d'expertise de votre direction, les éléments essentiels à l'analyse environnementale subséquente et à la prise de décision par le gouvernement?	L'étude d'impact ne traite pas de manière satisfaisante des sujets qu'elle doit aborder, l'initiateur doit répondre aux questions suivantes
Si l'étude d'impact n'est pas recevable, quels sont les éléments manquants essentiels à l'analyse environnementale subséquente ?	
<ul style="list-style-type: none">Thématiques abordées :Référence à l'addenda :Texte du commentaire :	<p>Réseau hydrographique et de drainage</p> <p>PR5.3 Réponses aux questions et commentaires et à l'addenda (QC-33 et QC-37) PR5.4 Réponses aux questions et commentaires et à l'addenda – Annexe QC-33A PR5.5 (1 de 2) Réponses aux questions et commentaires et à l'addenda – Annexe QC-33B (Annexe A) PR5.5 (2 de 2) Réponses aux questions et commentaires et à l'addenda – Annexe QC-33B (Annexe A)</p> <p>Il apparaît difficile de comprendre les détails du réseau hydrographique et de drainage actuel, de même que le réseau futur, en raison de la quantité d'information illustrée et du format de présentation des différentes cartes et plans en traitant. De plus, des incohérences existent entre l'information présentée aux figures dans la note technique de bilan hydrologique et de gestion des eaux pluviales (PR5.4) et celle présentée à la figure 4-3 de l'étude d'impact (PR3.1).</p> <p>L'initiateur doit produire deux cartes de l'ensemble du réseau d'écoulement local, soit une pour l'état actuel et une pour l'état projeté (stade de développement ultime). Chaque carte doit inclure :</p> <ul style="list-style-type: none">- Le tracé des cours d'eau, sur l'ensemble de la zone d'étude et de la portion du bassin versant du ruisseau Saint-Charles à l'amont du chemin des Quarante-Arpents. Chaque cours d'eau doit être clairement identifié;- Le réseau de drainage pré-existant, sur le site de CEC déjà développé;- Le réseau de drainage projeté du site de CEC, à l'état projeté;- Le détail de la connectivité entre les fossés de drainage de CEC (actuels, projetés) et les cours d'eau;- La direction d'écoulement des différents segments de cours d'eau et de fossés;- La délimitation du bassin versant de chaque cours d'eau, à chacun des états. <p>Pour fins de clarté, les cours d'eau doivent être différenciés des autres lits d'écoulement, tout comme les fossés de drainage du LET. Ces autres lits d'écoulements n'ont pas à être cartographiés, s'ils considérés mineurs par l'initiateur. L'aire des différents bassins versants de cours d'eau devrait également être fournie, en complément.</p> <p>Également, la branche amont du ruisseau Saint-Charles, dénommé CE101 dans PR5.5, traverse l'empreinte de l'agrandissement projeté. Il apparaît que cette branche sera détruite, et que les eaux du ruisseau seront canalisées en fossé et envoyées au bassin de rétention projeté. L'initiateur doit évaluer la faisabilité de dériver ces eaux dans un réaménagement de cours d'eau qui contournerait les cellules projetées, plutôt que de les intégrer au réseau de drainage de l'agrandissement proposé. La ou les variante(s) de contournement évaluée(s) devrai(en)t être comparée(s) avec l'approche proposée par l'initiateur. L'option jugée optimale devrait être retenue. Si celle-ci demeure l'approche proposée d'intégration au réseau de drainage, l'initiateur doit le justifier adéquatement.</p> <p>Modélisation hydrologique & hydraulique de l'écoulement au site</p> <p>PR5.4 Réponses aux questions et commentaires et à l'addenda – Annexe QC-33A PR5.5 (1 de 2) Réponses aux questions et commentaires et à l'addenda – Annexe QC-33B (Annexe A) PR5.5 (2 de 2) Réponses aux questions et commentaires et à l'addenda – Annexe QC-33B (Annexe A)</p> <p>Certaines simplifications mises de l'avant dans la construction du modèle hydrologique-hydraulique présenté dans PR5.4 apparaissent mal adaptées pour représenter adéquatement la dynamique d'écoulement réelle.</p> <p>L'initiateur doit :</p> <ul style="list-style-type: none">- Déplacer vers l'amont le point de référence « A », utilisé pour quantifier les débits sortant du site de l'agrandissement, afin d'exclure l'apport en ruissellement de tout terrain situé à l'aval de la zone visée par le projet d'agrandissement;- S'assurer que le découpage des différents sous-bassins respecte la structure du réseau hydrographique. Ainsi, chaque cours d'eau tributaire du ruisseau Saint-Charles devrait avoir son ou ses sous-bassin(s) qui lui est(sont) propre(s), et qui reprodui(sen)t l'extension réelle (actuelle, projetée) du bassin versant du tributaire : CE104, CE01, ainsi que tou(s)t autre(s) cours d'eau (le cas échéant). <p>Analyse hydrologique (détermination des débits)</p> <p>PR5.3 Réponses aux questions et commentaires et à l'addenda (QC-33, QC-34 et QC-37) PR5.4 Réponses aux questions et commentaires et à l'addenda – Annexe QC-33A</p>

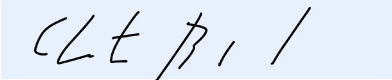

<div><div></div><div>• Texte du commentaire :</div></div>	<div>Des précisions sont requises concernant les débits de crue présentés dans la note technique de bilan hydrologique et de gestion des eaux pluviales (PR5.4).</div> <div>Ainsi, l'initiateur doit :<ul style="list-style-type: none">- Préciser ce à quoi correspond le paramètre de « débit maximal à respecter », présenté aux tableaux 6-5 et 6-6. Il doit également expliquer pourquoi les valeurs de ce paramètre sont différentes des débits à l'état prédéveloppement correspondants, qui sont présentés au tableau 5-1;- Préciser ce à quoi correspond le paramètre de « débit de rejet maximal », présenté aux tableaux 6-5 et 6-6. Il doit également expliquer pourquoi les valeurs de débit de rejet maximal au point A pour une pluie majorée sont différentes des débits passant dans le cours d'eau proposé, qui sont présentés au tableau 7-1.</div> <div>Certains des débits propres à des conditions hydrologiques ou de développement spécifiques, demandées dans le premier avis, n'ont pas été fournis. De plus, la modification du modèle hydrologique-hydraulique demandée à la question précédente nécessite de recalculer les débits déjà fournis.</div> <div>L'initiateur doit donc :<ul style="list-style-type: none">- Identifier l'état de développement de l'agrandissement qui minimisera les débits d'étiage dans les cours d'eau affectés par le projet, ainsi que l'état de développement qui maximisera les débits de crue. À noter que ces états pourraient varier, d'un cours d'eau à l'autre;- Déterminer les débits d'étiage, moyen et de crue au nouveau point A (sans terrain non-développé en aval de l'agrandissement), aux états actuel et projeté. Les débits d'étiage et de crue à l'état projeté devraient correspondre aux stades de développement minimisant l'étiage et maximisant la crue, respectivement;- Déterminer les débits d'étiage, moyen et de crue pour chacun des cours d'eau dont le bassin versant sera amputé par le projet, aux états actuel et projeté. Les débits d'étiage et de crue à l'état projeté devraient correspondre aux stades de développement minimisant l'étiage et maximisant la crue, respectivement;- Indiquer si le mode de gestion des eaux et les débits rejetés au milieu récepteur seront les mêmes, entre l'état ultime de développement et l'état post-fermeture. Dans la négative, chiffrer également l'ensemble des débits demandés, pour l'état post-fermeture.</div>
<div><div></div><div>• Thématiques abordées :</div><div>• Référence à l'addenda :</div></div>	<div>Impacts hydrologiques, hydrauliques et hydrosédimentaires – phase de construction</div> <div>PR5.3 Réponses aux questions et commentaires et à l'addenda (QC-36)</div>
<div><div></div><div>• Texte du commentaire :</div></div>	<div>Des précisions sont requises relativement au drainage initial des terrains, et à la gestion des eaux issues de celui-ci, durant la construction.</div> <div>L'initiateur doit donc :<ul style="list-style-type: none">- Préciser le mode de drainage des étendues d'eau et des fossés présents en surface des terrains à excaver, ainsi que le mode de gestion de ces eaux;- Évaluer les débits de pointe associés au rejet, dans le cours d'eau récepteur, des eaux issues du drainage initial de ces terrains, et les comparer avec les débits de pointe du cours d'eau en conditions actuelles. Si le rejet de ces eaux pourrait survenir de façon synchrone avec des précipitations importantes, veuillez également additionner l'apport en ruissellement dans l'évaluation des débits rejetés;- Évaluer le potentiel d'érosion, d'inondation des terrains et de surcharge des infrastructures de drainage dans le cours d'eau récepteur, en réponse au rejet des eaux de drainage, si des débits importants (> débit de crue actuel 1 :2 ans) sont sujets à se produire;- Si des impacts significatifs sont anticipés dans le cours d'eau récepteur, indiquer les mesures d'atténuation qui seront mises en place pour limiter ces impacts.</div>
<div><div></div><div>• Thématiques abordées :</div><div>• Référence à l'addenda :</div></div>	<div>Réaménagement de cours d'eau</div> <div>PR5.3 Réponses aux questions et commentaires et à l'addenda (QC-35)</div> <div>PR5.4 Réponses aux questions et commentaires et à l'addenda – Annexe QC-33A</div>
<div><div></div><div>• Texte du commentaire :</div></div>	<div>Un réaménagement de cours d'eau est proposé en aval de l'agrandissement projeté, pour rediriger les eaux s'évacuant du bassin de rétention vers le chenal naturel du ruisseau Saint-Charles. L'initiateur doit compléter les détails de conception préliminaire présentés dans PR5.4, en fournissant les informations suivantes:<ul style="list-style-type: none">- Morphologie en plan proposée;- Végétalisation prévue sur la berge et en rive;- Autre(s) caractéristique(s) d'aménagement qui pourrait conférer un caractère « naturel » au réaménagement;- Mesures de suivi qui seront mises en place pour vérifier la fonctionnalité du réaménagement et le maintien de son intégrité dans le temps.</div>
<div><div></div><div>• Thématiques abordées :</div><div>• Référence à l'addenda :</div></div>	<div>Impacts hydrologiques, hydrauliques et hydrosédimentaires – phase d'exploitation, de fermeture et post-fermeture</div> <div>PR5.3 Réponses aux questions et commentaires et à l'addenda (QC-34 et QC-37)</div> <div>PR5.4 Réponses aux questions et commentaires et à l'addenda – Annexe QC-33A</div>

• Texte du commentaire :

Sur la base des nouveaux résultats d'analyse hydrologique, l'initiateur doit :

- Mettre à jour l'évaluation de l'impact hydraulique du projet sur le ruisseau Saint-Charles, à partir du point de raccordement du réaménagement proposé avec le chenal naturel, en conditions de crue;
- Évaluer l'effet de la rétention sur le régime hydrologique du ruisseau Saint-Charles en conditions sèches (étiage), dans le réaménagement proposé ainsi que dans le chenal naturel, à l'aval du point de raccordement;
- Statuer sur le potentiel de sédimentation dans le ruisseau Saint-Charles, en réponse au projet;
- Évaluer l'impact hydraulique aux différents cours d'eau dont le bassin versant sera amputé;
- Statuer sur le potentiel de sédimentation dans ces cours d'eau, en réponse au projet;
- Si des impacts significatifs sont anticipés dans l'un ou l'autre de ces cours d'eau, indiquer les mesures d'atténuation qui seront mises en place pour limiter ces impacts.

Signature(s)

Nom	Titre	Signature	Date
Christian Boyaud, ing., M.Sc.	Ingénieur (OIQ # 127429)		2025/09/03
Jean Francoeur, ing., M.Sc.	Directeur principal		2025-09-04 Cliquez ici pour entrer une date.

Clause(s) particulière(s) :

ANALYSE DE L'ACCEPTABILITÉ ENVIRONNEMENTALE DU PROJET

Cette étape vise à évaluer la raison d'être du projet, les impacts appréhendés de ce projet sur les milieux biologique, physique et humain et à se prononcer sur l'acceptabilité du projet. Elle permet de déterminer si les impacts du projet sont acceptables et de prévoir, le cas échéant, des modifications au projet, des mesures d'atténuation ou de suivi.

3

Avis d'acceptabilité environnementale du projet

Selon les renseignements déposés par l'initiateur et en fonction de votre champ de compétence, le projet est-il acceptable sur le plan environnemental, tel que présenté?

Choisissez une réponse

Justification :

Signature(s)

Nom	Titre	Signature	Date
Cliquez ici pour entrer du texte.	Cliquez ici pour entrer du texte.		Cliquez ici pour entrer une date.
Cliquez ici pour entrer du texte.	Cliquez ici pour entrer du texte.		Cliquez ici pour entrer une date.

Clause(s) particulière(s) :

Au besoin, utilisez l'emplacement ci-dessous pour ajouter des tableaux

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Présentation du projet		MARCHE À SUIVRE
Nom du projet	Agrandissement du Lieu d'enfouissement technique de Lachenaie sur le territoire de la ville de Terrebonne	
Initiateur de projet	Complexe Enviro Connexions Itée	
Numéro de dossier	3211-23-0950	
Dépôt de l'étude d'impact	2024/07/24	
Présentation du projet : Complexe Enviro Connexions Itée (CEC) exploite actuellement un LET situé au nord de l'autoroute 640, dans le secteur Lachenaie de la ville de Terrebonne. Ce lieu d'enfouissement accepte les matières résiduelles provenant entre autres de la grande région de Montréal, de Laval et de villes et municipalités des couronnes Nord et Sud. L'agrandissement projeté du LET sera réalisé sur le secteur Ouest de la propriété de CEC à partir de 2027. Deux zones de dépôt des matières résiduelles distinctes sont prévues dans la zone d'agrandissement. La zone A a une superficie de 31,6 ha et une capacité de 8,4 millions m³. La zone B a une superficie de 69,9 ha et une capacité de 17,7 millions de m³. Les matières résiduelles qui seront enfouies dans les nouvelles cellules du LET de Lachenaie seront issues des secteurs résidentiel, industriel, commercial et institutionnel (ICI) ainsi que du secteur de la construction, de la rénovation et de la démolition (CRD). La capacité annuelle d'enfouissement de la première année d'opération de l'agrandissement (2027) a été établie à 1 230 000 t.m. et celle de la dernière année complète d'opération à 1 150 000 t.m. (2043). La durée de vie projetée du projet d'agrandissement est de 18 ans.		
Présentation du répondant		
Ministère ou organisme	Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs	
Direction ou secteur	Direction de l'eau potable, des eaux souterraines et de surface (DEPESS)	
Avis conjoint	À compléter uniquement si l'avis provient de plus d'une direction ou d'un secteur.	
Région	Vous devez choisir une région administrative	
Numéro de référence	SCW-1298246	

RECEVABILITÉ DE L'ÉTUDE D'IMPACT

Cette étape a pour but de vérifier si tous les éléments nécessaires à l'analyse environnementale des enjeux du projet ont été présentés de manière satisfaisante dans l'étude d'impact. L'étude d'impact doit être cohérente avec les éléments de la Directive. Il s'agit de déterminer si les renseignements requis pour apprécier la qualité et la pertinence des données sont correctement présentés, si la description du milieu, du projet et de ses impacts est complète et si les différentes méthodes utilisées sont appropriées.

1

Avis de recevabilité à la suite du dépôt de l'étude d'impact

Est-ce que vous jugez l'étude d'impact recevable? C'est-à-dire qu'elle traite de façon satisfaisante, selon le champ d'expertise de votre direction, les éléments essentiels à l'analyse environnementale subséquente et à la prise de décision par le gouvernement.

L'étude d'impact ne traite pas de manière satisfaisante des sujets qu'elle doit aborder, l'initiateur doit répondre aux questions suivantes

Si l'étude d'impact n'est pas recevable, quels sont les éléments manquants essentiels à l'analyse environnementale subséquente ?

• Thématiques abordées :

• Référence à l'étude d'impact :

• Texte du commentaire :

Fréquence d'échantillonnage des eaux souterraines

Section 14.6 (PR3.10 – Étude de conception du secteur ouest)

À la section 14.6, concernant la fréquence d'échantillonnage des eaux souterraines, on peut lire : :

Au moins trois fois par année, soit au printemps, à l'été et à l'automne, des échantillons d'eau souterraine seront prélevés à chaque puits d'observation. Pour une des trois campagnes de prélèvement, les échantillons seront analysés pour les paramètres et substances énumérés aux articles 57 et 66 du REIMR. Pour les deux autres campagnes d'échantillonnage annuelles exigées, l'analyse des eaux souterraines ne portera que sur les indicateurs énumérés à l'article 66. Le niveau piézométrique des eaux souterraines sera mesuré avant l'échantillonnage.

Notre compréhension de ce passage est que, des trois campagnes de caractérisation prévues annuellement, les substances de l'article 57 ne seront analysées que lors d'une seule campagne.

Par la suite, on mentionne :

Dans le cas où, pendant une période de suivi minimal de deux années, les résultats d'analyse du lixiviat avant traitement révéleraient que la concentration de certains paramètres a toujours été inférieure aux valeurs limites mentionnées à l'article 57 du REIMR, l'analyse de ces paramètres dans les eaux souterraines pourra alors être interrompue. Les nouveaux puits d'observation intégrés au programme de suivi feront toutefois l'objet d'un suivi complet (paramètres des articles 57 et 66 du REIMR) pour une période minimale de deux années avant d'exclure une substance donnée.

Il semble pertinent ici de clarifier la portée de la dernière phrase :

- Non seulement les nouveaux puits d'observation, mais l'ensemble des puits d'observation retenus au réseau de suivi des eaux souterraines des zones A et B (nouveaux puits et puits existants) devront être caractérisés pour la totalité des substances énumérées aux articles 57 et 66 sur une période minimale de deux années;
- Durant ces deux années de suivi complet, il est requis que l'ensemble des paramètres (substances) des articles 57 et 66 soient analysées trois fois par année.

Sur ce point, l'article 66 du REIMR est clair :

Après une période de suivi minimale de 2 années, l'analyse des échantillons prélevés peut exclure les paramètres ou substances dont la concentration mesurée dans les lixiviats avant traitement, s'il y a lieu, a toujours été inférieure aux valeurs limites mentionnées à l'article 57, exception faite des paramètres ou substances indicateurs; cette réduction du nombre de paramètres ou de substances à analyser vaut aussi longtemps que les analyses annuelles des lixiviats, avant traitement, montrent que cette condition est satisfaite. De plus, pour 2 des 3 campagnes d'échantillonnage annuelles exigées, l'analyse peut ne porter que sur les paramètres ou substances indicateurs énumérés au premier alinéa.

Après vérification auprès de la Direction des matières résiduelles (DMR), l'ensemble des paramètres trouvés à l'article 57 doivent être analysés 3 fois par année, et ce, minimalement pour les 2 premières années du suivi. Des conditions particulières décrites à l'article 66 permettent de réduire le nombre de substances analysées seulement au terme des deux premières années de suivi complet.

Considérant que les secteurs A et B représentent des nouvelles infrastructures de disposition de matières résiduelles dont les performances n'ont pas encore été démontrées, elles doivent être considérées comme tel du point de vue de la protection des eaux souterraines.

Selon la DEPESS, le demandeur doit s'engager à respecter les conditions de suivi des eaux souterraines décrites à l'article 66 du REIMR. C'est-à-dire respecter une fréquence d'échantillonnage de trois campagnes annuellement et d'y analyser, pour chaque campagne, l'ensemble des paramètres énumérés à l'article 57. De plus, cet engagement devrait aussi s'appliquer aux puits existants retenus dans le réseau de suivi des zones A et B au même titre que les nouveaux puits d'observation projetés.

- Thématiques abordées :
- Référence à l'étude d'impact :
- Texte du commentaire :

Disposition des puits d'observation des eaux souterraines

Figure 14.2 – Annexe 1 (PR3.10 – Étude de conception du secteur ouest)

À la figure 14.2, la disposition des puits d'observation, telle que proposée, ne couvre pas le flanc sud-est de la zone B. Il semble pertinent d'y ajouter un puits supplémentaire ou de déplacer le puits projeté à l'extrémité nord-ouest de la cellule A à cet endroit, tel que proposé à la figure 1 plus bas.

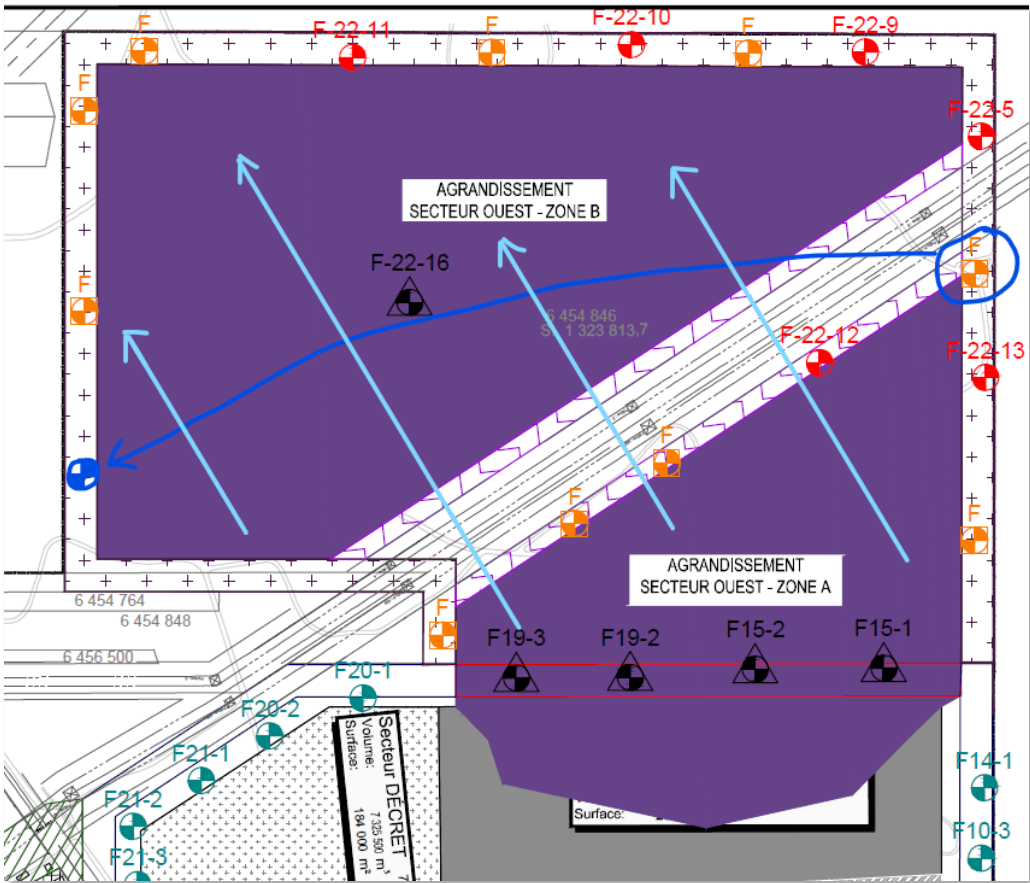


Figure 1 Extrait de la figure 14.2 - Annexe 1 - PR3.10 Étude de conception du secteur ouest. La flèche bleu foncé indique le déplacement proposé, alors que les flèches bleues pâles indiquent la direction approximative de l'écoulement des eaux souterraines. Le nord se trouve à droite de la figure.

La DEPESS est d'avis que la disposition des puits, tel que proposée, ne permet pas un suivi adéquat de la qualité des eaux souterraines sur l'ensemble du secteur ouest. Il semble requis d'ajouter (ou déplacer) un puits le long du flanc sud-est de la zone B. Le demandeur s'engage-t-il à ajouter ou déplacer un puits de manière à ceinturer complètement la zone B?

- Thématiques abordées :
- Référence à l'étude d'impact :
- Texte du commentaire :

Suivi de la qualité des eaux souterraines - SPFA
Section 14.6 Eaux souterraines – PR3.10 Étude de conception du secteur ouest
Une réglementation fédérale interdit la fabrication, l'utilisation, la vente et l'importation des substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées (SPFA) les plus toxiques, persistants et bioaccumulables et des produits qui en contiennent. Ces interdictions visent le PFOS depuis 2008 et le PFOA depuis 2016 ainsi que d'autres SPFA à longues chaînes. De plus, Santé Canada fixe un objectif de 30 nanogrammes par litre (ng/L) pour la somme de 25 PFAS dans l'eau potable (« [Objectif pour la qualité de l'eau potable au Canada – Substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées](#) ».). Cet objectif est à considérer afin d'évaluer la présence des SPFA dans les eaux potables et pour mettre en œuvre des solutions pour réduire l'exposition de la population aux SPFA lorsque jugé nécessaire.

Comme les lieux d'enfouissement sont généralement considérés comme des sources potentielles de contamination de l'environnement par les SPFA, il serait pertinent de vérifier leur présence sur le site à l'étude. Cette vérification des PFAS devrait être réalisée en utilisant l'approche analytique proposée par Santé Canada qui fixe un objectif de 30 nanogrammes par litre (ng/L) pour la somme de 25 PFAS. Les spécifications relatives à cet objectif sont décrites dans le document intitulé « [Objectif pour la qualité de l'eau potable au Canada – Substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées](#) ».

Recommandation de la DEPESS :
L'ajout des SPFA dans le cadre d'une caractérisation initiale du projet serait souhaitable, considérant notamment la présence du LET en exploitation sur le même site. Dans ce contexte, le promoteur s'engage-t-il à ajouter les SPFA à l'ensemble des puits, incluant les puits aménagés au pourtour du LET en exploitation et ce, pour une seule année, de manière à en vérifier la présence ?

Signature(s)			
Nom	Titre	Signature	Date
Philippe Ferron	Hydrogéologue, M.Sc.		2024/09/13
Pierre Ladevèze	Directeur		2024/09/13
Clause(s) particulière(s) :			
<p>L'application des dispositions du REIMR relatives aux eaux souterraines relèvent de la Direction des matières résiduelles. L'implication de la DEPES dans ce type de dossier se limite à l'analyse des études hydrogéologiques et des impacts potentiels du projet sur les eaux souterraines d'un point de vue quantitatif et qualitatif, ainsi que sur les usagers de la ressource.</p> <p>La responsabilité de l'analyse des données et des conclusions qui sont tirées des études consultées demeurent entièrement à la charge du consultant et du promoteur. Le rôle des ingénieurs et géologues de la DEPESS se limite à informer le demandeur à savoir si les règles de l'art et les principes généralement admis en hydrogéologie sont respectés dans les études qui leur sont fournies. Les ingénieurs et géologues de la DEPESS ne peuvent attester que les résultats sont bons, ou que les calculs faits sont exacts puisqu'ils prendraient alors la responsabilité professionnelle de travaux qu'ils n'ont pas effectués ni supervisés personnellement.</p>			

2 Avis de recevabilité à la suite du dépôt du document de réponses aux questions et commentaires	
Considérant les éléments présentés par l'initiateur dans le document de réponses aux questions et commentaires, est-ce que vous jugez maintenant l'étude d'impact recevable? C'est-à-dire qu'elle traite de façon satisfaisante, selon le champ d'expertise de votre direction, les éléments essentiels à l'analyse environnementale subséquente et à la prise de décision par le gouvernement?	L'étude d'impact est recevable
Si l'étude d'impact n'est pas recevable, quels sont les éléments manquants essentiels à l'analyse environnementale subséquente ?	
<ul style="list-style-type: none">Thématiques abordées :Référence à l'addenda :Texte du commentaire :	<p>Fréquence d'échantillonnage des eaux souterraines</p> <p>Réponse à la question QC-38</p> <p>La réponse du demandeur est acceptable. Ce dernier mentionne que « <i>le plan de suivi respectera toutes les exigences réglementaires exigées, comme c'est le cas actuellement</i> ». La DEPESS n'a plus de commentaires à formuler sur cet enjeu.</p>
<ul style="list-style-type: none">Thématiques abordées :Référence à l'addenda :Texte du commentaire :	<p>Disposition des puits d'observation des eaux souterraines</p> <p>Réponse à la question QC-40</p> <p>La réponse du demandeur est acceptable. Ce dernier mentionne que « <i>Un puits sera déplacé, comme proposé. De plus, la position des puits sera précisée dans le cadre de chaque autorisation ministérielle qui sera déposée au cours des différentes phases d'exploitation du secteur ouest</i> ». La DEPESS n'a plus de commentaires à formuler sur cet enjeu.</p>
<ul style="list-style-type: none">Thématiques abordées :Référence à l'addenda :Texte du commentaire :	<p>Caractérisation des substances perfluoroalkyliques et polyfluoroalkyliques (SPFA)</p> <p>Réponse à la question QC-41</p> <p>D'entrée de jeu, la DEPESS note que la recommandation initialement formulée dans son avis de septembre 2024 (section 1 – plus haut) en lien à cet enjeu a été reformulée, à la question QC-41, en retirant la notion d'échantillonnage, en plus des puits projetés, sur l'ensemble des puits existants. En effet, le libellé du 3^e paragraphe de la QC-41 se lit comme suit :</p> <p><i>Le MELCCFP est d'avis que l'ajout des SPFA dans le cadre d'une caractérisation initiale du projet serait souhaitable, considérant la présence actuelle du LET. Dans ce contexte, quelles sont les propositions de l'initiateur ?</i></p> <p>Dans sa réponse, le demandeur apporte divers arguments justifiant son refus de procéder à l'ajout des SPFA à la caractérisation initiale du projet :</p>

« (...) on retrouve des SPFA dans l'eau souterraine et de surface dans une multitude d'autres endroits en l'absence de lieux d'enfouissement. L'établissement d'un lien de causalité entre des teneurs en SPFA et les nombreuses activités qui peuvent être présentes dans un secteur est très difficile à faire ».

En réalisant une caractérisation de l'ensemble des puits existants constituant le réseau de suivi actuellement aménagé, en plus des puits projetés, il devient possible de départager les détections, le cas échéant, mesurées dans les puits aménagés en amont des cellules existantes des puits trouvés en aval de celles-ci, et ainsi établir un lien de causalité potentiel. La répartition des puits d'observation exigée à l'article 65 du REIMR est d'ailleurs basée sur ce principe.

« (...) il est légitime de la part de CEC de se demander comment les résultats, en l'absence d'un cadre réglementaire pour la détection, la surveillance et le contrôle de ces substances, pourraient bien être interprétés par le Ministère et par les citoyens ».

La DEPESS souhaite rappeler les dispositions prévues au 2^e paragraphe de l'article 20 de la LQE rappelle que nul ne peut rejeter « *tout contaminant dont la présence dans l'environnement est prohibée par règlement ou est susceptible de porter atteinte à la vie, à la santé, à la sécurité, au bien-être ou au confort de l'être humain, de causer du dommage ou de porter autrement préjudice à la qualité de l'environnement, aux écosystèmes, aux espèces vivantes ou aux biens* ».

De plus, il est reconnu dans la littérature scientifique que les SPFA constituent un danger pour la santé humaine. Par l'établissement d'un objectif pour la qualité de l'eau potable pour la somme des concentrations de 25 SPFA, fixé à 30 ng/L par *Santé Canada* ([Objectif pour la qualité de l'eau potable au Canada substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées](#)) et par la production, par l'*Institut national de santé publique du Québec* (INSPQ), d'un logigramme d'aide à la décision ([Logigramme d'aide à la décision pour la présence des substances per- et polyfluoroalkylées \(PFAS\) dans l'eau potable](#)), il est reconnu par les autorités que les SPFA sont susceptibles de porter atteinte à la santé humaine.

Concernant la surveillance en absence de critère ou de norme établie pour une substance particulière, la DEPESS recommande la méthode statistique de Man-Kendall décrite au [Guide technique de suivi de la qualité des eaux souterraines](#) (GTSQES) qui consiste en une analyse de tendances.

« Si le Ministère souhaite acquérir des connaissances spécifiques sur les LET en tant que sources potentielles de contamination de l'environnement par les SPFA, CEC est d'avis que la caractérisation des eaux souterraines et des eaux de surface des secteurs environnants d'un seul LET, n'est pas le meilleur moyen d'y parvenir puisque la qualité de ces eaux est assurément affectée par d'autres activités présentes ou passées dans la région. (...) il serait plus pertinent d'effectuer une modification réglementaire où l'ensemble des LET contribuerait à l'acquisition de connaissances et serait assujetti aux mêmes règles et exigences ».

La recommandation de la DEPESS ne vise pas l'acquisition de connaissances spécifiques sur les LET en tant que sources potentielles de contamination de l'environnement par les SPFA. Les lieux d'enfouissement, particulièrement les lieux d'enfouissement sanitaires (LES), sont déjà reconnus dans la littérature comme sources de SPFA. La DEPESS cherche plutôt à assurer la protection de l'environnement et des usagers de la ressource, notamment en respect des dispositions prévues à l'article 20 de la LQE.

C'est dans cette perspective que, depuis 2022, la DEPESS recommande l'ajout des SPFA à la caractérisation de l'état initial de la qualité des eaux souterraines pour tout nouveau projet d'implantation de LET ou d'agrandissement de LET existant, tant au niveau des puits d'observation projetés que des puits constituant un réseau de suivi existant.

« D'autre part, bien que Santé Canada fixe un objectif de 30 nanogrammes par litre (ng/L) pour la somme de 25 SPFA, cet objectif concerne l'eau potable. Il n'existe pas actuellement de cadre réglementaire ou de normes applicables pour les substances SPFA dans les eaux souterraines ou de surface dans les règlements qui encadrent la gestion des matières résiduelles, ou d'autres activités, au Québec ».

Soulignons que l'absence de critères ou normes réglementaires applicables aux eaux souterraines ne rend pas caduc l'objectif d'en identifier la présence, par mesure préventive au moins.

« Lorsque les méthodes d'échantillonnage et d'analyses auront été éprouvées et standardisées et qu'une réglementation spécifique, claire et équitable sera existante et applicable à l'ensemble de la province, CEC effectuera les activités de suivi de la qualité des eaux nécessaires/exigées ».

Concernant les **méthodes d'échantillonnage**, la DEPESS confirme qu'il n'existe pas, pour l'instant, de méthode « standardisée ». En attente d'une telle standardisation de méthode, le ministère considère que les protocoles d'échantillonnage trouvés dans le [Guide d'échantillonnage à des fins d'analyses environnementales – Cahier 3](#) constituent une base acceptable qui demeure recommandée pour l'échantillonnage des SPFA.

Outre cette source d'information (Cahier 3), diverses publications alternatives sont disponibles en ligne. En voici quelques-unes :

- [Sampling Precautions and Laboratory Analytical Methods for Per- and Polyfluoroalkyl Substances \(PFAS\)](#) publié par l'*Interstate Technology Regulatory Council* (ITRC)
- [Groundwater Sample Collection for Perfluoroalkyl and Polyfluoroalkyl Substances \(PFAS\) Analysis](#) publié par le gouvernement de la Colombie Britannique
- [PFAS Environmental Sampling Guidance \(ESG\)](#) publié par le *Department of Energy* (USA).
- [General PFAS sampling guidance](#) publié par le *Michigan Department of Environment, Great Lakes, and Energy* (EGLE)
- [Guidance for Per- and Polyfluoroalkyl substances \(PFAS\): Sampling](#) publié par la *Minnesota Pollution Control Agency* (MPCA)

Concernant les **méthodes d'analyse**, le *Centre d'expertise en analyse environnementale du Québec* (CEAEQ) utilise la méthode analytique MA. 400 – PFC 1.0 pour les produits perfluorés. Cette méthode analytique est décrite au document intitulé « [Détermination des produits perfluorés : dosage par chromatographie en phase liquide couplée à un spectromètre de masse en tandem](#) », disponible sur la page web du CEAEQ.

Recommandation de la DEPESS



La DEPESS prend note du refus de l'initiateur de procéder à une caractérisation initiale des SPFA dans les eaux souterraines du secteur visé par le projet d'agrandissement est essentiellement justifié par l'absence de méthodes d'échantillonnage et d'analyses « éprouvées et standardisées » ainsi que l'absence d'une « réglementation spécifique, claire et équitable (...) applicable à l'ensemble de la province »,

La DEPESS réalise aussi que le libellé de la question QC-41 manquait de précision quant aux objectifs concrets visés par l'échantillonnage des SPFA lors de l'établissement de l'état initial et laissait place à une interprétation inéquitable de la requête.

Tel qu'expliqué plus haut, la recommandation de la DEPESS ciblant la caractérisation initiale des SPFA dans l'ensemble des puits du réseau de suivi de la qualité des eaux souterraines (existants et projetés) découle plutôt d'un souci de prévention quant aux risques d'impact des SPFA sur la santé humaine et sur l'environnement (article 20 de la LQE). Bien qu'aucune méthode d'échantillonnage éprouvée et standardisée pour les SPFA ne soit publiée par le ministère et qu'aucune réglementation spécifique applicable à l'ensemble de la province n'existe pour l'instant, les exigences prévues à l'article 20 de la LQE demeurent. De plus, considérant que le type de déchets prévu pour l'agrandissement du LET est susceptible de générer ce type de contaminants, la caractérisation proposée permettra d'approfondir les connaissances quant à une potentielle contribution des LET à la contamination des eaux souterraines par des SPFA.

La DEPESS recommande donc l'ajout des SPFA à la caractérisation de l'état initial de la qualité des eaux souterraines pour tout nouveau projet d'implantation de LET ou d'agrandissement de LET existant, tant au niveau des puits d'observation projetés que pour les puits d'un réseau de suivi existant.

Considérant les arguments formulés plus haut quant au bien-fondé d'ajouter les SPFA à la caractérisation initiale, la DEPESS considère toujours qu'il est justifié d'ajouter les SPFA à la caractérisation de l'état initial de la qualité des eaux souterraines, tant au niveau des puits d'observation projetés que pour les puits du réseau de suivi existant au LET de Lachenaie. Cet enjeu sera repris au moment de statuer sur l'acceptabilité du projet.

Signature(s)			
Nom	Titre	Signature	Date
Philippe Ferron	Hydrogéologue, M.Sc.		2025/09/11
Pierre Ladevèze	Directeur		2025/09/11
Clause(s) particulière(s) :			
L'application des dispositions du REIMR relatives aux eaux souterraines relèvent de la Direction des matières résiduelles. L'implication de la DEPESS dans ce type de dossier se limite à l'analyse des études hydrogéologiques et des impacts potentiels du projet sur les eaux souterraines d'un point de vue quantitatif et qualitatif, ainsi que sur les usagers de la ressource.			
La responsabilité de l'analyse des données et des conclusions qui sont tirées des études consultées demeurent entièrement à la charge du consultant et du promoteur. Le rôle des ingénieurs et géologues de la DEPESS se limite à informer le			

demandeur à savoir si les règles de l'art et les principes généralement admis en hydrogéologie sont respectés dans les études qui leur sont fournies. Les ingénieurs et géologues de la DEPESS ne peuvent attester que les résultats sont bons, ou que les calculs faits sont exacts puisqu'ils prendraient alors la responsabilité professionnelle de travaux qu'ils n'ont pas effectués ni supervisés personnellement.

ANALYSE DE L'ACCEPTABILITÉ ENVIRONNEMENTALE DU PROJET

Cette étape vise à évaluer la raison d'être du projet, les impacts appréhendés de ce projet sur les milieux biologique, physique et humain et à se prononcer sur l'acceptabilité du projet. Elle permet de déterminer si les impacts du projet sont acceptables et de prévoir, le cas échéant, des modifications au projet, des mesures d'atténuation ou de suivi.

3

Avis d'acceptabilité environnementale du projet

Selon les renseignements déposés par l'initiateur et en fonction de votre champ de compétence, le projet est-il acceptable sur le plan environnemental, tel que présenté?

Choisissez une réponse

Justification :

Signature(s)

Nom	Titre	Signature	Date
Cliquez ici pour entrer du texte.	Cliquez ici pour entrer du texte.		Cliquez ici pour entrer une date.
Cliquez ici pour entrer du texte.	Cliquez ici pour entrer du texte.		Cliquez ici pour entrer une date.

Clause(s) particulière(s) :

Au besoin, utilisez l'emplacement ci-dessous pour ajouter des figures

Au besoin, utilisez l'emplacement ci-dessous pour ajouter des tableaux

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Présentation du projet		MARCHE À SUIVRE
Nom du projet	Agrandissement du Lieu d'enfouissement technique de Lachenaie sur le territoire de la ville de Terrebonne	
Initiateur de projet	Complexe Enviro Connexions Itée	
Numéro de dossier	3211-23-0950	
Dépôt de l'étude d'impact	2024/07/24	
Présentation du projet : Complexe Enviro Connexions Itée (CEC) exploite actuellement un LET situé au nord de l'autoroute 640, dans le secteur Lachenaie de la ville de Terrebonne. Ce lieu d'enfouissement accepte les matières résiduelles provenant entre autres de la grande région de Montréal, de Laval et de villes et municipalités des couronnes Nord et Sud. L'agrandissement projeté du LET sera réalisé sur le secteur Ouest de la propriété de CEC à partir de 2027. Deux zones de dépôt des matières résiduelles distinctes sont prévues dans la zone d'agrandissement. La zone A a une superficie de 31,6 ha et une capacité de 8,4 millions m³. La zone B a une superficie de 69,9 ha et une capacité de 17,7 millions de m³. Les matières résiduelles qui seront enfouies dans les nouvelles cellules du LET de Lachenaie seront issues des secteurs résidentiel, industriel, commercial et institutionnel (ICI) ainsi que du secteur de la construction, de la rénovation et de la démolition (CRD). La capacité annuelle d'enfouissement de la première année d'opération de l'agrandissement (2027) a été établie à 1 230 000 t.m. et celle de la dernière année complète d'opération à 1 150 000 t.m. (2043). La durée de vie projetée du projet d'agrandissement est de 18 ans.		
Présentation du répondant		
Ministère ou organisme	Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs	
Direction ou secteur	Direction principale des eaux usées (DPEU)	
Avis conjoint	À compléter uniquement si l'avis provient de plus d'une direction ou d'un secteur.	
Région	Vous devez choisir une région administrative	
Numéro de référence	SCW 1296608	

RECEVABILITÉ DE L'ÉTUDE D'IMPACT

Cette étape a pour but de vérifier si tous les éléments nécessaires à l'analyse environnementale des enjeux du projet ont été présentés de manière satisfaisante dans l'étude d'impact. L'étude d'impact doit être cohérente avec les éléments de la Directive. Il s'agit de déterminer si les renseignements requis pour apprécier la qualité et la pertinence des données sont correctement présentés, si la description du milieu, du projet et de ses impacts est complète et si les différentes méthodes utilisées sont appropriées.

1

Avis de recevabilité à la suite du dépôt de l'étude d'impact

Est-ce que vous jugez l'étude d'impact recevable? C'est-à-dire qu'elle traite de façon	L'étude d'impact ne traite pas de manière satisfaisante des sujets qu'elle doit aborder, l'initiateur doit répondre aux questions suivantes
--	---

Si l'étude d'impact n'est pas recevable, quels sont les éléments manquants essentiels à l'analyse environnementale subséquente ?

- Description système traitement des lixiviats
- PR3.1-CEC. Étude d'impact, Volume I - Rapport principal : [Section 5.4.5](#)
- Aucune référence au mode de gestion des boues générées aux étangs et aux SMBR^{MD} n'est présentée dans le rapport principal.

L'initiateur devrait présenter le mode de gestion et de disposition des boues en conformité avec les exigences du REIMR à l'article 4.8.

- Capacité du système de traitement des lixiviats
- PR3.23-CEC. Évaluation de la capacité de traitement des SMBR^{MD} : [Section 11 Conclusions et recommandations](#)
- Considérant que les SMBR^{MD} seront opérés au-delà de leurs charges de conception en DBO₅ et en azote et que les charges seront maximales en 2028 (jusqu'à 857 kg N-NH₄/j en mai), l'initiateur devrait proposer un plan d'action proactif pour prévenir des débordements des SMBR^{MD} dans l'optique d'éviter tout dépassement des limites de rejet. Ce plan d'action pourrait intégrer les recommandations du fournisseur, dont les éléments de contrôle des paramètres clés du procédé (p. ex. O₂ entre 4-6 mg/L, pH, température) et des stratégies pour maintenir une biomasse épuratrice optimale (p.ex. recirculation des boues, inoculation).

Comme la capacité des SMBR^{MD} a été évaluée à 693 kg N-NH₄/j pour une température d'opération de 25°C, l'initiateur devrait préciser si la recommandation du fournisseur de rajouter du média dans le SMBR^{MD2} et d'augmenter la température de fonctionnement à 30°C sera mise en œuvre pour faire face aux fortes charges qui seront rencontrées, entre autres au printemps 2028.

D'autres recommandations telles l'abaissement temporaire du débit ou encore l'augmentation de l'aération dans les étangs seraient pertinentes pour minimiser l'impact des fortes charges en DCO-DBO₅ ou en azote sur les SMBR^{MD}. Est-ce que l'initiateur entend mettre ces recommandations en place ?

- Volume annuel de lixiviat modélisé
- PR3.10 Étude de conception du secteur ouest : [tableau 3.1](#)
- La modélisation présentée au tableau 3.1 indique un volume annuel maximal qui serait atteint en 2028 à 632 218 m³ pour une précipitation annuelle de 1282 mm/an. L'analyse des volumes de lixiviats historiques des dernières années montre des volumes de lixiviats plus importants pour des précipitations moindres (p. ex. 2021 : 707 697 m³ de lixiviats pour 801 mm/an de précipitation).

Est-ce que le modèle utilisé a été calé en fonction des données historiques de lixiviats et de précipitations observées sur le site ? Si oui, l'initiateur devrait expliquer les différences entre les projections antérieures et les volumes réels de lixiviats observés. Sinon, l'initiateur devrait faire l'exercice et réajuster les projections au besoin.

- Point de rejet des lixiviats traités
- PR3.1-CEC. Étude d'impact, Volume I - Rapport principal : [Section 5.4.6](#)
- Bien que l'étude d'impact considère que les lixiviats traités seront dirigés vers la STEP de Terrebonne, l'élément suivant est abordé : *Il est également important de mentionner que la qualité des eaux rejetées par CEC vers la station d'épuration de Terrebonne/Mascouche respecte, le plus souvent, les normes de rejet environnemental imposées par l'article 53 du REIMR et que ces eaux pourraient donc éventuellement être rejetées directement à l'émissaire de la station d'épuration de Terrebonne/Mascouche.*

Dans l'éventualité d'un rejet directement au milieu récepteur, les éléments suivants devraient être considérés et faire l'objet d'évaluations complémentaires concernant les impacts du rejet sur le milieu récepteur, dont sans s'y limiter :

- 1) Définition d'objectifs environnementaux de rejets (OER) à partir desquels de nouvelles normes de rejet pourraient éventuellement être déterminées en fonction de la capacité du milieu récepteur (p. ex., phosphore), lesquelles pourraient s'ajouter ou se substituer à celles de l'article 53 du REIMR ;
- 2) Localisation du point de rejet selon les autres apports dans le milieu récepteur, lequel pourrait être différent de l'émissaire de la STEP ;
- 3) Respect des exigences du REIMR (p. ex. ajout des coliformes fécaux et d'une fréquence de suivi hebdomadaire).

- Acceptabilité du rejet du LET au réseau d'égout municipal
- PR3.14 Note technique - Acceptabilité du rejet des eaux traitées du LET
- 1) Évaluation des débordements : [section 3.3](#). Les capacités de pompage installées au bassin de 5000 m³ du LET et à la station No2-BFI ne sont pas mentionnées dans l'étude. Concernant les flottes mises en place récemment pour un meilleur contrôle des débordements à la station No2-BFI, dans le cadre de la demande d'autorisation ministérielle, un rapport signé par un ingénieur devrait être déposé démontrant que les mesures prises par le LET permettront de respecter les normes de débordement réglementaire et supplémentaire de l'ouvrage de surverse.
- 2) Évaluation des performances de la STEP de Terrebonne : [section 3.4](#). Le tableau 3.9 devrait comparer les performances de la STEP pas seulement pour les normes en concentration moyenne et mensuelle maximale sur l'année, mais aussi pour celles en concentration mensuelle saisonnière et celles en charge et en rendement.

La STEP de Terrebonne a montré des dépassements pour la toxicité aigüe (truites) en 2020 et 2021, alors qu'il n'y a pas eu de toxicité confirmée en 2022 et 2023. En excluant la valeur de 500 mg N-NTK/L de février 2021 qui semble erronée, il demeure que les concentrations moyennes rejetées par le LET en 2020 et 2021 (19 mg N-NTK/L et 6 mg N-NH₄/L) ont été environ au double de ce qui a été rejeté en 2022 et 2023. Le comportement observé en 2020 et 2021 pourrait indiquer une certaine fragilité de la STEP pour recevoir du NTK supplémentaire, en particulier en période froide. Aussi, bien que les essais de toxicité indiquent que les lixiviats traités du LET ne seraient pas toxiques, les apports de NTK observés en 2020 et 2021 pourraient engendrer de la toxicité par ammonification de la fraction organique dans les étangs de la STEP.

Dans le cadre de l'étude d'impact, il est proposé que l'initiateur discute de la contribution engendrée par le rejet de l'effluent traité du LET dans le système d'égout municipal sur les résultats de toxicité observés en 2020 et 2021 et décrive les correctifs qui auraient ou qui pourraient être mis en œuvre pour éviter que la problématique se reproduise. Éventuellement, les normes de rejet prévues dans l'entente municipale (réf. tableau 3.10) devraient potentiellement être revues pour limiter les apports d'azote provenant du LET (p. ex. des normes spécifiques de NTK et NH₄ plus basses pourraient être en vigueur de décembre à mai).

- Impact sur les services publics : valorisation des biosolides municipaux
- PR3.1-CEC. Étude d'impact, Volume I - Rapport principal : Section 8.3.11
- L'apport des lixiviats à la STEP municipale se répercute par des apports de contaminants hétérogènes dans les biosolides municipaux de la STEP. Ces apports viennent affecter les caractéristiques des biosolides et éventuellement orienter leur voie de valorisation.

Ceci constitue un enjeu que l'initiateur devrait documenter dans l'étude d'impact.

- Programme d'autosurveillance
- PR3.14 Note technique - Acceptabilité du rejet des eaux traitées du LET : Section 3.5
- Le programme d'autosurveillance de l'effluent fait référence à la DBO₅ totale comme paramètre analysé alors que le tableau 3.10 fait référence à la DBO₅ carbonée pour les paramètres ayant des valeurs limites à respecter. Il faudrait rectifier un ou l'autre selon le bon type de DBO₅.

Afin de suivre les sous-produits de transformation de l'azote de la station de traitement du LET, la DPEU recommande l'ajout des nitrates au programme de suivi de la qualité de l'effluent traité à la même fréquence que celle prévue pour l'azote ammoniacal (mensuelle).

Les eaux de lixiviation des LET peuvent constituer une source significative de SPFA (USEPA, 2021). Une étude récente a permis de confirmer que des SPFA sont détectés dans les eaux de lixiviation brutes et traitées des LET. La DPEU recommande donc l'ajout, quatre fois par année, des SPFA au programme de suivi de la qualité de l'effluent traité du LET. Le suivi devrait être réalisé pour la liste des composés proposés par le Centre d'expertise en analyse environnementale du Québec (CEAEQ) : https://www.ceaegouv.qc.ca/methodes/liste_composes.htm#Compos%C3%A9s_perfluor%C3%A9s

- Suivi des eaux superficielles
- PR3.1-CEC. Étude d'impact, Volume I - Rapport principal : Section 12.7
- En complément du suivi proposé des eaux superficielles à la section 12.7 du rapport principal, il sera requis de reconduire les exigences de rejet et de suivi prévues la condition 9 du décret 759-2021 spécifiquement pour les eaux de ruissellement se trouvant au fond de la cellule ouverte et dirigées (par gravité) ou pompées pour être rejetées dans le réseau hydrographique, dont en période de construction et d'aménagement du site :
 - respecter les valeurs limites journalières de rejet de 50 mg/l pour les MES et de 2 mg/l pour les hydrocarbures pétroliers HP C₁₀-C₅₀ ;
 - ajouter au suivi hebdomadaire, à partir d'un échantillon instantané en période de construction, les MES et les HP C₁₀-C₅₀

- Utilisation des lixiviats traités comme abat-poussière des surfaces de roulement
- PR3.10 Étude de conception du secteur ouest : Section 13.2
- Il est mentionné à la section 13.2 de l'étude de conception du secteur ouest que le lixiviat traité pourra être utilisé comme abat-poussière au niveau des surfaces de roulement du LET. Si ce mode de contrôle des poussières est réalisé, la DPEU comprend que du lixiviat traité, avec ses contaminants, pourra se retrouver mélangé avec des eaux superficielles. À ce moment, la DPEU comprend que les paramètres mentionnés aux articles 53, 57 et 66 du REIMR seront suivis dans les eaux superficielles, dont les nitrates.

L'initiateur du projet devra confirmer la compréhension de la DPEU sur le mélange avec les eaux superficielles et conséquemment, le suivi des nitrates et autres paramètres présents dans le lixiviat traité.

- Correction mineure : limite de détection de la DBO₅ et des MES
- PR3.10 Étude de conception du secteur ouest : tableau 7.2
- Dans le tableau 7.2, des valeurs inférieures aux limites de détection auraient été mesurées en 2018 et 2019 pour la DBO₅ et les MES. Toutefois, les limites de détection utilisées semblent erronées. Bien que cet élément n'ait pas de répercussion sur la recevabilité du projet, la DPEU tenait à signaler cet élément pour correction le cas échéant.

Nom	Titre	Signature	Date
Rino Dubé, ing. M.Sc.	Ingénieur sénior, DPEU		2024/09/09
Nancy Bernier	Directrice DPEU		2024/09/09
Cliquez ici pour entrer du texte.	Cliquez ici pour entrer du texte.		Cliquez ici pour entrer une date.
Clause(s) particulière(s) :			

2 Avis de recevabilité à la suite
du dépôt du document de réponses aux questions et commentaires

Considérant les éléments présentés par l'initiateur dans le document de réponses aux questions et commentaires, est-ce que vous jugez maintenant l'étude d'impact recevable? C'est-à-dire qu'elle traite de façon satisfaisante, selon le champ d'expertise de votre direction, les éléments essentiels à l'analyse environnementale subséquente et à la prise de décision par le gouvernement?	L'étude d'impact ne traite pas de manière satisfaisante des sujets qu'elle doit aborder, l'initiateur doit répondre aux questions suivantes
Si l'étude d'impact n'est pas recevable, quels sont les éléments manquants essentiels à l'analyse environnementale subséquente ?	
<ul style="list-style-type: none">Thématiques abordées :Référence à l'addenda :Texte du commentaire :	<p>Gestion des boues</p> <p>Document de réponses du 2025-07-24; QC-16</p> <p>La réponse, disant que les boues seront remises dans le bassin 1 pour éventuellement être vidangées et déshydratées à une siccité de 15% pour être éliminées dans le LET, est satisfaisante.</p>
<ul style="list-style-type: none">Thématiques abordées :Référence à l'addenda :Texte du commentaire :	<p>Capacité de traitement des lixiviats par les SMBR^{MD}</p> <p>Document de réponses du 2025-07-24; QC-17, QC-18</p> <p>Considérant que les SMBR^{MD} seront opérés au-delà de leurs charges de conception en demande biologique en oxygène (DBO₅) et en azote (notamment en 2028), cette situation représentera un risque important de perturbation du système, entre autres lors de changements soudains de conditions de charges ou de température. Est-ce que les actions proposées par l'initiateur permettront d'éviter des déséquilibres ponctuels du système, avec des enjeux de récupération des bons comportements?</p> <p>L'initiateur mentionne que les recommandations du fournisseur seront suivies, entre autres, par le biais d'un mandat en cours de suivi et d'optimisation face aux variations de conditions. Ce mandat permet du même coup de former le personnel dédié à l'opération du système de traitement. Considérant les enjeux d'opération pouvant être récurrents sur la durée du projet, la DEU est d'avis que les performances du système pourraient ponctuellement en être affectées. Est-ce que des mesures sont prévues par l'initiateur pour rendre plus robuste le bon fonctionnement des SMBR^{MD} (p. ex. sondes de mesures en continu des principaux paramètres clés)?</p> <p>L'initiateur mentionne que la réduction temporaire du débit de traitement et/ou l'augmentation de l'aération dans les étangs aérés pourraient être éventuellement considérées, si nécessaire. Également, l'initiateur s'engage à ajouter du média dans le SMBR^{MD}2 et à augmenter la capacité de chauffage du lixiviat à 30 C, lorsqu'il sera nécessaire. La DEU évalue que ces actions seront adéquates une fois implantées.</p> <p>Pour être dans un mode proactif et ainsi éviter un déséquilibre ponctuel des SMBR^{MD} face aux variations de charges ou aux variations subites de conditions saisonnières, est-ce que des mesures déclencheurs décisionnelles sont prévues pour déterminer les moments de mise en place des actions proposées par l'initiateur? À titre d'exemple, sans s'y limiter, est-ce qu'un calcul hebdomadaire des charges en DCO-DBO₅ ou en azote ammoniacal par rapport à des seuils critiques pourrait être considéré ?</p> <p>En complément aux actions proposées par l'initiateur, est-ce que l'ajout d'une composante technologique au système de traitement du LET, dont sans s'y limiter un 3^e SMBR^{MD}, pourrait être une option éventuelle à considérer dans l'EIE comme mesure de mitigation?</p>

<ul style="list-style-type: none">Thématiques abordées :Référence à l'addenda :Texte du commentaire :	<p>Estimations des volumes annuels de lixiviats</p> <p>Document de réponses du 2025-07-24; QC-20</p> <p>L'initiateur apporte des précisions sur la difficulté d'utiliser les données historiques des volumes rejetés à l'égout municipal pour caler le modèle utilisé pour l'estimation des volumes de lixiviats générés. Les lixiviats générés sont différents des lixiviats rejetés dus aux capacités d'accumulation dans les cellules. Selon l'estimation de l'initiateur, les problèmes de traitement observés entre 2018 et 2021 auraient engendré un besoin d'accumuler 325 000 m³ de lixiviats, lesquels ont dû être traités en surplus entre 2021 et 2023.</p> <p>L'initiateur mentionne qu'une approche plus conservatrice par modélisation a été utilisée, est-ce que des facteurs d'incertitude ont été considérés?</p> <p>Est-ce que l'hypothèse qui aurait été acceptée par le passé, voulant que 70% des précipitations annuelles sur les cellules ouvertes génèrent des lixiviats, a fait l'objet de confirmations par des données réelles prises lors des différentes périodes saisonnières depuis l'acceptation de l'hypothèse? Est-ce que cette hypothèse est toujours valide du fait que la séquence de remplissage en forme à cheval, laquelle serait la cause d'apports d'eau supplémentaires dans les zones actives, ne sera pas utilisée dans la zone d'agrandissement? À quelle proportion l'initiateur estime-t-il la diminution des volumes de lixiviats associée à la nouvelle séquence de remplissage?</p> <p>D'ailleurs, la DEU recommande que le type de séquence de remplissage prévue dans la zone d'agrandissement, afin de limiter la quantité de lixiviat, fasse l'objet d'un engagement de l'initiateur.</p>
<ul style="list-style-type: none">Thématiques abordées :Référence à l'addenda :Texte du commentaire :	<p>Lieu de rejet des lixiviats prétraités</p> <p>Document de réponses du 2025-07-24; QC-20, QC-21</p> <p>L'initiateur confirme que les lixiviats prétraités continueront d'être rejetés à l'égout sanitaire municipal. La DEU comprend que le calcul des OER demandé par l'initiateur en réponse à la QC-21 représente donc un besoin pour évaluer tout scénario alternatif selon l'évolution des négociations en cours avec la Ville de Terrebonne.</p>
<ul style="list-style-type: none">Thématiques abordées :Référence à l'addenda :Texte du commentaire :	<p>Évolution des charges et concentrations en nitrates rejetées</p> <p>Document de réponses du 2025-07-24; QC-20, tableau QC-20B</p> <p>L'initiateur estime que la charge journalière moyenne de 255 kg/j sera inférieure à la charge moyenne rejetée de 2021 à 2023 alors que la charge journalière maximale serait similaire autour de 309 kg/j. Le tout est basé sur l'estimation de l'initiateur que les concentrations de nitrates seront similaires à ce qui a été observé entre 2021 et 2023, soit en moyenne 147 mg/L.</p> <p>Avec une séquence de remplissage engendrant moins de dilution, est-ce qu'une hausse proportionnelle des concentrations de contaminants dans les lixiviats a été considérée par l'initiateur, dont l'azote ammoniacal, et ultimement les nitrates? Dans la négative, l'initiateur devra ajuster les projections de charge en nitrates au tableau QC-20B.</p>
<ul style="list-style-type: none">Thématiques abordées :Référence à l'addenda :Texte du commentaire :	<p>Capacité des ouvrages municipaux (débit et charges)</p> <p>Document de réponses du 2025-07-24; QC-20, QC-23</p> <p><i>Analyse conjointe avec Héloïse Bastien, ing. M.Sc.A du secteur municipal à la DEU</i></p> <p>1) Capacité actuelle de l'OMAEU</p> <p>Dans sa réponse, l'initiateur mentionne que l'OMAEU (64008-1) a déjà traité avec succès de 2021 à 2023 les débits et charges rejetés par CEC à l'égout municipal et qu'il a actuellement une importante capacité résiduelle de traitement étant donné qu'il reçoit des débits et charges largement inférieurs à ceux de sa conception (PR5.3).</p> <p>Cependant, selon les données de suivi disponibles dans SOMAEU de janvier 2024 à juillet 2025, on constate que la charge de MES à l'affluent a atteint 94 % de celle de conception et que des dépassements de la norme de rejet en concentration moyenne mensuelle de MES sont survenus à l'hiver 2025 (février-mars). La norme de rejet réglementaire en DBO₅C fixée à 25 mg/l a également été dépassée en février 2025. La Régie d'assainissement des eaux – Terrebonne Mascouche (RAETM) a mis en branle un plan d'action pour identifier les causes de la baisse de rendement de la station. Est-ce que les causes ont été identifiées à ce jour et quels seront les travaux pour remédier à la situation?</p> <p>Sachant que l'effluent de CEC représentait environ les 2/3 des débits industriels reçus à l'OMAEU ^[1], veuillez démontrer que la qualité des eaux rejetées par CEC au réseau d'égout entre janvier et avril 2025 respectait les valeurs limites fixées et n'a pas eu d'incidence sur les non-conformités observées à l'OMAEU.</p>

^[1] ENVIROSERVICES (2019), Rapport *Description des ouvrages d'assainissement - Chapitre 2 – RAETM*, villes de Terrebonne et Mascouche, 216 p.

Veuillez également fournir les résultats des deux analyses qui étaient à venir à l'automne 2024 (PR3.14, tableau 3-6) pour évaluer le respect des normes maximales indiquées à l'annexe 1 de la [Démarche d'évaluation de l'acceptabilité d'un rejet d'eaux usées non domestiques dans un système d'égout municipal](#).

2) Capacité future de l'OMAEU

Selon le rapport *Description des ouvrages d'assainissement - Chapitre 2 – RAETM* réalisé par EnviroServices en 2019, les développements résidentiels, institutionnels, commerciaux et industriels prévus d'ici 2029 projettent un dépassement du débit et de la charge en MES de conception de l'OMAEU, tandis que celle en NTK atteindra 94 % ^[1]. Aussi, le CEC prévoit atteindre en 2028 un débit rejeté 1,4 fois plus élevé que celui actuellement réservé dans l'entente avec la municipalité. Il en ressort que les projections de développement tant pour la municipalité que pour le CEC se répercuteront par une pression accrue sur l'OMAEU dans un horizon à court et moyen terme, **justifiant une analyse de capacité résiduelle qui devrait être faite par l'initiateur dans le cadre de la demande d'autorisation ministérielle**.

Étant donné leurs enjeux d'exploitation actuels, est-ce que des travaux seront réalisés à la STEP ou des correctifs seront mis en place par CEC pour s'assurer du respect des normes de rejet réglementaires en DBO₅C et MES à l'effluent de l'OMAEU dans ces conditions de développement futures (voir section E de la Démarche mentionnée ci-dessus)?

- Thématiques abordées :
- Référence à l'addenda :
- Texte du commentaire :

Évaluation des débordements

Document de réponses du 2025-07-24; QC-22

Analyse conjointe avec Héloïse Bastien, ing. M.Sc.A du secteur municipal à la DEU

Les informations fournies sur les débits de pompage et les pompes installées sont satisfaisantes.

L'initiateur devrait prendre un engagement concernant le dépôt d'un rapport signé par un ingénieur pour démontrer que les mesures prises par le LET (flottes) permettront de respecter les normes de débordement.

- Thématiques abordées :
- Référence à l'addenda :
- Texte du commentaire :

Évaluation des performances de l'OMAEU (enjeu toxicité)

Document de réponses du 2025-07-24; QC-24

Analyse conjointe avec Héloïse Bastien, ing. M.Sc.A du secteur municipal de la DEU

1) Toxicité à l'OMAEU en 2020 et 2021

La comparaison des concentrations moyennes de NTK et NH₄ à l'effluent de CEC et de l'OMAEU de janvier à juin (2021-2023) ne permet pas une analyse de la problématique de toxicité survenue en 2020 et 2021 (PR5.3). Une mise en relation des résultats des essais de toxicité, les valeurs de pH ainsi que les concentrations de NH₄ et NTK pris chaque mois à l'effluent de CEC et l'OMAEU permet d'observer que lorsqu'un pourcentage de mortalité a été observé (10-50 %) ou lorsque la VAF_e a été dépassée à l'effluent de CEC, ces événements concordent souvent avec un essai de toxicité échoué à l'OMAEU (PR3.14 et PR3.12). Donc, il semble qu'il pourrait avoir un lien entre la toxicité observée à l'effluent de l'OMAEU et le rejet du LET.

Quels correctifs ont été mis en œuvre à l'OMAEU dans le cadre du [Plan correcteur](#) réalisé par la RAETM en 2020-2021, à la suite des essais positifs de toxicité aiguë à l'effluent, pour éviter que la problématique vécue en 2020-2021 se reproduise?

2) Impact du NTK et de l'alcalinité

Il est important de rappeler que la transformation de l'azote organique du NTK en azote ammoniacal (ammonification) se produit principalement dans les zones non aérées. En plus de la fraction de N_{org} à l'eau brute qui n'a pas été biodégradée lors de son passage dans les procédés aérobies, il faut également considérer celle synthétisée par la biomasse lors des traitements qui se retrouvent ensuite dans les boues biologiques. Leur accumulation au fond des étangs en condition anaérobie pendant une période prolongée peut engendrer un relargage significatif d'azote ammoniacal à l'effluent lors de la respiration endogène et la digestion des boues ^[2]. La première partie de la justification fournie par l'initiateur ne serait que partiellement applicable.

Même si la concentration de NTK à l'effluent de CEC est inférieure à celle de conception de l'OMAEU, il demeure que la charge rejetée représente parfois plus que 5 % de celle reçue à l'OMAEU (PR3.15) ^[1]. De surcroît, l'alcalinité 5 fois plus élevée de l'effluent de CEC comparativement à des eaux usées domestiques typiques (p. ex. : 150 mg CaCO₃/l) peut contribuer à augmenter les risques de toxicité aiguë à l'OMAEU (PR3.12).

^[2] MELCCFP (2023), *Guide pour l'étude des technologies conventionnelles de traitement des eaux usées d'origine domestique*, chapitres 3.3 [Débits et charges](#), 9.4 [Lagunage](#) et 14.2 [Nutriments](#), pages 3-30, 9-24 et 14-20.

La note technique PR3.23 de Mabarex mentionne que certaines modifications ont été réalisées depuis l'installation du système de traitement de CEC pour pallier notamment les charges d'azote plus élevées.

Est-ce que d'autres travaux seront réalisés à la STEP ou d'autres correctifs seront mis en place par CEC pour s'assurer du respect de la norme de rejet en toxicité aiguë pour la truite arc-en-ciel à l'effluent de l'OMAEU dans les conditions de développement futur et considérant les charges de NTK et d'alcalinité rejetées vers l'OMAEU par le CEC?

- Thématiques abordées :
- Référence à l'addenda :
- Texte du commentaire :

Valorisation des biosolides municipaux

Document de réponses du 2025-07-24; QC-25

L'initiateur mentionne que les eaux usées rejetées à l'égout par le LET respectent les critères de la *Démarche d'acceptabilité des rejets dans un système d'égout municipal* et que les biosolides de l'OMAEU sont actuellement valorisés en agriculture en respect des critères de valorisation.

Puisque le projet couvre les 30 prochaines années, l'EIE devrait considérer le [nouvel encadrement réglementaire des matières résiduelles fertilisantes](#). Au regard de ces nouvelles exigences, dont les critères pourront être évolutifs dans le futur (p. ex. SPFA), les biosolides de l'OMAEU pourront-ils continuer d'être valorisés en agriculture? **Advenant que la municipalité ne puisse plus valoriser les biosolides en agriculture, quelles seraient les mesures de mitigation ou les voies de valorisation alternatives?**

- Thématiques abordées :
- Référence à l'addenda :
- Texte du commentaire :

Programme d'autosurveillance de l'effluent

Document de réponses du 2025-07-24; QC-26

L'initiateur mentionne qu'il s'agira de la DBO₅C, ce qui est adéquat.

- Thématiques abordées :
- Référence à l'addenda :
- Texte du commentaire :

Utilisation des lixiviats traités comme abat-poussière

Document de réponses du 2025-07-24; QC-27

L'initiateur mentionne que l'utilisation du lixiviat traité ne se fera qu'au niveau des surfaces de roulement des cellules actives, donc il n'y a pas de risque de contamination des eaux superficielles hors de ces zones, ce qui est adéquat.

- Thématiques abordées :
- Référence à l'addenda :
- Texte du commentaire :

Gestion des eaux pluviales

Document de réponses du 2025-07-24; QC-34 (Annexe QC-33)

Analyse conjointe avec Martin Bouchard Valentine, ing. M.Sc. de la DEU

La note technique Annexe QC-33 inclut des calculs de conception des ouvrages de gestion des eaux pluviales, dont les cibles de performance prévues pour le bassin de rétention à retenue permanente permettant une moyenne de 35 mg/L de MES à sa sortie.

En pages 10 et 11 de l'Annexe QC-33, on présente des graphiques qui montrent la variation du volume d'eau dans le bassin de rétention en fonction du temps au passage de la pluie qualifiée et la pluie pour le contrôle de l'érosion. **Comme il s'agit d'un bassin ayant un volume permanent de 5 994 m³, pourquoi les graphiques démarrent à une valeur de 0 m³?** Sinon, il faudrait indiquer qu'il s'agit de la variation du volume au-dessus de la masse d'eau permanente de 5 994 m³. **Par ailleurs, il serait pertinent d'avoir un même graphique pour le passage de la pluie 100 ans.**

Que se passera-t-il lorsque les apports d'eau seront supérieurs à la capacité du bassin? Un déversoir d'urgence est-il prévu? Quel sera le parcours des eaux à ce moment? Quel est le débit de sortie lorsque le niveau d'eau dans le bassin est à son maximum après le passage de la pluie 100 ans majorée pour le climat futur?

Dans le tableau 6-2 de l'Annexe QC-33, il semble y avoir erreur, peut-être d'inversion, sur les coefficients de ruissellement utilisés (2 ans et érosion). **L'initiateur devra valider les coefficients de ruissellement utilisés.**

L'initiateur devra attester que le bassin de rétention permettra de respecter les valeurs limites journalières de rejet de 50 mg/l pour les MES et de 2 mg/l pour les hydrocarbures pétroliers HP C₁₀-C₅₀ indépendamment des événements de précipitation.


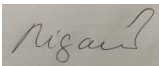
Quels seront le mode et la séquence d'entretien du bassin de rétention en fonction du taux d'accumulation des MES?

- Thématiques abordées :
- Référence à l'addenda :
- Texte du commentaire :

Caractérisation des substances perfluoroalkyliques et polyfluoroalkyliques (SPFA)

Document de réponses du 2025-07-24; QC-42

Comme présenté par l'initiateur, la présence des SPFA dans les lixiviats ou les eaux traitées n'est pas une surprise et c'est pour cette raison que cet enjeu devrait être abordé dans l'EIE. En effet, sachant leur présence, leur suivi devient nécessaire dans les eaux rejetées. Ceci permettra à moyen terme d'envisager des mesures d'atténuation applicables et adaptées au LET Lachenaie. Cette demande n'est pas isolée et est maintenant considérée par le MELCCFP pour tous les LET faisant l'objet d'une demande ou d'une modification d'autorisation.

Signature(s)			
Nom	Titre	Signature	Date
Rino Dubé, ing. M.Sc.	Ingénieur sénior, DEU		2025/09/05
Benoît Rigaud, Ph.D.	Directeur DEU		2025/09/05
Clause(s) particulière(s) :			

ANALYSE DE L'ACCEPTABILITÉ ENVIRONNEMENTALE DU PROJET

Cette étape vise à évaluer la raison d'être du projet, les impacts appréhendés de ce projet sur les milieux biologique, physique et humain et à se prononcer sur l'acceptabilité du projet. Elle permet de déterminer si les impacts du projet sont acceptables et de prévoir, le cas échéant, des modifications au projet, des mesures d'atténuation ou de suivi.

3 Avis d'acceptabilité environnementale du projet			
Selon les renseignements déposés par l'initiateur et en fonction de votre champ de compétence, le projet est-il acceptable sur le plan environnemental, tel que présenté?			Choisissez une réponse
Justification :			
Signature(s)			
Nom	Titre	Signature	Date
Cliquez ici pour entrer du texte.	Cliquez ici pour entrer du texte.		Cliquez ici pour entrer une date.
Cliquez ici pour entrer du texte.	Cliquez ici pour entrer du texte.		Cliquez ici pour entrer une date.
Clause(s) particulière(s) :			

Au besoin, utilisez l'emplacement ci-dessous pour ajouter des figures
Au besoin, utilisez l'emplacement ci-dessous pour ajouter des tableaux

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Présentation du projet		MARCHE À SUIVRE
Nom du projet	Agrandissement du Lieu d'enfouissement technique de Lachenaie sur le territoire de la ville de Terrebonne	
Initiateur de projet	Complexe Enviro Connexions Ltée	
Numéro de dossier	3211-23-0950	
Dépôt de l'étude d'impact	2024/07/24	
Présentation du projet : Complexe Enviro Connexions Ltée (CEC) exploite actuellement un LET situé au nord de l'autoroute 640, dans le secteur Lachenaie de la ville de Terrebonne. Ce lieu d'enfouissement accepte les matières résiduelles provenant entre autres de la grande région de Montréal, de Laval et de villes et municipalités des couronnes Nord et Sud. L'agrandissement projeté du LET sera réalisé sur le secteur Ouest de la propriété de CEC à partir de 2027. Deux zones de dépôt des matières résiduelles distinctes sont prévues dans la zone d'agrandissement. La zone A a une superficie de 31,6 ha et une capacité de 8,4 millions m³. La zone B a une superficie de 69,9 ha et une capacité de 17,7 millions de m³. Les matières résiduelles qui seront enfouies dans les nouvelles cellules du LET de Lachenaie seront issues des secteurs résidentiel, industriel, commercial et institutionnel (ICI) ainsi que du secteur de la construction, de la rénovation et de la démolition (CRD). La capacité annuelle d'enfouissement de la première année d'opération de l'agrandissement (2027) a été établie à 1 230 000 t.m. et celle de la dernière année complète d'opération à 1 150 000 t.m. (2043). La durée de vie projetée du projet d'agrandissement est de 18 ans.		
Présentation du répondant		
Ministère ou organisme	Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs	
Direction ou secteur	Direction des Politiques de l'atmosphère (DPA)	
Avis conjoint	À compléter uniquement si l'avis provient de plus d'une direction ou d'un secteur.	
Région	Vous devez choisir une région administrative	
Numéro de référence	DPA-2860	

RECEVABILITÉ DE L'ÉTUDE D'IMPACT

Cette étape a pour but de vérifier si tous les éléments nécessaires à l'analyse environnementale des enjeux du projet ont été présentés de manière satisfaisante dans l'étude d'impact. L'étude d'impact doit être cohérente avec les éléments de la Directive. Il s'agit de déterminer si les renseignements requis pour apprécier la qualité et la pertinence des données sont correctement présentés, si la description du milieu, du projet et de ses impacts est complète et si les différentes méthodes utilisées sont appropriées.

1

Avis de recevabilité à la suite du dépôt de l'étude d'impact

Est-ce que vous jugez l'étude d'impact recevable? C'est-à-dire qu'elle traite de façon satisfaisante, selon le champ d'expertise de votre direction, les éléments essentiels à l'analyse environnementale subséquente et à la prise de décision par le gouvernement.	L'étude d'impact ne traite pas de manière satisfaisante des sujets qu'elle doit aborder, l'initiateur doit répondre aux questions suivantes
Si l'étude d'impact n'est pas recevable, quels sont les éléments manquants essentiels à l'analyse environnementale subséquente ?	
<div><div><div>• Thématiques abordées : Émissions atmosphériques</div><div>• Référence à l'étude d'impact : Rapport de modélisation de la dispersion atmosphérique. TETRA TECH. Projet : 715-40269TTAB, Révision : 00. 2024-07-04</div></div><div><div>Texte du commentaire :</div><div>Les commentaires de la DPA porteront sur les émissions atmosphériques de contaminants issus des activités suivantes: chaudières à biomasse, le centre de tri des matériaux CRD, la sablière, les RTO de l'usine GNR, les gaz d'échappement et le routage des machineries mobiles et des camions.</div><div>La DPA ne commentera pas les émissions de contaminants reliées à l'usine de biométhanisation et les torchères, les champs d'enfouissement, les bassins des eaux de lixiviation et des eaux de surface, les plateformes et l'usine de compostage.</div><div>A. Chaudière à gaz naturel (sections : 4.4 et 5.6, source : SMBR) :</div></div></div>	

Les taux d'émission des contaminants issus de la chaudière à gaz naturel du bioréacteur à lit fluidisé (SMBR) ont été calculés en considérant les facteurs d'émission de l'AP-42 (chapitre 1.4), ces facteurs sont jugés acceptables par la DPA.

Selon nos calculs, le taux d'émission des NOx est sous-estimé de moitié. Le demandeur a considéré le facteur d'émission d'un brûleur à combustion contrôlée (« Controlled-Low NOx Burner » : 50 lb/10⁶ scf), alors que dans l'annexe E on réfère à un brûleur à combustion non contrôlée (« Uncontrolled » : 100 lb/10⁶ scf) (voir tableau 1.4-1 de l'AP-42, chapitre 1.4 Natural Gas Combustion).

Le taux d'émission des NOx de la chaudière à gaz naturel (source SMBR) devra être corrigé en considérant le facteur d'émission correspondant au type brûleur adéquat (uncontrolled). Le demandeur devra également justifier le débit d'alimentation de gaz (70 m³/h) utilisé dans le calcul des taux d'émission (hypothèse).

B. Chaudières à biomasse (sections : 3.8 et 5.8, sources : CHD1 et CHD2) :

Selon le rapport de modélisation (section 3.8) les deux futures chaudières à biomasses seront alimentées par du bois provenant du centre de tri de résidus CRD (construction, rénovation, destruction). Pour le calcul des taux d'émission, le demandeur a considéré les facteurs d'émission de l'article de BHATT, A (2023) Et al. (Réf.2); ces facteurs correspondent à ceux rapportés aux tableaux 1.6-1 (PM, PM10, PM2.5,) et 1.6-2 (NOx, CO, SO2) de l'AP-42 relatifs à la combustion du bois sec dans les chaudières. Ces facteurs d'émission sont jugés acceptables. Cependant, selon l'AP-42, tableau 1.6-3, la combustion des composés organiques tels que le bois générerait plusieurs contaminants (autre que les NOx, CO et SO2) qui n'ont pas été considérés dans la modélisation.

À moins d'une justification valable, les émissions de contaminants issus de la combustion du bois dans les chaudières indiquées au tableau 1.6-3 de l'AP-42 devraient être évaluées et éventuellement considérées dans la modélisation.

Les résidus de CRD peuvent être constitués de bois, d'agrégats, de métal, de bardeaux, ainsi que de gypse (Réf.3). Le demandeur ne spécifie pas si le bois qui sera utilisé comme combustible sera propre ou contaminé. Dans le cas où ce dernier serait imprégné ou contiendrait des matières telles que des métaux, de la colle à base de formaldéhyde, de la créosote, du pentachlorophénol, etc., d'autres contaminants issus de la combustion pourraient être émis à l'atmosphère et devront être considérés dans la modélisation (ex : dioxines et furanes, formaldéhyde, les métaux...etc.).

Le demandeur devra indiquer si le bois issu du centre de tri qui sera utilisé comme combustible dans les deux chaudières à biomasse sera propre ou imprégné (ou contient) des matières telles que des métaux (ex. : chrome, cuivre, arsenics), créosote, pentachlorophénol, colle à base de formaldéhyde, etc. Dans ce dernier cas, d'autres contaminants issus de la combustion de ce bois pourraient être émis à l'atmosphère, ces deniers devront être évalués et intégrés à la modélisation.

Nous recommandons que le bois issu du centre de tri de CRD et qui sera utilisé comme combustible soit échantillonné afin d'identifier les requis réglementaires liés au fonctionnement des deux chaudières (noms de conception, normes d'émission ou d'air ambiant liées aux contaminants, fréquence d'échantillonnage, etc.).

Pour le calcul des taux d'émission (Annexe E), le demandeur a considéré un pouvoir calorifique supérieur du combustible (bois) de 5986 lb/h; cette valeur théorique devra être vérifiée à la suite de l'échantillonnage du combustible et elle devrait éventuellement être réajustée pour le calcul des taux d'émission lors des futures modélisations.

C. RTO (sections : 3.7, 4.4 et 5.7, sources: RTO_B (Biotox) et RTO_M (Metpro)):

Le demandeur indique avoir considéré dans son calcul que la totalité du biogaz soutiré du site de compostage est acheminée vers le RTO_M (fonctionne en alternance avec le RTO_B). Les taux d'émission des contaminants (CO, NOx SO2) émis par cet RTO ont été calculés à partir de données et d'hypothèses qui ne peuvent être vérifiées par la DPA, à savoir :

- Les débits de soutirage du biogaz pour chaque scénario (2027, 2031 et 2044) ont été estimés à partir d'un modèle (Biothermica (2023)) (section 5.7 du rapport de modélisation). Ces données ne peuvent être vérifiées par la DPA et seront considérées telles quelles.
- Selon l'annexe E, les facteurs d'émission des contaminants (CO, NOx SO2) proviennent des données de la campagne d'échantillonnage de la firme AtkinsRéalis. Le rapport d'échantillonnage référencé n'a pas été pas fourni avec l'étude d'impact.
- Les débits du gaz H2S utilisés pour le calcul des taux d'émission de ce contaminant pour les trois scénarios ont été estimés à partir d'un bilan de masse. La démarche de calcul des débits n'est pas détaillée dans le rapport de modélisation, ces derniers ne peuvent être vérifiés.

Le demandeur devra fournir tous les documents considérés pour le calcul des taux d'émission des contaminants émis par les RTO. Il devra expliquer les démarches de calcul et fournir des exemples pour chaque cas. Afin de

faciliter la vérification, on recommande que le tableur Excel utilisé dans les calculs (Annexe E) soit transmis au ministère.

D. Activités au centre de tri de matériaux CRD (sections : 3.3, 4.3, et 5.3, sources : CDT_Pile, CDT_BROY, CDT_EV) :

Selon le tableau 21 du rapport de modélisation (étapes du procédé du futur centre de tri de matériaux CRD), il y aurait 23 activités liées à la gestion du centre de tri qui seraient génératrices de particules (ex : déchargement camion, broyage, convoyage...etc.). Parmi ces activités, 20 seraient effectuées à l'intérieur du futur bâtiment et leurs émissions se feront à travers un seul événement (source : CDT_EV). Les autres activités se feront à l'extérieur, à savoir le déchargement de camion (source : CDT_Pile) et l'alimentation du broyeur ainsi que le broyage primaire (source : CDT_BROY).

Le demandeur a considéré dans son calcul la quantité de matière traitée annuellement au centre de tri (valeur estimée de 4700 tonnes sur 268 jours travaillés). Pour les activités de déchargement des camions, l'alimentation du broyeur, le broyage ainsi que les transferts vers les convoyeurs Apron et le convoyeur à rouleau, 100% de la quantité annuelle a été considérée dans les calculs. Pour le reste des activités qui se feront à l'intérieur du bâtiment, des quantités variables à l'entrée de chaque équipement ont été considérées. La quantité à traiter à l'entrée du convoyeur Apron (étape 2) est de 4700 tonnes/an, cette quantité passe à 141 tonnes/an à l'entrée du convoyeur de tri (dernière étape), ce qui correspond à une diminution de 97% de la charge initiale à traiter. Le demandeur n'indique pas la façon dont ces quantités (t/an) ont été déterminées pour chaque étape; ces données ne peuvent être vérifiées.

Le demandeur devra expliquer la manière dont les quantités annuelles de matière à traiter (t/an) à l'entrée des équipements utilisés aux étapes 5 à 21 ont été déterminées (un schéma de procédé avec un bilan massique pourrait éventuellement être transmis au ministère).

Le demandeur indique avoir considéré dans ces calculs les facteurs d'émission des PST, PM, et PM_{2.5} du tableau 11.19.2-1 de l'AP-42. Cependant, cette référence ne spécifie pas de facteurs pour certaines tailles de particules ainsi que pour certaines activités (ex : il n'y a pas de facteur d'émission pour les PM_{2.5} pour les activités : *Tertiary Crushing, Conveyor Transfer Point*, etc. ni pour les PST pour l'activité : *Truck Unloading*), le demandeur a utilisé des facteurs d'émission qui ne sont pas référencés dans l'AP-42.

La DPA n'est pas en mesure de valider les taux d'émission des particules issues de l'événement du bâtiment (source : CDT_EV). Le demandeur devra indiquer la référence considérée pour la détermination des facteurs d'émission des PM_{2.5} et PST qui ne sont pas spécifiés au tableau 11.19.2-1 de l'AP-42 (Truck Unloading , Tertiary Crushing, Conveyor Transfer Point, Screening, etc.). À moins d'une explication valable, les taux d'émission des PM_{2.5} visés (ceux n'ayant pas de facteur d'émission dans l'AP-42) devront être considérés comme étant égaux à ceux des PST (scénario conservateur).

E. Activités à la Sablière (sections : 3.9, 4.3 et 5.9, sources : SABL1, SABL2, SABL3) :

Pour le calcul des taux d'émission des particules issues des activités de la sablière (ex. : extraction de sable, mise en pile, tamisage, etc.), les facteurs d'émission ont été déterminés à partir des données de l'AP-42 (équation: 13.2.4.3 et tableau: 11.9.2-1). Ces références sont jugées acceptables par la DPA.

Selon le rapport de modélisation (section 5.9), la quantité annuelle de sable extraite au niveau de deux secteurs (SABL1 et SABL2) est de 30000 tonnes/an (15000 tonnes/an pour chacun des deux secteurs). Cependant, au lieu de considérer cette quantité, le demandeur semble avoir divisé dans son calcul la quantité extraite dans un seul secteur par 2 (15000 t/an / 2), faisant en sorte que les taux d'émission des particules liées aux activités des sources SABL1 et SABL2 sont tous sous-estimés de moitié (voir annexe E, Taux d'émission associés à la sablière).

Le demandeur devra corriger les taux d'émission des particules des sources d'émission SABL1 et SABL2 en considérant la quantité adéquate de sable extraite sur chaque site (15000 t/an et non pas cette même quantité divisée par deux).

De même que pour les activités du centre de tri (voir section précédente), le demandeur a considéré des facteurs d'émission pour les PM_{2.5} qui ne sont pas indiqués dans le tableau 11.19.2-1 de l'AP-42 référencé dans l'annexe E.

Le demandeur devra indiquer la référence considérée pour la détermination des facteurs d'émission des PM_{2.5} qui ne sont pas spécifiés au tableau 11.19.2-1 de l'AP-42 (Conveyor Transfer Point, Screening). À moins d'une explication valable, les taux d'émission des PM_{2.5} visés (ceux n'ayant pas de facteur d'émission dans l'AP-42) devront être considérés comme étant égaux à ceux des PST (scénario conservateur).

Les émissions de particules issues des activités de chaque secteur ont été additionnées et une seule source volumique par secteur (SABL1, SABL2 et SABL3) a été modélisée. Cette approche doit être validée par la Direction principale de la qualité de l'air et du climat (DPQAC).

F. Machinerie mobile (sections : 3.10, 4.5 et 5.10, sources : tableau 3):

- *Taux d'émission des contaminants issus de la combustion du diesel (CO, NO₂ et SO₂ et particules) :*

Pour le calcul des taux d'émission du CO, NO₂ et les particules issues de la combustion de diesel des machineries mobiles, le demandeur, indique avoir considéré les facteurs d'émission de l'EPA relatifs aux moteurs non routiers (voir section 4.5 du rapport). Bien que ces facteurs soient dépendants des puissances des moteurs des machineries, un seul facteur d'émission par contaminant a été utilisé pour le calcul des taux d'émission des contaminants de toutes les machineries mobiles. Ceci revient à considérer que toutes les machines mobiles ont la même puissance de moteur, ce qui est peu probable.

Le demandeur devra justifier les raisons pour lesquels le même facteur d'émission par contaminant a été considéré pour le calcul des taux d'émission des contaminants émis par toutes les machines mobiles (cette approche suppose que tous les moteurs ont la même puissance).

Une consommation fixe de diesel (35 l/h) a été considérée pour toutes les machineries, cette donnée a été utilisée pour l'estimation des consommations relatives à chaque segment de route. Cette hypothèse nous paraît peu probable.

À moins d'une justification valable (fiche technique ou tout autre document jugé valable), le taux de consommation fixe de diesel (35l/h) appliqué à toute la machinerie mobile ne peut être accepté.

Pour le scénario 1, le segment de route MA_LET 4 a été associé à plusieurs activités regroupant chacune plusieurs machines mobiles : les matières résiduelles (regroupent les émissions de 2 compacteurs et de 3 boteurs), le recouvrement journalier (7 pelleteuses et un boteur), le recouvrement final (1 pelleteuse et 1 boteur) ainsi que l'extraction d'argile (7 pelleteuses) (voir tableau 3 du rapport). Cependant, pour le calcul des taux d'émission (scénario 1), seule la consommation de diesel liée au segment des deux compacteurs a été considérée (700 litres/jour), les émissions de contaminants issus d'activités simultanées du même segment n'ont pas été considérées par le demandeur. De plus, dans le cas où il ne peut y avoir d'activités simultanées, le demandeur aurait dû considérer la consommation de diesel la plus élevée pour ce segment (scénario conservateur) soit celle liée aux 7 pelleteuses (excavation argile).

À moins d'une explication valable, les taux d'émissions du CO, NO₂, PST et SO₂ relatifs à la source MA_LET 4 (scénario 1) pourraient être sous-estimés; les émissions simultanées de plusieurs machines mobiles ne semblent pas avoir été considérées. Dans le cas où il ne peut y avoir d'émissions simultanées, la consommation de diesel la plus élevée (celle liée aux sept pelleteuses) aurait dû être considérée dans les calculs des taux d'émission.

On recommande que les taux d'émission des CO, NO₂ et SO₂ et PST soient calculés à partir des puissances et des durées de fonctionnement des moteurs de chaque machine mobile. Il est à mentionner que dans un précédent rapport de modélisation de la firme WSP (Réf. 5), les machineries mobiles et camions (ainsi que leurs puissances respectives) opérant sur le site du LET ont été identifiés et listés. Le demandeur pourra considérer ces données dans le cas où elles seraient encore à jour.

L'approche qui consiste à calculer un taux d'émission global pour un segment de route (et non pas pour chaque machinerie mobile) qui regroupe les émissions de plusieurs moteurs à combustion devra être discutée avec nos collègues de la DPQAC. Dans le précédent rapport de WSP (Réf. 5), les taux d'émission des contaminants issus de la combustion du diesel ont été calculés pour chaque moteur. Pour la modélisation, les taux d'émission relatifs à chaque moteur ont été positionnés sur un des segments de route spécifique.

- *Taux d'émission des particules issues du déplacement des machineries mobiles :*

Pour le calcul des taux d'émission des particules (PST, PM₁₀ et PM_{2.5}) émises par le passage des machines mobiles sur les routes non pavées, un facteur de réduction de 84% lié à l'application d'abat-poussière a été considéré. Pour ce type d'atténuation, l'efficacité maximale acceptée par le ministère est de 80%. On indique également à la section 5.10 du rapport que les émissions de particules issues du déplacement des équipements mobiles sont considérées nulles pendant la période de décembre à février et cela en raison des précipitations de pluie ou de neige. Cette approche n'est pas acceptée par le ministère. Pour la période hivernale, le demandeur devra considérer un facteur d'atténuation des poussières de 85% (ce facteur sera documenté dans le futur guide modélisation).

Le demandeur devra recalculer les taux d'émission des particules en considérant une efficacité d'abattement des poussières de 80% (au lieu de 84%) pour la période non hivernale et un facteur d'atténuation de 85% pour la période hivernale.

Les taux d'émission des particules issues de la combustion du diesel ainsi que celles issues du déplacement des machines ne semblent pas avoir été combinés. Cette donnée ne peut être vérifiée pour chaque source d'émission (segment) étant donné qu'on ne donne pas des exemples de calcul dans le rapport et le fichier Excel utilisé par le demandeur ne nous a pas été transmis.

Dans la version mise à jour du rapport, le demandeur devra expliquer les démarches de calcul des taux d'émission et fournir des exemples de calcul pour chaque cas afin de faciliter la vérification. De même, on recommande que le tableur Excel utilisé dans les calculs (Annexe E) soit transmis au ministère.

G. Routage des camions sur les chemins d'accès (sections : 3.11, 4.6 et 5.11, sources : tableau 5):

- *Taux d'émission des contaminants issus des moteurs des camions (CO, NO₂ et SO₂ et particules):*

Pour le calcul des taux d'émission du CO, NO₂ et SO₂ et PST issus de la combustion de diesel des camions, le demandeur a considéré les facteurs d'émission de l'EPA qui sont relatifs aux émissions des véhicules routiers lourds et autobus urbains (*Heavy-Duty Highway Compression-Ignition Engines and Urban Buses*), cette référence est jugée acceptable. Cependant, pour ce type d'émission, nous recommandons de considérer l'utilisation du logiciel Moves de l'EPA.

Pour le calcul des taux d'émission, le demandeur a considéré une puissance de moteur de 380 bhp ainsi qu'une vitesse de roulage estimée à 30 km/h pour tous les camions qui se déplacent dans l'enceinte du LET. Ces hypothèses ne sont pas justifiées dans le rapport de modélisation.

À moins d'une justification valable, les hypothèses (vitesse et puissance unique appliquée à tous les camions) utilisées pour le calcul des taux d'émission des CO, NO_x, SO₂ et PST issues des gaz d'échappement des camions ne nous semblent pas réalistes et ne peuvent être acceptées.

Un facteur de réduction de 22% (facteur de charge) a également été considéré dans les calculs des taux d'émission des CO, NO_x, SO₂ et PST. La référence citée par le demandeur (livre, Réf.7) ne peut être consultée; ce facteur ne peut donc être validé.

Le ministère recommande de considérer les facteurs de charges proposés par l'EPA dans le document : Median Life, Annual Activity, and Load Factor Values for Nonroad Engine Emissions Modeling (Réf. 6).

On recommande que les taux d'émission des contaminants (CO, NO_x, SO₂, et PST) soient calculés à partir des puissances de chaque moteur de camion ainsi que de leurs durées d'opérations respectives. Il est à mentionner que les machineries mobiles et camions (ainsi que leurs puissances respectives) opérant sur le site du LET ont été identifiés et listés dans un précédent rapport de modélisation de la firme WSP (Réf. 5). Le demandeur pourra considérer ces données dans le cas où elles seraient encore à jour.

L'approche qui consiste à calculer un taux d'émission global pour un segment de route (et non pas pour chaque machinerie mobile) qui regroupe les émissions de plusieurs moteurs à combustion devra être discutée avec nos collègues de la DPQAC. Dans le précédent rapport de WSP (Réf. 5), les taux d'émission des contaminants issus de la combustion du diesel ont été calculés pour chaque moteur. Pour la modélisation, les taux d'émission relatifs à chaque moteur ont été positionnés sur un des segments de route spécifique.

- *Taux d'émission des particules issues du routage des camions:*

Pour le calcul des taux d'émission des particules issues du routage, un nombre de camions journalier a été estimé à partir des quantités de matières manipulées par trimestre et par secteur. Cette répartition ainsi que le nombre de camions journalier ne peuvent être vérifiés par la DPA et ont été considérés tels quels.

Le demandeur indique avoir considéré dans ces calculs les facteurs d'émission de particules de l'AP-42 pour les routes pavées (section 13.2.1) et les routes non pavées (section 13.2.2), ces références sont jugées acceptables par la DPA. Cependant, les taux d'émission n'ont pas pu être vérifiés étant donné que les étapes de calcul ne sont pas détaillées dans le rapport (pas d'exemples de calcul) et le tableur Excel ne nous a pas été transmis (on trouve dans l'annexe E plusieurs tableaux utilisés pour le calcul des taux d'émission des particules, cependant, le lien entre les différents tableaux ne peut être établi).

Afin de faciliter la vérification, on recommande que le tableur Excel (Annexe E) utilisé pour les calculs des taux d'émission soit transmis au ministère et que la méthodologie de calcul soit expliquée par des exemples. Les différents paramètres considérés dans les calculs (ex. : puissance des moteurs, facteurs d'émission, nombre de passages, longueur du segment, poids des véhicules...etc.) doivent clairement être identifiés.

Étant donné que la liste des camions n'est pas présentée dans le rapport de modélisation, on ne peut vérifier si les émissions de particules issues des véhicules de livraisons externes (qui n'appartiennent pas au demandeur) ont été considérées ou pas dans la modélisation.

Le demandeur devra indiquer si les émissions de particules issues des véhicules de livraisons externes au site ont été considérées dans la modélisation. Dans le cas contraire, les taux d'émission des particules issues du routage de ces véhicules devront être considérés dans la modélisation.

Un facteur d'atténuation des poussières de 90% a été considéré dans le calcul des taux d'émission des particules issues du routage sur les routes pavées (tableau 5 du rapport). Le demandeur ne donne aucune indication sur les mesures mises en place pour atteindre une telle efficacité.

Le demandeur devra transmettre au ministère les détails des mesures mises en place pour la réduction de 90% des émissions de particules issues du routage sur les routes pavées. Il devra entre autres indiquer la méthode et la fréquence d'application de ces mesures.

Certains éléments discutés dans la section précédente s'appliquent également à cette section, à savoir:

- **Le demandeur devra considérer pour le calcul des taux d'émission des particules issues du routage sur les routes non pavées un facteur d'atténuation de 80% (au lieu de 84%).**
- **Pour la période hivernale, l'hypothèse qu'il n'y a aucune émission de particules n'est pas acceptable. Pour cette période, un facteur d'atténuation de 85% devra être appliqué aux routes non pavées. Pour les routes pavées, le demandeur devra considérer le facteur correspondant à la mesure d'atténuation appliquée durant cette période.**

H. Autres commentaires :

On ne trouve aucune référence dans le rapport aux sources d'émission potentielles suivantes:

- L'érosion éolienne des amas de matières (sables, matériaux de recouvrement, sols en pile, etc.).
- Les activités sur les cellules du LET (construction et recouvrement des cellules) telles que le boutage, l'excavation, le déchargement des matières (seules les activités de manutention du centre de tri et de la sablière ont été considérées dans la modélisation).
- Les gaz d'échappement du tamis utilisé lors du conditionnement des matières compostables (source identifiée dans le précédent avis (Réf.5)).

Le demandeur devra justifier les raisons pour lesquelles ces sources potentielles d'émission n'ont pas été considérées.

Référence :

- 1- Étude d'impact sur l'environnement Projet d'agrandissement du LET de Terrebonne, Rapport de modélisation de la dispersion atmosphérique. TETRA TECH. Projet : 715-40269TTAB, Révision : 00. 2024-07-04
- 2- Bhatt A, Ravi V, Zhang Y, Heath G, Davis R, Tan ECD. Emission factors of industrial boilers burning biomass-derived fuels. J Air Waste Manag Assoc. 2023 Apr;73(4):241-257. doi: 10.1080/10962247.2023.2166158. Epub 2023 Feb 15. PMID: 36637238.
- 3- RECYQ-QUÉBEC. *Résidus de construction de rénovation et de démolition (CRD)*. 2018. [Résidus de construction, de rénovation et de démolition \(CRD\) \(gouv.qc.ca\)](#).
- 4- United States Environmental Protection Agency (EPA). *Exhaust and Crankcase Emission Factors for Nonroad Engine Modeling - Compression-Ignition*, NR-009d. Juillet 2010.
- 5- Étude sectorielle sur la modélisation de la dispersion atmosphérique - révision 1 : lieu d'enfouissement technique, ville de Terrebonne - secteur Lachenaie. WSP. RAPPORT No : 171-00481-00-200-RPT-001. Janvier 2020.
- 6- United States Environmental Protection Agency (EPA). *Median Life, Annual Activity, and Load Factor Values for Nonroad Engine Emissions Modeling*. Decembre 2002.
- 7- I.C. Runge. Mining Economics and strategy. SME. 1998

Signature(s)

Nom	Titre	Signature	Date
Mohamed Lyes Essalhi	Ingénieur		Cliquez ici pour entrer une date.
Michel Gélinas	Directeur		Cliquez ici pour entrer une date.

Clause(s) particulière(s) :

2 Avis de recevabilité à la suite du dépôt du document de réponses aux questions et commentaires	
Considérant les éléments présentés par l'initiateur dans le document de réponses aux questions et commentaires, est-ce que vous jugez maintenant l'étude d'impact recevable? C'est-à-dire qu'elle traite de façon satisfaisante, selon le champ d'expertise de votre direction, les éléments essentiels à l'analyse environnementale subséquente et à la prise de décision par le gouvernement?	L'étude d'impact est recevable
Si l'étude d'impact n'est pas recevable, quels sont les éléments manquants essentiels à l'analyse environnementale subséquente ?	
<div><div><div>Thématiques abordées :</div><div>Référence à l'addenda :</div><div>Texte du commentaire :</div></div><div><div>Émissions atmosphériques</div><div>Rapport de modélisation de la dispersion atmosphérique. TETRA TECH. Projet : 715-40269TTAB, Révision : 01. 2025-07-07</div><div>Réponses à la première série de questions et à son addenda. Tetra Tech 40269TTAB, Révision : 00. 2025-07-24 (PR5.3)</div></div></div>	<div><p>Les commentaires de la Direction des politiques de l'atmosphère (DPA) porteront sur les réponses aux question QC-164 à QC-186 du document « Réponses à la première série de questions et à son addenda », daté du 24 juillet 2025, à la section 17 (VOLET TAUX D'ÉMISSIONS) dudit document. Ces réponses du demandeur abordaient les questions émises dans le premier avis de recevabilité à la suite du dépôt de l'étude d'impact (section 1, ci-haut).</p><p>Par souci de clarté, nous reprendrons la numérotation utilisée dans le document de réponses du demandeur, ainsi que le format de numérotation de la section 1 de l'avis de recevabilité précédent.</p></div> <div><div><div>A. Chaudière à gaz naturel (section 17.1)</div><div><div>QC-164</div><div>Les corrections demandées par le Ministère ont été apportées et l'information relative aux facteurs d'émission des chaudières (ajout de la chaudière de l'unité de désulfuration du biogaz) a été mise à jour.</div></div></div><div><div>B. Chaudières à biomasse (section 17.2)</div><div><div>QC-165, QC-166, QC-167 et QC-169</div><div>Ce projet a été exclu de la présente étude d'impact et fera éventuellement l'objet d'une demande d'autorisation ultérieure lorsqu'il sera mieux défini</div></div></div><div><div>C. OTR (section 17.3)</div><div><div>QC-169a (débits de soutirage du biogaz pour les scénarios 2027, 2031 et 2044)</div><div>Le chiffrier de Biothermica a été fourni en pièce PR5.14 et consulté par le Ministère.</div><div>QC-169b (données de campagnes d'échantillonnage d'AtkinsRéalis, en 2024)</div><div>Le rapport d'échantillonnage des torchères et des OTR, daté du 29 janvier 2024, a été fourni en PR5.12 et consulté par le Ministère.</div><div>QC-169c (débits du gaz H2S utilisés pour le calcul des taux d'émission de ce contaminant)</div><div>Le chiffrier utilisé pour déterminer les débits de H2S a été fourni en pièce PR5.15 et consulté par le Ministère. À noter que les concentrations déterminées pour les champs 1, 2, 3, 4A, 4B et 4C proviennent d'une étude précédente de AirMet et Biome, tandis que les concentrations pour le</div></div></div></div>

secteur ouest ont été estimées à 45 mg/m³ à partir d'une note ministérielle intitulée « Composition du biogaz à prendre en compte pour l'évaluation des impacts des LET ».

Bien que la concentration proposée soit considérablement inférieure à celles des champs 2 (86,3 mg/m³), champ 4B (2516 mg/m³) et champ 4C (364 mg/m³), l'hypothèse avancée par Tetra Tech selon laquelle l'absence de résidu de CRD riches en soufre devrait limiter la concentration de H₂S dans le futur secteur ouest est acceptable.

Noter que la note ministérielle susmentionnée a été référencé en annexe A dans la section 4.1.3 du rapport de modélisation, mais il s'agit d'une erreur de transcription de Tetra Tec qui devrait être corrigée lors de révisions ultérieures (ladite note ministérielle n'a pas été jointe en annexe du rapport de modélisation)

D. Activités au centre de tri de matériaux CRD (section 17.4)

QC-170 (tonnages annuels de matière à traiter à l'entrée des équipements)

L'hypothèse de la répartition des matériaux aux différentes étapes du tri CRD a été expliquée en fonction de ce qui a été proposé par le soumissionnaire OEM Sherbrooke. Les taux d'émissions ont été validés en utilisant les tables de données fournies en Annexe G du rapport de modélisation.

QC-171 (facteurs d'émission pour les activités de broyage et de tamisage)

Les explications données par le demandeur sont acceptables

E. Activités à la sablière (section 17.5)

QC-172 et QC-173

Il a été décidé de retirer les activités de la sablière de la modélisation de la dispersion atmosphérique

F. Machinerie mobile

• **Taux d'émission des contaminants issus de la combustion du diesel** (section 17.6)

QC-174 (un seul facteur d'émission des contaminants pour l'Ensemble des machines mobiles)

Tetra Tech a repris la liste et les caractéristiques des sources utilisées par WSP en 2020 et les a relocalisés selon les six scénarios simulés pour les particules et les produits de combustion. Cette approche est acceptable.

QC-175 (consommation fixe de diesel à 35L/h)

En reprenant les taux d'émission de WSP, Tetra Tech ne les calcule plus, dans l'ensemble, à partir d'une consommation fixe de carburant.

QC-176 (utilisation simultanée de plusieurs machines mobiles par segment de route)

Le calcul des taux d'émission est désormais fait en considérant les émissions simultanées des équipements, sur la base du taux de consommation de diesel évalué selon la puissance et le facteur de charge des équipements, et de la distance de déplacement estimée.

• **Taux d'émission des particules issus du déplacement** (section 17.7)

QC-177 (Facteurs d'atténuation pour l'abattement des poussières et la période hivernale)

Les efficacités des moyens d'atténuation ont été corrigées par le demandeur (80 % utilisant des moyens d'abattement en été, 85 % en raison du couvert neigeux en hiver).

QC-178 (Démarches de calcul pour les émissions combinées de particules combustion/déplacement)

Le demandeur a fourni des exemples de calculs, vérifiés par le Ministère, ainsi que le tableur Excel de calculs (annexe QC-181)

G. **Routage des camions sur les chemins d'accès**
• **Taux d'émission des contaminants issus de la combustion du diesel** (section 17.8)

QC-179 (puissance de moteur de 380 bhp et vitesse de 30 km/h)

L'explication fournie par le demandeur pour les hypothèses de calcul pour les émissions de gaz d'échappement des camions est considérée comme acceptable.

QC-180 (facteur de charge de 22 % selon une référence ne pouvant être consultée)

Le demandeur utilise désormais un facteur de charge de 59 %, selon la référence suggérée par le Ministère.

• **Taux d'émission des particules issus du déplacement** (section 17.9)

QC-181 (exemple de calculs pour les émissions de particules issues du routage)

Les exemples de calculs fournis par le demandeur, ainsi que le tableur Excel en annexe QC-181, ont été vérifiés par le Ministère.

QC-182 (émissions de routage attribuable aux camions de l'extérieur)

Les camions en provenance de l'extérieur ont été identifiés comme tel dans la colonne Origine des tableaux de « Paramètres de calcul associés au camionnage ».

QC-183 (mesures en place pour une réduction de 90 % des émissions sur routes pavées)

Selon le demandeur, il y a engagement de la part de CEC à arroser fréquemment les chemins à l'aide d'un camion dédié (au moins une fois par jour en saison sèche). Limitation de vitesse à 30 km/h (non considéré dans les équations prédictives de l'AP-42).

QC-184 (même problématique que celle soulevée dans QC-177)

Après vérification, l'efficacité d'atténuation saisonnière corrigée a été ajustée dans le tableur du tableur « Caractéristique des chemins d'accès » de l'annexe QC-181.



H. **Autres sources d'émission potentielles** (section 17.10)

QC-185 (sources non considérées, dont érosion éolienne et gaz d'échappement du tamis mobile pour le conditionnement des matières compostables)

Ajout de sources surfaciques pour simuler l'érosion éolienne, conformément à ce qui avait été fait par WSP en 2020. Après vérification, ces sources ont été identifiées par PCOVER, DCOVER et FCOVER.

Suivant la vérification du rapport de modélisation révisé le tamis mobile est identifié dans le calcul par screen1x, Tamis – Exhaust.

Signature(s)			
Nom	Titre	Signature	Date

Benjamin Boyer	Ingénieur		2025/09/03
Michel Gélinas	Directeur des politiques de l'atmosphère		2025/09/03
Clause(s) particulière(s) :			

ANALYSE DE L'ACCEPTABILITÉ ENVIRONNEMENTALE DU PROJET

Cette étape vise à évaluer la raison d'être du projet, les impacts appréhendés de ce projet sur les milieux biologique, physique et humain et à se prononcer sur l'acceptabilité du projet. Elle permet de déterminer si les impacts du projet sont acceptables et de prévoir, le cas échéant, des modifications au projet, des mesures d'atténuation ou de suivi.

3

Avis d'acceptabilité environnementale du projet

Selon les renseignements déposés par l'initiateur et en fonction de votre champ de compétence, le projet est-il acceptable sur le plan environnemental, tel que présenté?

Choisissez une réponse

Justification :

Signature(s)

Nom	Titre	Signature	Date
Cliquez ici pour entrer du texte.	Cliquez ici pour entrer du texte.		Cliquez ici pour entrer une date.
Cliquez ici pour entrer du texte.	Cliquez ici pour entrer du texte.		Cliquez ici pour entrer une date.

Clause(s) particulière(s) :

Au besoin, utilisez l’emplacement ci-dessous pour ajouter des figures

Au besoin, utilisez l’emplacement ci-dessous pour ajouter des tableaux

Les mesure RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Présentation du projet		MARCHE À SUIVRE
Nom du projet	Agrandissement du Lieu d'enfouissement technique de Lachenaie sur le territoire de la ville de Terrebonne	
Initiateur de projet	Complexe Enviro Connexions Itée	
Numéro de dossier	3211-23-0950	
Dépôt de l'étude d'impact	2024/07/24	
Présentation du projet : Complexe Enviro Connexions Itée (CEC) exploite actuellement un LET situé au nord de l'autoroute 640, dans le secteur Lachenaie de la ville de Terrebonne. Ce lieu d'enfouissement accepte les matières résiduelles provenant entre autres de la grande région de Montréal, de Laval et de villes et municipalités des couronnes Nord et Sud. L'agrandissement projeté du LET sera réalisé sur le secteur Ouest de la propriété de CEC à partir de 2027. Deux zones de dépôt des matières résiduelles distinctes sont prévues dans la zone d'agrandissement. La zone A a une superficie de 31,6 ha et une capacité de 8,4 millions m³. La zone B a une superficie de 69,9 ha et une capacité de 17,7 millions de m³. Les matières résiduelles qui seront enfouies dans les nouvelles cellules du LET de Lachenaie seront issues des secteurs résidentiel, industriel, commercial et institutionnel (ICI) ainsi que du secteur de la construction, de la rénovation et de la démolition (CRD). La capacité annuelle d'enfouissement de la première année d'opération de l'agrandissement (2027) a été établie à 1 230 000 t.m. et celle de la dernière année complète d'opération à 1 150 000 t.m. (2043). La durée de vie projetée du projet d'agrandissement est de 18 ans.		
Présentation du répondant		
Ministère ou organisme	Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs	
Direction ou secteur	Direction des politiques de l'atmosphère	
Avis conjoint	À compléter uniquement si l'avis provient de plus d'une direction ou d'un secteur.	
Région	03 - Capitale-Nationale	
Numéro de référence	DPA 2861	

RECEVABILITÉ DE L'ÉTUDE D'IMPACT

Cette étape a pour but de vérifier si tous les éléments nécessaires à l'analyse environnementale des enjeux du projet ont été présentés de manière satisfaisante dans l'étude d'impact. L'étude d'impact doit être cohérente avec les éléments de la Directive. Il s'agit de déterminer si les renseignements requis pour apprécier la qualité et la pertinence des données sont correctement présentés, si la description du milieu, du projet et de ses impacts est complète et si les différentes méthodes utilisées sont appropriées.

1

Avis de recevabilité à la suite du dépôt de l'étude d'impact

Est-ce que vous jugez l'étude d'impact recevable? C'est-à-dire qu'elle traite de façon satisfaisante, selon le champ d'expertise de votre direction, les éléments essentiels à l'analyse environnementale subséquente et à la prise de décision par le gouvernement.

L'étude d'impact ne traite pas de manière satisfaisante des sujets qu'elle doit aborder, l'initiateur doit répondre aux questions suivantes

Si l'étude d'impact n'est pas recevable, quels sont les éléments manquants essentiels à l'analyse environnementale subséquente ?

Thématiques abordées :

Référence à l'étude d'impact :

Texte du commentaire :

Impact sonore

PR3.1-CEC. Étude d'impact, Volume I - Rapport principal

PR3.2-CEC. Étude d'impact, Volume II - Annexes

PR3.15-CEC. Étude du climat sonore

Afin de compléter l'étude de dossier, l'initiateur de projet doit nous fournir les informations suivantes:

L'étude d'impact sonore fait référence au rapport 696780-4E-L01-00 (AtkinsRéalis, novembre 2023). Veuillez fournir une copie de ce rapport.

Contrairement au reste des points de mesure, le niveau de bruit résiduel au point P5 de jour est inférieur à celui de nuit de 10 dBA pour certaines heures. Veuillez expliquer ces résultats.

Les niveaux de bruit estimés après la mise en place des mesures d'atténuation est égale à la limite maximale permise au point P1. Il est donc probable que les niveaux de bruit réel dépassent la limite maximale permise. Est-ce que l'initiateur de projet prévoit mettre en place d'autres mesures d'atténuation en cas de dépassement? Si oui lesquelles?

Signature(s)			
Nom	Titre	Signature	Date
Hamed Chaabouni	Ingénieur acoustique environnemental		Cliquez ici pour entrer une date.
Michel Gélinas	Directeur		Cliquez ici pour entrer une date.
Clause(s) particulière(s) :			

2

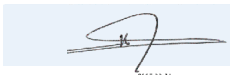

Avis de recevabilité à la suite du dépôt du document de réponses aux questions et commentaires

Considérant les éléments présentés par l'initiateur dans le document de réponses aux questions et commentaires, est-ce que vous jugez maintenant l'étude d'impact recevable? C'est-à-dire qu'elle traite de façon satisfaisante, selon le champ d'expertise de votre direction, les éléments essentiels à l'analyse environnementale subséquente et à la prise de décision par le gouvernement?

L'étude d'impact est recevable

Si l'étude d'impact n'est pas recevable, quels sont les éléments manquants essentiels à l'analyse environnementale subséquente ?

- Thématiques abordées : Impact sonore
- Référence à l'addenda : 3211-23-095-36
3211-23-095-49
- Texte du commentaire : Les réponses fournies sont jugées satisfaisantes, car elles permettent une évaluation l'impact sonore du projet.

Signature(s)			
Nom	Titre	Signature	Date
Hamed Chaabouni	Ing. M.Sc.		2025/08/20
Michel Gélinas	Directeur		2025/08/20
Clause(s) particulière(s) :			

ANALYSE DE L'ACCEPTABILITÉ ENVIRONNEMENTALE DU PROJET

Cette étape vise à évaluer la raison d'être du projet, les impacts appréhendés de ce projet sur les milieux biologique, physique et humain et à se prononcer sur l'acceptabilité du projet. Elle permet de déterminer si les impacts du projet sont acceptables et de prévoir, le cas échéant, des modifications au projet, des mesures d'atténuation ou de suivi.

3

Avis d'acceptabilité environnementale du projet

AVIS D'EXPERT
PROCÉDURE D'ÉVALUATION ET D'EXAMEN DES IMPACTS SUR L'ENVIRONNEMENT

Selon les renseignements déposés par l'initiateur et en fonction de votre champ de compétence, le projet est-il acceptable sur le plan environnemental, tel que présenté?		Choisissez une réponse	
Justification :			
Signature(s)			
Nom	Titre	Signature	Date
Cliquez ici pour entrer du texte.	Cliquez ici pour entrer du texte.		Cliquez ici pour entrer une date.
Cliquez ici pour entrer du texte.	Cliquez ici pour entrer du texte.		Cliquez ici pour entrer une date.
Clause(s) particulière(s) :			

Au besoin, utilisez l'emplacement ci-dessous pour ajouter des figures

Au besoin, utilisez l'emplacement ci-dessous pour ajouter des tableaux

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Présentation du projet		MARCHE À SUIVRE
Nom du projet	Agrandissement du Lieu d'enfouissement technique de Lachenaie sur le territoire de la ville de Terrebonne	
Initiateur de projet	Complexe Enviro Connexions Ltée	
Numéro de dossier	3211-23-0950	
Dépôt de l'étude d'impact	2024/07/24	
Présentation du projet : Complexe Enviro Connexions Ltée (CEC) exploite actuellement un LET situé au nord de l'autoroute 640, dans le secteur Lachenaie de la ville de Terrebonne. Ce lieu d'enfouissement accepte les matières résiduelles provenant entre autres de la grande région de Montréal, de Laval et de villes et municipalités des couronnes Nord et Sud. L'agrandissement projeté du LET sera réalisé sur le secteur Ouest de la propriété de CEC à partir de 2027. Deux zones de dépôt des matières résiduelles distinctes sont prévues dans la zone d'agrandissement. La zone A a une superficie de 31,6 ha et une capacité de 8,4 millions m³. La zone B a une superficie de 69,9 ha et une capacité de 17,7 millions de m³. Les matières résiduelles qui seront enfouies dans les nouvelles cellules du LET de Lachenaie seront issues des secteurs résidentiel, industriel, commercial et institutionnel (ICI) ainsi que du secteur de la construction, de la rénovation et de la démolition (CRD). La capacité annuelle d'enfouissement de la première année d'opération de l'agrandissement (2027) a été établie à 1 230 000 t.m. et celle de la dernière année complète d'opération à 1 150 000 t.m. (2043). La durée de vie projetée du projet d'agrandissement est de 18 ans.		
Présentation du répondant		
Ministère ou organisme	Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs	
Direction ou secteur	Direction de l'expertise en valorisation et en élimination	
Avis conjoint	À compléter uniquement si l'avis provient de plus d'une direction ou d'un secteur.	
Région	Central	
Numéro de référence	Cliquez ici pour entrer du texte.	

RECEVABILITÉ DE L'ÉTUDE D'IMPACT

Cette étape a pour but de vérifier si tous les éléments nécessaires à l'analyse environnementale des enjeux du projet ont été présentés de manière satisfaisante dans l'étude d'impact. L'étude d'impact doit être cohérente avec les éléments de la Directive. Il s'agit de déterminer si les renseignements requis pour apprécier la qualité et la pertinence des données sont correctement présentés, si la description du milieu, du projet et de ses impacts est complète et si les différentes méthodes utilisées sont appropriées.

1

Avis de recevabilité à la suite du dépôt de l'étude d'impact

Est-ce que vous jugez l'étude d'impact recevable? C'est-à-dire qu'elle traite de façon satisfaisante, selon le champ d'expertise de votre direction, les éléments essentiels à l'analyse environnementale subséquente et à la prise de décision par le gouvernement.

L'étude d'impact ne traite pas de manière satisfaisante des sujets qu'elle doit aborder, l'initiateur doit répondre aux questions suivantes

Si l'étude d'impact n'est pas recevable, quels sont les éléments manquants essentiels à l'analyse environnementale subséquente ?

• Thématiques abordées :

• Référence à l'étude d'impact :

• Texte du commentaire :

Zonage

Étude d'impact, section 4.4.7 p.105 [p.130 PDF]

On apprend dans l'étude d'impact que le zonage autour du site est agricole. Quel est le zonage du lieu d'enfouissement et sa zone tampon?

• Thématiques abordées :

• Référence à l'étude d'impact :

• Texte du commentaire :

Servitude d'Hydro-Québec

Étude d'impact, section 4.4.10.4 p.110 [p.135 PDF]

Il est mentionné que dans le tracé de la ligne électrique passant au milieu de l'agrandissement, il y a une servitude qui interdit de modifier l'élévation du sol par creusement ou par ajout de matériau. Est-ce que cette interdiction peut compromettre certains des travaux prévus sur le site comme l'aménagement d'un écran périphérique d'étanchéité par l'initiateur en bordure de la servitude ?

• Thématiques abordées :

• Référence à l'étude d'impact :

• Texte du commentaire :


Rejet vers le réseau d'égout municipal

Étude d'impact, section 5.4.6 p.126 [p.151 PDF]

La Ville de Terrebonne et CEC ont signé une entente en juillet 2010 et en juin 2021 pour que la Ville accepte de recevoir les rejets de l'effluent final du LET dans son réseau. Quand est-ce que cette entente arrivera à échéance?

	<p>Est-ce que la ville a confirmé son intention de reconduire son entente avec l'initiateur pour le projet d'agrandissement ?</p> <p>Recouvrement final</p>
<ul style="list-style-type: none">Thématiques abordées :Référence à l'étude d'impact :Texte du commentaire :	<p>Étude d'impact, section 5.4.8 p.129 [p.154 PDF]</p> <p>Comme l'initiateur prévoit avoir une couche imperméable d'une épaisseur variable, entre 45 et 300 cm, dans la couche de recouvrement final, a-t-il considéré le pire cas (300 cm) dans l'étude d'intégration au paysage et dans l'étude de stabilité ?</p> <p>De plus, dans ces mêmes études, a-t-il considéré la surépaisseur associée aux éventuels chemins d'accès qui pourraient être aménagés au-dessus du niveau de l'élévation finale?</p>
<ul style="list-style-type: none">Thématiques abordées :Référence à l'étude d'impact :Texte du commentaire :	<p>Cours d'eau dans la zone tampon</p> <p>Étude d'impact, section 8.2.5.1, p.168 [p.193 PDF]</p> <p>On peut voir des cours d'eau permanents traverser le projet de LET et sa zone tampon. Cependant, il n'est pas permis d'avoir un cours d'eau dans la zone tampon d'un LET (article 18 du REIMR). L'initiateur doit nous signaler ce qu'il entend faire pour rectifier ce problème. Il est mentionné qu'une étude complémentaire viendra préciser la stratégie finale de gestion des eaux de ruissellement. L'initiateur doit nous transmettre cette étude pour nous permettre de valider que le projet respectera la réglementation en vigueur.</p>
<ul style="list-style-type: none">Thématiques abordées :Référence à l'étude d'impact :Texte du commentaire :	<p>Composition des matières résiduelles</p> <p>Rapport de modélisation de la dispersion atmosphérique, Annexe D p.3 [p.60 pdf]</p> <p>L'initiateur mentionne que les pourcentages de matières résiduelles putrescibles contenues dans les matières résiduelles enfouies pour les périodes 2011-2023 et 2024-2044 ont été estimés à partir de documents produits par TetraTech. Nous aurions besoin d'avoir une copie des documents justifiant ces pourcentages.</p>
<ul style="list-style-type: none">Thématiques abordées :Référence à l'étude d'impact :Texte du commentaire :	<p>Caractérisation du dioxyde de soufre et des odeurs</p> <p>Rapport de modélisation de la dispersion atmosphérique, section 4.1.3 p.31 [p.32 pdf]</p> <p>L'initiateur mentionne que les concentrations en H₂S et en odeurs des différents champs d'enfouissement et des bassins ont été établis à partir du <i>Rapport de modélisation pour le projet Continuité de l'exploitation du secteur Nord du lieu d'enfouissement technique de Complexe Enviro Connexions</i> par AirMet et BIOME. L'initiateur doit nous transmettre cette évaluation pour nous permettre de comprendre l'origine des valeurs utilisées.</p> <p>De plus, il est mentionné que la concentration d'odeurs mesurée dans le champ 4C n'a pas été utilisée comme elle serait associée à des matières résiduelles odorantes récemment enfouies. De quelles natures étaient ces matières et qu'est-ce qui explique qu'elles ne seront pas représentatives des concentrations attendues dans le biogaz du champ 4C pour les années à venir?</p> <p>Nous demandons également une copie du document en référence pour les facteurs d'émission d'odeurs des équipements de combustion, c'est-à-dire le document de WSP produit en 2018 contenant les taux d'émission.</p>
<ul style="list-style-type: none">Thématiques abordées :Référence à l'étude d'impact :Texte du commentaire :	<p>Taux d'émission des oxydateurs thermiques régénératifs (RTO) et des torchères</p> <p>Rapport de modélisation de la dispersion atmosphérique, section 5.7 p.40 [p.41 pdf]</p> <p>Le ministère demande une copie du rapport <i>AtkinsRéalis, 2024 Émissions atmosphériques des torchères et des OTR</i> utilisé pour lui permettre de valider les taux d'émission des RTO et des torchères.</p>
<ul style="list-style-type: none">Thématiques abordées :Référence à l'étude d'impact :Texte du commentaire :	<p>Gestion des résidus fins de construction, rénovation, démolition (CRD)</p> <p>Rapport de modélisation de la dispersion atmosphérique, section 2.2 p.31 [p.32 pdf] et Annexe E, Tableaux [p.108 pdf]</p> <p>L'initiateur mentionne qu'il n'y aura pas d'enfouissement de gypse ou de matières à haute teneur en soufre dans les cellules de l'agrandissement et que les résidus provenant du centre de tri de matériaux CRD seront traités dans un procédé dédié, équipé d'un système de ventilation avec biofiltration pour l'air extrait. Par la suite, il est mentionné que ces résidus seront traités par compostage en milieu fermé. L'initiateur doit fournir une description complète du procédé de tri et de traitement par lesquelles passeront les matériaux riches en soufre.</p> <p>L'initiateur peut-il fournir des exemples d'utilisation de ce procédé sur d'autres sites ? À notre connaissance, le ministère n'a autorisé aucune installation de ce genre au Québec.</p> <p>Quelle est l'impact des résidus fins de CRD sur la qualité du compost attendu ?</p> <p>Comment l'initiateur entend-il se départir du soufre s'accumulant dans les filtres ?</p> <p>De plus, l'initiateur mentionne qu'une étude de caractérisation faite au site de Silver Spring Organics (2023) donne un taux d'émission à la surface de biofiltres pour une application représentative du projet prévu au LET de Terrebonne. Peut-il nous transmettre cette étude pour en permettre la validation?</p>
<ul style="list-style-type: none">Thématiques abordées :Référence à l'étude d'impact :Texte du commentaire :	<p>Autres activités projetées sur le site</p> <p>Rapport de modélisation de la dispersion atmosphérique, section 1.4 p.8 [p.9 pdf]</p> <p>Dans le cadre de sa modélisation, l'initiateur considère plusieurs activités connexes qui devraient être réalisées dans le futur sur le site. Une description succincte de ces activités projetées est donnée dans le rapport, ce qui est insuffisant pour en évaluer les impacts et pour valider les paramètres du rapport de modélisation de la dispersion atmosphérique. Les activités suivantes doivent donc faire l'objet d'une description détaillée de la part de l'initiateur :</p> <ul style="list-style-type: none">-le centre de tri de matériaux CRD;-l'usine de compostage des résidus fins de CRD;

	-la chaudière à biomasse alimentée en bois récupéré du centre de tri.
<div><div></div><div></div><div></div></div>	<div>Sources d'émission</div> <div>Rapport de modélisation de la dispersion atmosphérique, section 3.1 p.21 [p.22 pdf]</div> <div>L'initiateur n'a pas présenté le front d'enfouissement comme source d'émission surfacique associés à l'enfouissement des matières résiduelles. Le front d'enfouissement peut notamment être une source d'émission d'odeurs. Pour quelle raison cette source n'a-t-elle pas été considérée ?</div>
<div><div></div><div></div><div></div></div>	<div>Mesures de méthane dans les bâtiments</div> <div>Étude de conception pour l'agrandissement ouest du lieu d'enfouissement technique de Lachenaie, section 14.7 p.42 pdf</div> <div>L'initiateur mentionne que des mesures de la concentration en méthane seront prises dans les bâtiments conformément aux articles 60 et 67 du REIMR. Peut-il nous confirmer quels seront les bâtiments qui feront l'objet de ce suivi?</div>
<div><div></div><div></div><div></div></div>	<div>Recouvrement temporaire</div> <div>Étude de conception pour l'agrandissement ouest du lieu d'enfouissement technique de Lachenaie, section 12.1 p.30 pdf</div> <div>Sur les zones de dépôts qui resteront inactives plus de 6 mois, l'initiateur souhaite mettre en place un recouvrement temporaire. Quelle sera la nature des matériaux qui constitueraient ce recouvrement temporaire et qu'advient-il de ces matières au moment venu de l'enfouissement de nouvelles matières résiduelles?</div>
<div><div></div><div></div><div></div></div>	<div>Récupération de bois</div> <div>Étude de conception pour l'agrandissement ouest du lieu d'enfouissement technique de Lachenaie, section 12.2.1 p.24 pdf</div> <div>Dans le cadre d'une activité de valorisation des résidus CRD riches en bois, l'initiateur mentionne que l'activité de broyage et de criblage du bois pourra s'effectuer au front d'enfouissement. Cette affirmation manque de précision. Comment cette activité se superposera-t-elle avec les activités d'enfouissement au front de déchets ? L'initiateur doit détailler le déroulement de ces opérations.</div>
<div><div></div><div></div><div></div></div>	<div>Superficie de la zone de dépôt</div> <div>Étude de conception pour l'agrandissement ouest du lieu d'enfouissement technique de Lachenaie, section 13.1 p.36 pdf</div> <div>L'initiateur s'engage à limiter au minimum la superficie de l'aire de dépôt active des matières résiduelles pour atténuer les odeurs sur le site. Est-il en mesure de nous confirmer à quelle superficie maximale sera maintenue l'aire de dépôt active pendant l'exploitation du site ?</div>
<div><div></div><div></div><div></div></div>	<div>Schéma des puits d'observation de l'eau souterraine</div> <div>Étude de conception pour l'agrandissement ouest du lieu d'enfouissement technique de Lachenaie, annexe 1 p.52 pdf</div> <div>Seul le détail d'aménagement des puits d'observation les plus récents a été fourni à l'étude d'impact. L'initiateur doit fournir le détail de l'aménagement de tous les puits d'observation qui serviront au suivi de la qualité des eaux souterraines du projet d'agrandissement et du système de traitement du lixiviat en précisant la localisation de la crépine et de l'unité hydrostratigraphique investiguée. De plus, pour les nouveaux puits d'observation à aménager, il faut nous préciser la profondeur et l'unité hydrostratigraphique dans laquelle seront localisées les crépines de ces puits.</div>
<div><div></div><div></div><div></div></div>	<div>Analyse structurale de la conduite de collecte de lixiviat</div> <div>Étude de conception pour l'agrandissement ouest du lieu d'enfouissement technique de Lachenaie, annexe 1 p.54 pdf</div> <div>Dans l'analyse structurale de la conduite de collecte de lixiviat, niveau primaire, l'initiateur montre une valeur de ratio de déflexion admissible (DR_{ADM}) de la conduite comparée à la valeur calculée pour évaluer l'impact du poids des matériaux sur l'intégrité structurale de la conduite. Comme la valeur de ratio de déflexion est jugée acceptable, quelle valeur limite à ne pas dépasser a été sélectionner pour en arriver à cette conclusion.</div>
<div><div></div><div></div><div></div></div>	<div>Estimation des coûts de gestion postfermeture</div> <div>Étude de conception pour l'agrandissement ouest du lieu d'enfouissement technique de Lachenaie, annexe 6 p.107-115 pdf</div> <div>De manière générale, considérant la superficie du projet d'agrandissement, les estimations de coûts de gestion postfermeture présentés apparaissent faibles, une bonification serait nécessaire. De plus, on constate des manques aux niveaux de certains éléments : Au niveau des campagnes d'échantillonnage et de mesure, on retrouve aucune mention concernant le condensat du biogaz capté à échantillonner et à analyser tous les ans. De plus, l'échantillonnage et l'analyse du biogaz prévus devra inclure, tel que stipulé à l'article 68 du REIMR, un relevé des concentrations d'azote ou d'oxygène ainsi que de la température dans chacun des drains et des puits de captage à une fréquence d'au moins 4 fois par an. Concernant l'administration du lieu, il manque des coûts spécifiques au suivi de l'efficacité des systèmes et au suivi du respect des normes et autres obligations liées aux autorisations. Enfin, une contingence d'au moins 10% devrait être appliquée sur l'ensemble des coûts annuels de gestion postfermeture.</div>

Signature(s)			
Nom	Titre	Signature	Date
Nicolas Tremblay	Ingénieur		2024/10/03

Agathe Vialle	Directrice		2024/10/03
Clause(s) particulière(s) :			

2

Avis de recevabilité à la suite du dépôt du document de réponses aux questions et commentaires

Considérant les éléments présentés par l'initiateur dans le document de réponses aux questions et commentaires, est-ce que vous jugez maintenant l'étude d'impact recevable? C'est-à-dire qu'elle traite de façon satisfaisante, selon le champ d'expertise de votre direction, les éléments essentiels à l'analyse environnementale subséquente et à la prise de décision par le gouvernement?

L'étude d'impact ne traite pas de manière satisfaisante des sujets qu'elle doit aborder, l'initiateur doit répondre aux questions suivantes

Si l'étude d'impact n'est pas recevable, quels sont les éléments manquants essentiels à l'analyse environnementale subséquente ?

• Thématiques abordées :

• Référence à l'addenda :

• Texte du commentaire :

Schéma des puits d'observation de l'eau souterraine

Réponse à la QC-39

L'initiateur a répondu par rapport aux nouveaux puits d'observation à aménager. Qu'en est-il de l'aménagement des puits d'observation existants, soit ceux construits avant 2022, qui servent notamment au suivi de la qualité des eaux souterraines dans le secteur du système de traitement du lixiviat?

• Thématiques abordées :

• Référence à l'addenda :

• Texte du commentaire :

Recouvrement temporaire

Réponse à la QC-29

L'initiateur a précisé les types de recouvrements temporaires qu'il entend mettre en place. Il mentionne également qu'il y aura un enlèvement des matériaux non conformes avant la poursuite de l'enfouissement dans ces secteurs. Quelle est la destination finale des matériaux utilisés en recouvrement temporaire (sols non conformes à l'article 42 du REIMR et membranes temporaires) une fois retirés?

Signature(s)

Nom	Titre	Signature	Date
Nicolas Tremblay	Ingénieur		2025/08/22
Agathe Vialle	Directrice		2025/08/26

Clause(s) particulière(s) :

ANALYSE DE L'ACCEPTABILITÉ ENVIRONNEMENTALE DU PROJET

Cette étape vise à évaluer la raison d'être du projet, les impacts appréhendés de ce projet sur les milieux biologique, physique et humain et à se prononcer sur l'acceptabilité du projet. Elle permet de déterminer si les impacts du projet sont acceptables et de prévoir, le cas échéant, des modifications au projet, des mesures d'atténuation ou de suivi.

3

Avis d'acceptabilité environnementale du projet

Selon les renseignements déposés par l'initiateur et en fonction de votre champ de compétence, le projet est-il acceptable sur le plan environnemental, tel que présenté?

Choisissez une réponse

Justification :

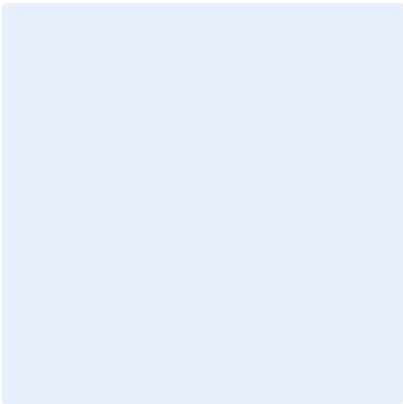
Signature(s)

Nom	Titre	Signature	Date
Cliquez ici pour entrer du texte.	Cliquez ici pour entrer du texte.		Cliquez ici pour entrer une date.
Cliquez ici pour entrer du texte.	Cliquez ici pour entrer du texte.		Cliquez ici pour entrer une date.

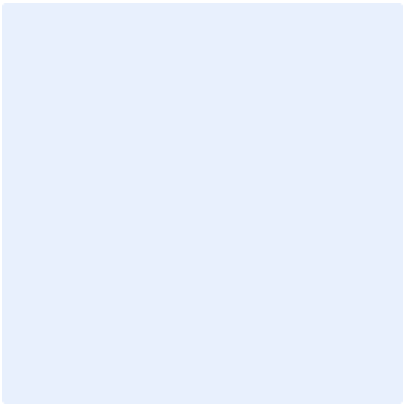
Clause(s) particulière(s) :

Au besoin, utilisez l’emplacement ci-dessous pour ajouter des figures

Titre de la figure



Titre de la figure



Titre de la figure

Titre de la figure

Titre de la figure

Au besoin, utilisez l'emplacement ci-dessous pour ajouter des tableaux

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Présentation du projet		MARCHE À SUIVRE
Nom du projet	Agrandissement du Lieu d'enfouissement technique de Lachenaie sur le territoire de la ville de Terrebonne	
Initiateur de projet	Complexe Enviro Connexions Itée	
Numéro de dossier	3211-23-0950	
Dépôt de l'étude d'impact	2024/07/24	
Présentation du projet : Complexe Enviro Connexions Itée (CEC) exploite actuellement un LET situé au nord de l'autoroute 640, dans le secteur Lachenaie de la ville de Terrebonne. Ce lieu d'enfouissement accepte les matières résiduelles provenant entre autres de la grande région de Montréal, de Laval et de villes et municipalités des couronnes Nord et Sud. L'agrandissement projeté du LET sera réalisé sur le secteur Ouest de la propriété de CEC à partir de 2027. Deux zones de dépôt des matières résiduelles distinctes sont prévues dans la zone d'agrandissement. La zone A a une superficie de 31,6 ha et une capacité de 8,4 millions m³. La zone B a une superficie de 69,9 ha et une capacité de 17,7 millions de m³. Les matières résiduelles qui seront enfouies dans les nouvelles cellules du LET de Lachenaie seront issues des secteurs résidentiel, industriel, commercial et institutionnel (ICI) ainsi que du secteur de la construction, de la rénovation et de la démolition (CRD). La capacité annuelle d'enfouissement de la première année d'opération de l'agrandissement (2027) a été établie à 1 230 000 t.m. et celle de la dernière année complète d'opération à 1 150 000 t.m. (2043). La durée de vie projetée du projet d'agrandissement est de 18 ans.		
Présentation du répondant		
Ministère ou organisme	Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs	
Direction ou secteur	Direction de l'expertise en décarbonation et efficacité énergétique	
Avis conjoint	À compléter uniquement si l'avis provient de plus d'une direction ou d'un secteur.	
Région	03 - Capitale-Nationale	
Numéro de référence	SCW-1247795	

RECEVABILITÉ DE L'ÉTUDE D'IMPACT

Cette étape a pour but de vérifier si tous les éléments nécessaires à l'analyse environnementale des enjeux du projet ont été présentés de manière satisfaisante dans l'étude d'impact. L'étude d'impact doit être cohérente avec les éléments de la Directive. Il s'agit de déterminer si les renseignements requis pour apprécier la qualité et la pertinence des données sont correctement présentés, si la description du milieu, du projet et de ses impacts est complète et si les différentes méthodes utilisées sont appropriées.

1

Avis de recevabilité à la suite du dépôt de l'étude d'impact

Est-ce que vous jugez l'étude d'impact recevable? C'est-à-dire qu'elle traite de façon satisfaisante, selon le champ d'expertise de votre direction, les éléments essentiels à l'analyse environnementale subséquente et à la prise de décision par le gouvernement.

L'étude d'impact ne traite pas de manière satisfaisante des sujets qu'elle doit aborder, l'initiateur doit répondre aux questions suivantes

Si l'étude d'impact n'est pas recevable, quels sont les éléments manquants essentiels à l'analyse environnementale subséquente ?

• Thématiques abordées :

• Référence à l'étude d'impact :

• Texte du commentaire :

Déboisement

PR3.26 - CEC. Évaluation des gaz à effet de serre, avril 2024, 19 pages

L'initiateur présente des émissions de GES liées au déboisement. En plus du calcul de ces émissions, la DEDEE demande à l'initiateur de calculer les émissions liées à la perte de capacité de séquestration de CO₂ attribuable à la déforestation. Les émissions de GES dues à la perte de capacité de séquestration peuvent être calculées à partir de l'équation 11 à la page 33 du Guide de quantification des émissions de gaz à effet de serre du MELCCFP (2022).

• Thématiques abordées :

• Référence à l'étude d'impact :

• Texte du commentaire :

Milieux humides

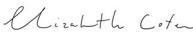
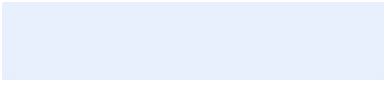
PR3.26 - CEC. Évaluation des gaz à effet de serre, avril 2024, 19 pages

L'initiateur ne présente pas les émissions de GES liées à la perte de 0,16 ha de milieux humides. La DEDEE demande à l'initiateur de calculer les émissions de GES liées à la perte de milieux humides. Ces émissions peuvent être calculées à partir de l'équation 12 à la page 36 du Guide de quantification des émissions de gaz à effet de serre du MELCCFP (2022). Toutefois, si ces émissions correspondaient à moins de 3% du total des émissions, elles pourraient être considérées comme négligeables.

<div><div>• Thématiques abordées :</div><div>• Référence à l'étude d'impact :</div><div>• Texte du commentaire :</div></div>	<div>Équipements mobiles et fixes</div> <div>PR3.26 - CEC. Évaluation des gaz à effet de serre, avril 2024, 19 pages</div> <div>Pour les équipements mobiles (machinerie) et les sources fixes, l'initiateur présente des quantités de carburants utilisées pour estimer les émissions de GES. La DEDEE demande à l'initiateur de présenter le détail des calculs effectués pour arriver à ces quantités de carburant, afin qu'elle puisse juger de l'exactitude des émissions. De plus, elle demande à l'initiateur de présenter les quantités de combustibles propres à chaque source, pour les équipements mobiles, pour la chaudière, pour l'oxydateur thermique régénératif et les autres équipements fixes, le cas échéant.</div>
<div><div>• Thématiques abordées :</div><div>• Référence à l'étude d'impact :</div><div>• Texte du commentaire :</div></div>	<div>Enfouissement – Carbone organique digestible</div> <div>PR3.26 - CEC. Évaluation des gaz à effet de serre, avril 2024, 19 pages</div> <div>Le carbone organique digestible (COD) présenté dans la quantification des émissions de GES n'est pas le même qui est utilisé dans la source « Modification du modèle de génération de biogaz au LET de Lachenaie à la suite de l'avis final de la direction des matières résiduelles (DMR) du MELCCFP du 22 février 2024 ». Dans cette dernière, le COD varie de 0,200 à 0,272 pour l'ensemble des secteurs, ce qui est différent du 0,18 présenté dans la quantification. La DEDEE demande à l'initiateur d'expliquer ces différences, et de fournir les explications nécessaires pour appuyer le choix du facteur.</div>
<div><div>• Thématiques abordées :</div><div>• Référence à l'étude d'impact :</div><div>• Texte du commentaire :</div></div>	<div>Enfouissement – fraction de méthane</div> <div>PR3.26 - CEC. Évaluation des gaz à effet de serre, avril 2024, 19 pages</div> <div>Le rapport de quantification présente une fraction de CH4 à 50%, tandis que celle-ci est de 59% dans le rapport de Modélisation 2022 de la génération de biogaz au LET de Lachenaie, et ne semble pas avoir changé à la suite des modifications. La DEDEE demande à l'initiateur d'expliquer ces différences, et de fournir les explications nécessaires pour appuyer le choix du facteur.</div>
<div><div>• Thématiques abordées :</div><div>• Référence à l'étude d'impact :</div><div>• Texte du commentaire :</div></div>	<div>Enfouissement – efficacité de captage</div> <div>PR3.26 - CEC. Évaluation des gaz à effet de serre, avril 2024, 19 pages</div> <div>Un facteur d'efficacité de captage de 97% a été utilisé par l'initiateur dans le rapport de quantification, alors qu'un facteur d'au plus 95% a été utilisé dans la Modélisation 2024 de la génération de biogaz, à la demande de la Direction des matières résiduelles (DMR). Le DEDEE demande à l'initiateur de corriger cette erreur, et d'utiliser un facteur d'au plus 95%.</div>
<div><div>• Thématiques abordées :</div><div>• Référence à l'étude d'impact :</div><div>• Texte du commentaire :</div></div>	<div>Enfouissement – émissions post-fermeture</div> <div>PR3.26 - CEC. Évaluation des gaz à effet de serre, avril 2024, 19 pages</div> <div>Les émissions ultimes liées à l'enfouissement au-delà de 2044 ne sont pas présentées par l'initiateur et se doivent de l'être. La DEDEE demande à l'initiateur de présenter ces émissions dans le bilan pour la section 3.6 du rapport, et dans le bilan des émissions du projet. Elles peuvent être distinguées par une ligne « Émissions post-fermeture ».</div>
<div><div>• Thématiques abordées :</div><div>• Référence à l'étude d'impact :</div><div>• Texte du commentaire :</div></div>	<div>Calculs de valorisation et substitution du gaz naturel</div> <div>PR3.26 - CEC. Évaluation des gaz à effet de serre, avril 2024, 19 pages</div> <div>Selon l'initiateur, la substitution du gaz naturel par le gaz naturel renouvelable permet des réductions de 174 264 t éq. CO2 en 2027, diminuant jusqu'en 2044 pour atteindre 153 094 t éq. CO2. Toutefois, la DEDEE n'est pas en mesure d'évaluer l'exactitude de ces réductions avec les données de la quantification. Elle demande donc à l'initiateur de présenter les détails des calculs qui lui permettent d'arriver à ces réductions, en incluant toutes les hypothèses, les facteurs d'émissions et les références utilisés, ainsi que la quantité précise de biogaz utilisée pour ces calculs.</div>
<div><div>• Thématiques abordées :</div><div>• Référence à l'étude d'impact :</div><div>• Texte du commentaire :</div></div>	<div>Valorisation du gaz naturel renouvelable</div> <div>PR3.26 - CEC. Évaluation des gaz à effet de serre, avril 2024, 19 pages</div> <div>La valorisation du biométhane par la substitution de combustibles fossiles peut avoir un impact sur la réduction des émissions de GES au Québec. Il est demandé que l'initiateur précise si cette valorisation se fera au Québec ou hors Québec. Des critères économiques peuvent influencer le choix de l'initiateur de projet. Toutefois, pour évaluer l'impact sur le bilan des émissions de GES au Québec, l'initiateur doit préciser où il est prévu que ces réductions seront appliquées (Québec ou hors Québec). Si une portion du biométhane est actuellement valorisé hors-Québec, l'initiateur doit préciser s'il prévoit le valoriser au Québec, ou sinon, justifier pourquoi.</div>
<div><div>• Thématiques abordées :</div><div>• Référence à l'étude d'impact :</div><div>• Texte du commentaire :</div></div>	<div>Traitement biologique du lixiviat</div> <div>PR3.26 - CEC. Évaluation des gaz à effet de serre, avril 2024, 19 pages</div> <div>Un système de captage et de traitement du lixiviat est en place. Dans le bassin aéré, une partie de la charge organique carbonée (DBO5) est dégradée par les bactéries hétérotrophes. Ainsi, une fraction de l'azote ammoniacal (NH4) est assimilée par les bactéries nitrifiantes. Les bactéries nitrifiantes nécessitent de l'oxygène pour survivre et se nourrir, alors des aérateurs envoient de l'oxygène dans le bassin. Ensuite, l'eau traitée dans le bassin aéré est envoyée vers deux réacteurs biologiques à garnissage en suspension (SMBR), où des bactéries hétérotrophes et/ou nitrifiantes dégradent la DBO5 et le NH4 résiduels. Après divers autres processus, l'effluent final est envoyé vers la station d'épuration de Terrebonne-Mascouche. Ainsi, des émissions de N2O attribuables au traitement biologique du lixiviat sont nécessairement causées par le processus biologique. La DEDEE demande à l'initiateur de quantifier ces émissions.</div>
<div><div>• Thématiques abordées :</div><div>• Référence à l'étude d'impact :</div><div>• Texte du commentaire :</div></div>	<div>Bilan des GES</div> <div>PR3.26 - CEC. Évaluation des gaz à effet de serre, avril 2024, 19 pages</div> <div>L'initiateur présente le bilan des émissions de GES dans un seul tableau, sans faire de distinction entre les phases du projet (construction, exploitation, fermeture et post-fermeture) et sans faire de distinction par sources d'émission. D'ailleurs, l'initiateur exclu les émissions liées au</div>

déboisement du sommaire. La DEDEE demande donc à l'initiateur de présenter le bilan des émissions selon les phases du projet et les sources d'émission.

Signature(s)

Nom	Titre	Signature	Date
Elizabeth Côtes	CPI		2024/09/06
Carl Dufour	Directeur		Cliquez ici pour entrer une date.

Clause(s) particulière(s) :

2

Avis de recevabilité à la suite du dépôt du document de réponses aux questions et commentaires

Considérant les éléments présentés par l'initiateur dans le document de réponses aux questions et commentaires, est-ce que vous jugez maintenant l'étude d'impact recevable? C'est-à-dire qu'elle traite de façon satisfaisante, selon le champ d'expertise de votre direction, les éléments essentiels à l'analyse environnementale subséquente et à la prise de décision par le gouvernement?

L'étude d'impact ne traite pas de manière satisfaisante des sujets qu'elle doit aborder, l'initiateur doit répondre aux questions suivantes

Si l'étude d'impact n'est pas recevable, quels sont les éléments manquants essentiels à l'analyse environnementale subséquente ?

• Thématiques abordées :

• Référence à l'addenda :

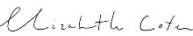

• Texte du commentaire :

Utilisation de gaz naturel renouvelable en remplacement au gaz naturel

PR3.26 - CEC. Évaluation des gaz à effet de serre, avril 2024, 19 pages.

L'initiateur utilise 1 455 081 m³ de gaz naturel par année pour alimenter la chaudière au gaz naturel du SMBR qui fonctionne d'octobre à mai. Puisque la consommation de gaz naturel est responsable de 2 748 t éq CO2 annuellement, la DEDEE demande à l'initiateur de justifier l'utilisation du gaz naturel, plutôt que du gaz naturel renouvelable produit sur le site.

Signature(s)

Nom	Titre	Signature	Date
Elizabeth Côtes	CPI		2025/08/20
Carl Dufour	Directeur de la Direction de l'expertise en décarbonation et efficacité énergétique (DEDEE)		2025/08/26

Clause(s) particulière(s) :

ANALYSE DE L'ACCEPTABILITÉ ENVIRONNEMENTALE DU PROJET

Cette étape vise à évaluer la raison d'être du projet, les impacts appréhendés de ce projet sur les milieux biologique, physique et humain et à se prononcer sur l'acceptabilité du projet. Elle permet de déterminer si les impacts du projet sont acceptables et de prévoir, le cas échéant, des modifications au projet, des mesures d'atténuation ou de suivi.

3

Avis d'acceptabilité environnementale du projet

Selon les renseignements déposés par l'initiateur et en fonction de votre champ de compétence, le projet est-il acceptable sur le plan environnemental, tel que présenté?

Choisissez une réponse

Justification :

Signature(s)

Nom	Titre	Signature	Date
Cliquez ici pour entrer du texte.	Cliquez ici pour entrer du texte.		Cliquez ici pour entrer une date.
Cliquez ici pour entrer du texte.	Cliquez ici pour entrer du texte.		Cliquez ici pour entrer une date.

Clause(s) particulière(s) :

Au besoin, utilisez l'emplacement ci-dessous pour ajouter des figures

Au besoin, utilisez l'emplacement ci-dessous pour ajouter des tableaux

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Présentation du projet		MARCHE À SUIVRE
Nom du projet	Agrandissement du Lieu d'enfouissement technique de Lachenaie sur le territoire de la ville de Terrebonne	
Initiateur de projet	Complexe Enviro Connexions Itée	
Numéro de dossier	3211-23-0950	
Dépôt de l'étude d'impact	2024/07/24	
Présentation du projet : Complexe Enviro Connexions Itée (CEC) exploite actuellement un LET situé au nord de l'autoroute 640, dans le secteur Lachenaie de la ville de Terrebonne. Ce lieu d'enfouissement accepte les matières résiduelles provenant entre autres de la grande région de Montréal, de Laval et de villes et municipalités des couronnes Nord et Sud. L'agrandissement projeté du LET sera réalisé sur le secteur Ouest de la propriété de CEC à partir de 2027. Deux zones de dépôt des matières résiduelles distinctes sont prévues dans la zone d'agrandissement. La zone A a une superficie de 31,6 ha et une capacité de 8,4 millions m³. La zone B a une superficie de 69,9 ha et une capacité de 17,7 millions de m³. Les matières résiduelles qui seront enfouies dans les nouvelles cellules du LET de Lachenaie seront issues des secteurs résidentiel, industriel, commercial et institutionnel (ICI) ainsi que du secteur de la construction, de la rénovation et de la démolition (CRD). La capacité annuelle d'enfouissement de la première année d'opération de l'agrandissement (2027) a été établie à 1 230 000 t.m. et celle de la dernière année complète d'opération à 1 150 000 t.m. (2043). La durée de vie projetée du projet d'agrandissement est de 18 ans.		
Présentation du répondant		
Ministère ou organisme	Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs	
Direction ou secteur	Direction générale de l'évaluation environnementale et stratégique (DGÉES) Pôle d'expertise sur les impacts sociaux	
Avis conjoint		
Région		
Numéro de référence		

RECEVABILITÉ DE L'ÉTUDE D'IMPACT

Cette étape a pour but de vérifier si tous les éléments nécessaires à l'analyse environnementale des enjeux du projet ont été présentés de manière satisfaisante dans l'étude d'impact. L'étude d'impact doit être cohérente avec les éléments de la Directive. Il s'agit de déterminer si les renseignements requis pour apprécier la qualité et la pertinence des données sont correctement présentés, si la description du milieu, du projet et de ses impacts est complète et si les différentes méthodes utilisées sont appropriées.

1

Avis de recevabilité à la suite du dépôt de l'étude d'impact

Est-ce que vous jugez l'étude d'impact recevable? C'est-à-dire qu'elle traite de façon satisfaisante, selon le champ d'expertise de votre direction, les éléments essentiels à l'analyse environnementale subséquente et à la prise de décision par le gouvernement.

L'étude d'impact ne traite pas de manière satisfaisante des sujets qu'elle doit aborder, l'initiateur doit répondre aux questions suivantes

Si l'étude d'impact n'est pas recevable, quels sont les éléments manquants essentiels à l'analyse environnementale subséquente ?

Thématiques abordées :

Référence à l'étude d'impact :

Texte du commentaire :

Système de signalement des plaintes

Section 3 de l'étude d'impact sur environnement (ÉIE)
Rapport préconsultations publiques (RPP)

L'étude d'impact sur l'environnement (ÉIE) indique que, lors de la démarche d'information et de consultation, différents acteurs ont soulevé des préoccupations concernant les mécanismes de communication du Complexe Enviro Connexions Itée (CEC) avec les citoyens et « la nécessité d'améliorer le système de signalement des plaintes » (p.39 de l'ÉIE). D'ailleurs, les transcriptions des rencontres de préconsultation, qui sont disponibles dans l'annexe E du rapport des préconsultations publiques du 23 et 24 octobre 2023 (RPP), indiquent que les citoyens souhaitent connaître le numéro de téléphone pour contacter le CEC dans le cadre d'une plainte. À ce sujet, l'initiateur mentionne qu'il a « commencé à rappeler à la population les procédures pour déposer une plainte avec la collaboration des municipalités » (p.15 du RPP).

Dans l'optique de favoriser la participation citoyenne et faciliter le signalement des plaintes, l'initiateur doit indiquer:

- La manière dont il prévoit faire la promotion du système de signalement des plaintes et des moyens de communication avec le CEC.
- Si d'autres préoccupations en lien avec ce système ont été évoquées par les acteurs et le cas échéant, les indiquer et détailler les mesures correctives qu'il prévoit y apporter.

- Thématiques abordées :
- Référence à l'étude d'impact :
- Texte du commentaire :

Section 8 (Climat sonore) de l'étude d'impact sur l'environnement

Concernant les nuisances sonores, l'initiateur indique que la mise en place de mesures d'atténuation éviterait le dépassement des limites prescrites par le MELCCFP au récepteur P1, soit au 1265 chemin de la Cabane-Ronde, durant la phase d'exploitation. Afin de s'assurer de respecter les seuils limites, l'initiateur s'engage à poursuivre le programme de suivi du niveau sonore durant les phases de construction et d'exploitation. Toutefois, la perception de dérangement ne dépend pas seulement des facteurs liés aux sources de bruit, mais aussi liés aux personnes exposées et aux contextes d'exposition (Blanchette et al., 2021). Même si, malgré tout, les critères sonores demeurent sous les seuils prescrits, la perception des nuisances et ses impacts sur la qualité de vie des résidents vivant à proximité du lieu d'enfouissement technique (LET) pourraient être considérés comme problématiques par certains d'entre eux.

L'initiateur doit préciser la manière dont seront prises en compte les plaintes relatives aux nuisances sonores en lien avec les activités du LET, notamment dans le cadre de son programme de suivi environnemental.

- Thématiques abordées :
- Référence à l'étude d'impact :
- Texte du commentaire :

Rapport préconsultations publiques (RPP)

Lors des rencontres de préconsultations publiques, l'initiateur s'est engagé à « à revenir avec des études plus précises pour déterminer la provenance des matières résiduelles en fonction des populations » (p.11 du RPP). L'initiateur doit détailler cet engagement, notamment en indiquant comment et dans quel contexte il prévoit communiquer ces informations.



Références :

Complexe Enviro Connexion (2024, juillet). *Étude d'impact sur l'environnement – Projet d'agrandissement du lieu d'enfouissement technique de Lachenaie, ville de Terrebonne (Volume 1 – Rapport principal)*. Étude réalisée par Tetra Tech QI Inc. et déposé au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatique, de la Faune et des Parcs.



Complexe Enviro Connexion (2024, février). *Rapport – Préconsultations publiques 23 et 24 octobre 2023 – Projet d'agrandissement du lieu d'enfouissement technique de Lachenaie, Ville de Terrebonne*. Rapport réalisé par Tetra Tech QI Inc. et déposé au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatique, de la Faune et des Parcs.

Blanchette, C., Bouchard-Bastien, E., Demers, I., Gauthier, M., Noël Aïsa, V., Simard, D., Simard, M. (2021, février). *Effets à la santé associés aux lieux de traitement des matières résiduelles : Rapport du ministère de la Santé et des Services sociaux* présenté à la commission d'enquête du BAPE sur l'état des lieux et la gestion des résidus ultimes.

Signature(s)

Nom	Titre	Signature	Date
Lydia Tremblay-Gendron, M. Serv. Soc.	Conseillère en évaluation des impacts sociaux		2024/09/04
Ian Courtemanche	Directeur général de l'évaluation environnementale et stratégique		2024/09/05

Clause(s) particulière(s) :

Considérant les éléments présentés par l'initiateur dans le document de réponses aux questions et commentaires, est-ce que vous jugez maintenant l'étude d'impact recevable? C'est-à-dire qu'elle traite de façon satisfaisante, selon le champ d'expertise de votre direction, les éléments essentiels à l'analyse environnementale subséquente et à la prise de décision par le gouvernement?	L'étude d'impact est recevable			
Si l'étude d'impact n'est pas recevable, quels sont les éléments manquants essentiels à l'analyse environnementale subséquente ?				
<div><div><div>• Thématiques abordées :</div><div>• Référence à l'addenda :</div><div>• Texte du commentaire :</div></div><div><div>Aspects sociaux</div><div>En complément des renseignements contenus dans l'étude d'impact (Complexe Enviro Connexion, 2024), les informations supplémentaires fournies par l'initiateur de projet dans le document de réponses à la première série de questions et à son addenda (Complexe Enviro Connexion, 2025) répondent de manière satisfaisante à la directive ministérielle en ce qui concerne les aspects sociaux.</div><div>Les informations supplémentaires fournies par l'initiateur amènent des informations additionnelles sur les aspects suivants :<ul style="list-style-type: none">- Système de signalement des plaintes (QC-71)- Plaintes relatives aux climats sonores (QC-72)- Suites à donner aux rencontres de préconsultations publiques (QC-74)</div></div><div>Références : Complexe Enviro Connexion (2024, juillet). Étude d'impact sur l'environnement – Projet d'agrandissement du lieu d'enfouissement technique de Lachenaie, ville de Terrebonne (Volume 1 – Rapport principal). Étude réalisée par Tetra Tech QI Inc. et déposé au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatique, de la Faune et des Parcs. Complexe Environ Connexions (2025). Étude d'impact portant sur le projet d'agrandissement du lieu d'enfouissement technique de Lachenaie – Réponses à la première série de questions et à son addenda. Étude réalisée par Tetra Tech QI Inc. et déposé au ministre de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.</div></div>				
Signature(s)				
Nom	Titre		Signature	Date
Lydia Tremblay-Gendron, M. Serv. Soc.	Conseillère en évaluation des impacts sociaux			2025/09/09
Ian Courtemanche	Directeur général de l'évaluation environnementale et stratégique et du Pôle d'expertise sur les impacts sociaux			2025/09/09
Clause(s) particulière(s) :				

ANALYSE DE L'ACCEPTABILITÉ ENVIRONNEMENTALE DU PROJET

Cette étape vise à évaluer la raison d'être du projet, les impacts appréhendés de ce projet sur les milieux biologique, physique et humain et à se prononcer sur l'acceptabilité du projet. Elle permet de déterminer si les impacts du projet sont acceptables et de prévoir, le cas échéant, des modifications au projet, des mesures d'atténuation ou de suivi.

3

Avis d'acceptabilité environnementale du projet

Selon les renseignements déposés par l'initiateur et en fonction de votre champ de compétence, le projet est-il acceptable sur le plan environnemental, tel que présenté?	Choisissez une réponse		
Justification :			
Signature(s)			
Nom	Titre	Signature	Date

Cliquez ici pour entrer du texte.	Cliquez ici pour entrer du texte.		Cliquez ici pour entrer une date.
Cliquez ici pour entrer du texte.	Cliquez ici pour entrer du texte.		Cliquez ici pour entrer une date.
Clause(s) particulière(s) :			

Au besoin, utilisez l’emplacement ci-dessous pour ajouter des figures

Au besoin, utilisez l’emplacement ci-dessous pour ajouter des tableaux